



# Lettre 22 - Décembre 2021

Pour vos congés de Noël, lisez **COMMISSION D'ENQUÊTE sur les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France.** La rapporteure de ce rapport est une députée LREM.

([https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/l15b4665\\_rapport-enquete.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/l15b4665_rapport-enquete.pdf))

A lire absolument, car cela montre que des analyses sont faites et des solutions proposées par des élus. Le rapport sera-t-il lu, voire appliqué ? Cela vous redonnera le moral. Il existe des élus qui, après analyse, estiment que la façon actuelle de traiter les migrants est calamiteuse et pas digne de la France.

Connaissez-vous des **cercles de silence** qui ne reçoivent pas cette lettre ? Sur les 45 cercles de silence qui reçoivent cette lettre, seule une quinzaine nous indiquent qu'ils la reçoivent bien, et même la redistribue autour d'eux.

## Que préférez-vous ? Que désirez-vous ?

Nous vous adressons une lettre mensuelle, qui est de plus en plus longue. Cette lettre de 50 à 70 pages montre les multiples lieux où la question des réfugiés se pose.

Une lettre par quinzaine serait possible aussi : cela faciliterait peut-être la rédaction de certains de vos tracts distribués lors des cercles de silence (qui ont lieu tous les jours du mois).

Je joins ce mois-ci une lettre -version courte- d'une vingtaine de pages n'indiquant que succinctement des divers événements. Qu'en pensez-vous ?

Je vous souhaite un **bon Noël**, jour célébrant

Le renouvellement de l'Homme, la possibilité d'une nouvelle alliance entre les Hommes, un nouvel accueil .... ce qui demandera beaucoup d'énergie aux Hommes ;

le rallongement des jours vers un nouveau printemps ce qui viendra inexorablement ... sans demander d'énergie pour l'Homme

Michel Girard

## LES CERCLES

Nous avons reçu des nouvelles des cercles :

Cergy-Pontoise, Étampes, Haguenau, Le Havre, Lyon, Maubeuge, Pau, Roanne, Saint-Gaudens, Saverne, Tours, Versailles, Wissembourg.

Les cercles qui reçoivent cette lettre (en plus de ceux ci-dessus) sont: Aix-en Provence, Albi, Ancenis, Armentières, castres, Clermont, Colmar, Creil, Dôle, Forcalquier, Gap, Grenoble, Hazebrouck, La Rochelle, Mantes, Niort, Orléans, Paris, Paris-la Défense, Rouen, Saint-Denis, Saint-Malo, Sélestat, Strasbourg, Genève, et rennes coordination, coordination- resf34, francisain-Toulouse, Colomiers.

Si vous avez des remarques et information à ce sujet, veuillez me les faire parvenir.

## **CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE**

### **CORNEBARRIEU**

:

Il y a fin novembre 2021, 53 hommes retenus, ce qui est beaucoup moins que les capacités du CRA. Il y a eu d'assez nombreuses libérations par le Juge des libertés pour procédures irrégulières. Un couple d'Albanais vient ainsi d'être libéré. Il y a beaucoup de mouvement, avec des retenus provenant d'autres CRA, ou des personnes sortant de prison. Certaines personnes sont retenues longuement car inexpulsables mais retenues quant même, comme par exemple les Marocains, leur pays demandant qu'ils soit vaccinés et de plus le Maroc vient de suspendre tous les vols. Deux « Dublinés » devant être renvoyés en Espagne sont là depuis 24 jours en attente d'être transférés.

### **MESNIL-AMELOT**

Mardi 2 novembre 2021, un homme détenu est monté sur le toit du bâtiment pour tenter d'échapper à son expulsion, a rapporté la Cimade jeudi 4 novembre 2021. Il est monté sur le toit mardi vers 20 heures et y est resté. Les policiers ne sont pas montés le chercher parce qu'ils estimaient que c'était trop dangereux et il n'a pas voulu redescendre de lui-même. Il est donc resté toute la nuit dehors alors qu'il pleuvait. Il est redescendu, mercredi, vers 13 heures. Originaire du Mali, il dit craindre pour sa sécurité s'il est renvoyé dans son pays. Il avait déposé une demande d'asile en France mais elle a été rejetée en première instance. Il a déposé un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) mais son dossier n'a pas encore été étudié et, de toute façon, un recours devant la CNDA n'est pas suspensif de l'éloignement. L'homme a été placé à l'isolement une fois redescendu du toit. Son geste est considéré comme une obstruction caractérisée. Il va être présenté à un juge et placé en garde à vue. Cela peut aboutir à une condamnation.

En trois semaines, en novembre 2021, trois évasions ont eu lieu au CRA du Mesnil-Amelot. Il y a quelques jours, 2 prisonniers ont tenté de s'évader. Un a réussi mais l'autre a été grièvement blessé en sautant du toit pour échapper aux flics, il se trouve toujours à l'hôpital actuellement avec les deux pieds cassés. Déjà la semaine précédente, 5 prisonniers avaient tenté leur coup, avec succès pour trois d'entre eux. Quelques jours auparavant, un autre retenu s'échappait après plusieurs mois d'allers-retours CRA /Prison pour refus de test et plusieurs tentatives d'évasion infructueuses.

### **MARSEILLE**

Vendredi 5 novembre 2021, un prisonnier du CRA est parvenu à s'évader ! 3 autres personnes de ce CRA qui ont tenté aussi de s'échapper n'y sont pas arrivées. Elles sont en garde-à-vue, et l'une d'elles a été condamnée à 2 mois de prison avec sursis après une comparution immédiate.

## **FRANCE**

### **COMMISSION D'ENQUÊTE sur les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France**

Les migrations sont un phénomène constant et global mais qui est limité, au regard des déséquilibres du monde. La réalité de l'immigration en France est déformée par le débat public qui

focalise le débat sur les réfugiés en oubliant l'accueil des étudiants étrangers.

Ses 30 recommandations tranchent avec les orientations du gouvernement. Entre autres : les migrations ne sont pas un phénomène transitoire ; la présence de migrants à Calais et sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord , a un coût pour la France évalué à 120 millions d'euros, dont 85 % servent à sécuriser la côte et seulement 15 % à la prise en charge sanitaire ; la politique zéro point de fixation doit être remplacé par des petites unités de vie le long du littoral ; il s'agit de poursuivre l'augmentation du nombre de places d'hébergement et les efforts visant à permettre une meilleure répartition des demandeurs d'asile sur le territoire ; lever les obstacles à l'accès à l'Aide Médicales de l'État et supprimer le délai de carence s'appliquant aux demandeurs d'asile ; améliorer la prise en charge des jeunes migrants qui ont été privés d'hébergement, s'ils ne sont pas reconnus mineurs ; ceux qui sont en procédure de recours devraient se voir accorder un « récépissé dans l'attente de la confirmation ou infirmation de la minorité, afin d'entrer tout de suite dans un processus de mise à l'abri et d'insertion ; permettre de travailler dès le dépôt de la demande d'asile ; trouver une alternative à la prise de rendez-vous dématérialisée ; mettre en place une agence de l'asile européen qui aura la capacité de se prononcer sur les demandes d'asile ; faire des problématiques que rencontrent les femmes migrantes une dimension à part entière des politiques de migration et d'intégration ; créer de véritables filières de médiateurs interculturels issus des associations, des collectivités et des services de l'État pour dénouer des situations de conflits ou d'incompréhension entre les acteurs ; ne pas pénaliser les populations par une réduction drastique de la délivrance des visas avec pour seule conséquence, un renforcement des filières clandestines, etc.

## **Accueillir dignement les réfugié.e.s et migrant.e.s**

### **Dans le « pacte du pouvoir de vivre »**

Le « pacte du pouvoir de vivre » est publié par plus de 60 membres (dont Solidarité Nouvelle pour le Logement), parmi les plus importants acteurs des solidarités envers les plus démunis, les migrants et les personnes vulnérables, de la protection de l'environnement, du monde étudiant, du monde du travail, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité. Près de 35 groupes locaux qui agissent dans toutes les régions de France l'ont signés aussi. Voici ce qui concerne les migrants.

S'il relève bien d'une compétence étatique de décider des règles régissant l'entrée et le séjour sur son territoire, celles-ci doivent impérativement respecter les droits fondamentaux consacrés à l'échelle nationale, européenne et internationale. Les politiques d'asile et d'immigration doivent par ailleurs prendre en compte la diversité des situations (demandeurs et demandeuses d'asile, bénéficiaires d'une protection internationale, étranger.e.s en situation régulière ou irrégulière etc.) et les différentes réalités juridiques qui s'y attachent.

La mise en œuvre du droit d'asile repose en partie sur les conditions d'accueil proposées à toute personne qui sollicite une protection internationale auprès de la France. En ce sens, il convient de proposer un hébergement accompagné à tous les demandeurs et demandeuses d'asile qui ne disposent pas d'autre solution. Pour celles et ceux qui obtiennent une protection (réfugié.e.s et bénéficiaires de la protection subsidiaire), les programmes d'accompagnement global doivent être développés pour favoriser leur accès à l'emploi et au logement. Plus généralement, la France doit jouer un rôle moteur à l'échelle européenne pour harmoniser par le haut les normes communes. Pour l'ensemble des personnes étrangères, l'accès aux droits doit être facilité, notamment l'accès aux préfectures pour obtenir et renouveler leurs titres de séjour. Dans ce cadre, il convient par ailleurs d'élargir les critères de l'admission exceptionnelle au séjour et d'adopter des mesures de régularisation immédiates afin de répondre à certaines situations de blocage qui nuisent à l'inclusion des personnes concernées.

## **Plus de 10 millions de Français vivent dans une commune accueillante**

En septembre 2021, 73 maires du monde entier ont signé une déclaration commune affirmant que leurs villes se tiendraient prêtes à accueillir des réfugiés afghans. En Europe, mais aussi en Amérique du Nord et Latine, des municipalités mettent en place des politiques destinées à améliorer les conditions de vie des migrants en situation de vulnérabilité. Elles le font d'abord pour des raisons pragmatiques : on ne peut laisser dans la rue des populations sans droit, ne serait-ce que pour des raisons sanitaires, humanitaires ou de sécurité. Elles le font ensuite pour faciliter à long terme une intégration dans le tissu social et économique local en favorisant l'accès au logement, à l'emploi ou encore en déconstruisant les préjugés sur l'immigration.

Aux États-Unis, 12 millions de sans-papiers habitent et travaillent dans le pays sans aucun droit. En Europe, ils seraient entre 3 et 4 millions à vivre dans la marginalité. Sur les 12 000 migrants présents dans le camp de Lesbos au moment de l'incendie, 4000 ont été déplacés en Europe.

Des ONG allemandes ont mis en ligne une [carte recensant près de 750 villes européennes](#) qui prennent des initiatives similaires. On en compte **123 en France** : au total, **plus de 10 millions de Français vivent dans une commune qui met en œuvre une politique pour l'accueil** et l'intégration des migrants. Par exemple, Villeurbanne s'appuie sur ses associations et le centre d'action sociale pour trouver des solutions en matière de logement, d'alimentation ou de soin ; il en est de même de Grenoble, Marseille, Montreuil. Ces villes dessinent les contours d'une politique migratoire basée sur les capacités d'accueil locales plutôt que sur le contrôle des frontières.

Loin des lumières médiatiques, elles mettent en résonance leurs initiatives pour proposer une autre façon de gérer les migrations. Vont-elles parvenir à contrebalancer les politiques nationales en la matière ? La mise en cause judiciaire des acteurs locaux de l'accueil montre que le rapport de force avec les États a commencé. Les multiples interpellations de Cédric Herrou, l'agriculteur militant de la Roya, ont mis en évidence la façon dont les pouvoirs publics peuvent chercher à bloquer l'action des acteurs de terrain. Il en va de même pour les maires qui s'impliquent en faveur des migrants. Tel le maire de la petite commune calabraise de Riace le maire de la petite commune calabraise de Riace qui tentait de répondre à la désertification de son village en proposant à des familles de migrants d'occuper les logements abandonnés. Il écope d'une peine de treize années de prison ; après 18 mois d'assignation à domicile, puis d'exil hors de sa commune, il fut reconnu non coupable. En septembre 2021 un nouveau procès le condamne pour association de malfaiteurs visant à aider l'immigration irrégulière et mariage de convenance pour des déboutés du droit d'asile.

## **Une motion sur les migrations en 2022 sous la présidence française à l' UE**

La France fera pression pour une motion sur les migrations lorsqu'elle accueillera la présidence de l'Union européenne à partir de janvier, a déclaré jeudi le président Emmanuel Macron, rapporte Reuters. "Nous devons prendre un certain nombre d'actions : arrêter l'institution de camps durables, agir pour démanteler les réseaux de passeurs et renforcer le travail avec les lieux d'origine internationaux pour arrêter ces flux", a-t-il déclaré, ajoutant "Je mènerai des réformes dans le cadre de la présidence française de l'UE.

## **Démantèlement d'une filière de passeurs**

Mardi 16 novembre 2021, 15 personnes (soupçonnés d'être des trafiquants) ont été interpellées et environ 40 000 euros en liquide ont été saisis. La filière était composée d'Irako-Kurdes, de Roumains, de Pakistanais et de Vietnamiens. Elle allait chercher des migrants dans des camps à Grande-Synthe, dans le nord de la France, et les faisait traverser vers le Royaume-Uni par bateaux. Ces embarcations étaient acheminées sur le littoral français en provenance de Chine, via la

Turquie puis l'Allemagne. Selon l'enquête, débutée en octobre 2020, le réseau faisait passer « *a minima 250 personnes par mois* », soit quatre bateaux, de type « Zodiac », qui peuvent transporter environ 60 personnes. Toutes ces personnes ont payé un « pack » de 6 000 euros pour rejoindre la Grande-Bretagne. Les trafiquants ont accumulé environ 3 millions d'euros de bénéfices. *Il s'agissait d'un réseau de criminels bien endurcis et organisés grâce à la complicité de chauffeurs, de banquiers occultes et de personnes qui détectaient les balises de la police.* »

## **Le "non-accueil" des mineurs isolés à la rue aggrave leurs troubles mentaux**

Dans un rapport publié mardi 9 novembre 2021, Médecins sans frontières (MSF) et le Comede mettent en lumière les effets du "non-accueil" sur la santé mentale des mineurs isolés - ceux qui ne sont pas pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) parce qu'ils sont en attente d'un recours auprès d'un juge des enfants. Durant le temps de ce recours, qui peut durer entre 2 et 24 mois, les jeunes sont considérés comme majeur par le département et se retrouvent à la rue, sans logement, sans ressources financières et sans accompagnement social.

Dans le centre d'accueil de jour ouvert fin 2017 à Pantin, en 4 ans, 5 462 consultations individuelles ont été réalisées. Et l'on constate que les conditions d'accueil de ces mineurs non-accompagnés "majoraient les troubles psychiques préexistants tout en favorisant l'apparition de nouveaux troubles". Après des parcours migratoires souvent chaotiques : perte d'un proche sur la route, abus physiques et violences sexuelles, enlèvements, humiliations, "lorsqu'ils arrivent en France, une partie de ces jeunes souffrent de troubles psychiques, pour la plupart de syndromes psycho-traumatiques et de dépressions". Des troubles accentués par leur quotidien dans l'Hexagone marqué par "l'errance et la rue", qui maintient les mineurs "dans l'isolement et la précarité". Leurs conditions de vie favorisent le développement de nouveaux symptômes : "Humeur triste, anxiété, troubles du sommeil et de la concentration, sentiment d'impossibilité à faire face", ont constaté les deux associations. La "détresse massive" auxquels ils sont confrontés peut mener jusqu'à des tentatives de suicide. Les idées noires exprimées par tel jeune ont "progressivement disparu", depuis qu'un juge des enfants l'a reconnu mineur et qu'il a été pris en charge par l'ASE. Preuve, pour les auteurs, que précarité et troubles mentaux sont intimement liés. Leur statut "ni mineurs, ni majeurs", les empêche recourir à certains soins en l'absence de tuteur légal. "Sans figure décisionnelle à qui se référer, il est fréquent que les services refusent de les prendre en charge". "Les objectifs de contrôle de l'immigration", estiment les organisations, "ne doivent pas prévaloir sur ceux de la protection de l'enfance".

## **Fermeture de la frontière entre la France et l'Espagne**

Six eurodéputés attendent la réponse de la Commission européenne qu'ils viennent de saisir. Ils demandent une décision concernant la fermeture de routes frontalières depuis dix mois entre la France et l'Espagne. L'un d'entre eux est convaincu que l'écologie peut être une réponse au flux migratoire. « La situation est grave aux frontières en général, sur la façon inacceptable qu'on a d'accueillir les migrants. Des gens que j'appelle plutôt des chercheurs de refuge, qui sont des gens qui fuient parce que la vie n'est plus possible, voire même très dangereuse pour eux, que ce soit pour des raisons climatiques ou plutôt pour des raisons politiques. Quand ces gens se mettent en route en quittant tout, pour moi, c'est un vrai problème humain. Il faut arrêter d'habiller notre volonté de ne pas accueillir normalement, dignement et selon la loi des gens qui cherchent un refuge, avec des trafics, avec du terrorisme, etc. Et imaginer que quelques cailloux en travers de petites routes dans les Pyrénées va arrêter des trafiquants. Qui peut croire à une chose pareille ? Parce que quand vous avez des millions d'euros en jeu dans des trafics de drogue ou autres, vous pensez bien que ce n'est pas quelques cailloux qui vont arrêter ça. Surtout que ça ennuie la vie

quotidienne locale des gens. Qui en pâtit le plus ? C'est tout simplement les locaux des deux côtés des frontières, qui ont besoin de passer pour travailler et qui se retrouvent à devoir faire des détours et faire des kilomètres supplémentaires. Et puis le carburant est de plus en plus cher ».

## **Décathlon retire les kayaks de ses magasins**

L'entreprise française entend préserver la vie des migrants en retirant de certains de ses magasins la vente de kayaks. Ces derniers sont parfois achetés par les passeurs et utilisés par les exilés pour tenter la traversée de la Manche. Une initiative "humaniste" saluée par le maire de Grande-Synthe, mais qui ne résoudra pas le problème de la vente en ligne, très utilisée par les trafiquants.

Les kayaks pouvant être utilisés par des migrants pour traverser la Manche ont été retirés de la vente dans les Décathlon de Calais (Pas-de-Calais) et Grande-Synthe (Nord) ; d'autres magasins à Boulogne-sur-Mer et au Touquet sont également concernés par la mesure. "L'achat de ces kayaks ne sera plus possible [...] en réaction avec le contexte actuel". Le service de presse de Décathlon a déclaré : Ces articles sont "détournés de leur usage sportif" pour permettre des traversées de la Manche, ce qui "n'est pas la conception qui est donnée à ces produits, ni leur utilité première". "Les risques [que les exilés] prennent sont considérables, ce qui nous amène à retirer la totalité de ces produits de la vente en magasin dans tous les sites de la Côte d'Opale". Ces articles de sports "pourraient mettre en danger la vie des gens qui les utilisent dans le cadre d'une traversée." La décision a été prise "au magasin" et "validée par l'entreprise". L'initiative a été saluée par le maire de Grande-Synthe. "Je salue la décision de Décathlon qui fait preuve d'humanisme puisqu'ils ont pris la décision de retirer de la vente des kayaks [...] Les faits sont que les personnes passent avec des bateaux sommaires ou des kayaks".

Mais le retrait en magasin suffira-t-il à endiguer le phénomène ? Ces bateaux sont, très souvent, achetés en ligne par les passeurs. Les trafiquants achètent des canots en kits sur internet . Ils déposent les colis dans les dunes sur la plage et les migrants les récupèrent à la nuit tombée. Les passeurs envoient par SMS les coordonnées GPS du colis. Les migrants ouvrent les cartons sur le lieu de réception, assemblent les pièces et prennent la mer rapidement après. Dans les collines de sable de Wimereux, en octobre 2021, de nombreux cartons, déchets plastique et de canots abandonnés attestaient toujours de ce mode opératoire.

## **Toujours plus de moyens pour lutter contre les traversées clandestines**

Le ministre français de l'Intérieur, a annoncé lundi 22 novembre 2021 de nouveaux moyens pour les policiers et les gendarmes afin de lutter contre l'immigration clandestine sur les côtes de la Manche. Le but : sécuriser la bande littorale qui s'étend sur plus de 130 km, du Dunkerquois à la baie de Somme. Pour un total de 11 millions d'euros, et "dans le cadre d'un accord de coopération avec le Royaume-Uni", plus de 100 véhicules seront ainsi livrés au cours de l'année 2022. Autant de matériels "dotés de moyens de surveillance et de détection perfectionnés", écrit le ministère. Pour l'heure, seuls "20 véhicules sont déjà livrés et utilisés par les forces au quotidien" dans le nord de la France. "À ces moyens mobiles s'ajouteront des équipements modernes et performants de vision nocturne, des caméras thermiques, 300 lampes, 160 projecteurs d'éclairage tactique, des moyens d'interceptions et de communication, mais aussi des effets d'habillement"

## **AIX-EN-PROVENCE**

Relaxé par le tribunal correctionnel de Nice en 2018, Loïc a été condamné le 1er avril 2019 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à 3 000 euros d'amende avec sursis pour « aide à l'entrée



d'un étranger en situation irrégulière en France ». En septembre 2020, la Cour de cassation a cassé la décision de condamnation de la cour d'appel et a renvoyé devant ladite cour, dans une composition différente, pour un nouvel examen de l'affaire. Cette audience s'est tenue le 15 septembre 2021, à Aix-en-Provence.

Ce 3 novembre 2021, la cour d'appel a donc de nouveau condamné Loïc à 3 000 euros d'amende avec sursis pour « **délit de solidarité** ». Or, rien dans le dossier ne fait état de l'identité précise de la personne qui avait été arrêtée avec Loïc et aucun élément de l'enquête n'a permis de révéler la situation administrative de cette personne (demandeuse d'asile, avec ou sans titre de séjour). C'est donc sans aucun élément matériel permettant de savoir si la personne était ou non « étrangère en situation irrégulière » que la cour d'appel s'est une nouvelle fois exprimée dans cette affaire. Loïc et son avocat ont donc décidé de former un nouveau pourvoi en cassation contre cette condamnation pénale.

Emmaüs France et l'Anafé soutiennent leur militant dans cette démarche. Nos associations appellent le législateur à mettre enfin un terme à ce délit et les autorités judiciaires à cesser les pressions à l'encontre des personnes solidaires des exilés. Les défenseurs des droits humains qui se mobilisent en faveur du respect des droits des personnes en migration ne doivent plus être inquiétés, poursuivis et condamnés.

## **BOBIGNY**

Depuis le 25 octobre 2021, des dizaines de travailleurs sans-papiers sont en grève dans une dizaine d'entreprises de la région parisienne (lettre 21), pour obtenir leur régularisation. Jeudi 28 octobre 2021, plus de 250 grévistes sont toujours mobilisés. Ceux qui sont employés pour l'entreprise de ramassage de déchets Sépur sont en grève, depuis le 21 octobre 2021 sur l'esplanade de l'Hôtel de ville de Bobigny, ou dans la salle que l'hôtel de ville leur prête. Ils réclament que leurs employeurs leur remettent des formulaires **Cerfa**, leur ouvrant la voie vers une régularisation par le travail. Ils dénoncent aussi des abus rendus possibles par leur situation administrative. "Toutes les personnes qui interviennent chez Sépur, ses 2 500 employés et intérimaires présents pour répondre aux besoins de son activité, ont tous présenté des papiers d'identité validés en préfecture", affirme l'entreprise dans un communiqué publié le 27 octobre 2021. Elle "n'a jamais employé de sans-papiers". De fait, au lieu d'embaucher des travailleurs sans-papiers, l'entreprise a recours à des agences d'intérim.

Les discussions entre les grévistes et la direction sont au point mort. Pourtant, les accusations portées par les employés et le syndicat sont graves : recours abusif à l'intérim, non-paiement des heures supplémentaires, non-distribution des équipements réglementaires... Pour les employés et les syndicats, l'entreprise feint de ne pas savoir que les documents d'identité sont ceux de tierces personnes ayant des titres de séjour. Ces derniers prêtent leur identité aux sans-papiers pour leur permettre de travailler. Les employés témoignent. « Le chef m'a dit qu'il pouvait me faire travailler mais que c'était payant. Je devais lui donner 10% de mon salaire à la fin de chaque mois pour qu'il me donne du travail », accuse le jeune homme de 30 ans. Un homme chargé du balayage dans le quartier des Quatre chemins à Pantin (Seine-Saint-Denis) depuis quatre ans, assure, lui, que son chef de dépôt lui a suggéré de lui ramener les papiers d'une autre personne pour éviter de se trouver en période de carence - période non travaillée obligatoire une fois la durée maximale d'un contrat d'intérim atteinte. Un autre indique que "trois personnes ont déjà essayé de me remplacer à mon poste aux Quatre Chemins" depuis qu'il s'est mis en grève. Un jeune Malien a cherché du travail. Le patron du dépôt de Villejuif lui avait dit qu'il cherchait des gens. « Je suis venu avec la carte vitale d'une autre personne, un RIB, une quittance de loyer. Ils ont fait des photocopies, m'ont rendu les originaux et m'ont dit de venir le lendemain pour une formation de 2 heures. J'ai commencé tout de suite après la formation ». Quand il reçoit ses feuilles de paie, elles sont signées d'une entreprise d'intérim et non pas de Sepur. Il remarque que ses heures supplémentaires ne lui sont pas payées. « Au dépôt on m'a dit de demander à l'agence d'intérim. J'ai voulu aller les voir

mais il n'y avait rien à l'adresse indiquée. Leurs bureaux n'existent pas. » Ces entreprises n'ont pas d'accueil physique, tout est en ligne. Elle inscrit le travailleur dans ses effectifs et envoie les contrats de mission nécessaire à son activité avec Sépur"

Quatre ripeurs du dépôt de Villejust (Essonne), ces personnes qui collectent les poubelles et les vident dans la benne, disent avoir été contraints de verser une partie de leur salaire à leurs chefs de dépôt pour conserver leur emploi. Avec d'autres employés victimes du même système, ils s'appêtent à déposer une plainte. Les chefs de dépôt ne laissent pas de traces. La transaction se fait en liquide et en mains propres, au dépôt. "Quand le responsable vient me demander de l'argent, il ne veut pas que j'aie mon téléphone sur moi. Il a peur que je le filme ou l'enregistre". Sépur a réagi à ces accusation dans un communiqué publié le 27 octobre 2021. L'entreprise affirme avoir ouvert une enquête interne à ce sujet et assure qu'elle "condamnera avec la plus grande sévérité ces pratiques intolérables si elles venaient à être avérées".

## **BOULOGNE SUR MER**

L'hôtel Formule 1 situé sur la zone de l'Inquétie à Saint-Martin-Boulogne, est réquisitionné, sur demande de la préfecture du Pas-de-Calais, à partir de lundi 8 novembre 2021, pour accueillir des migrants. L'établissement est le deuxième dans la commune à suivre ce principe d'hébergement d'urgence.

Les sauveteurs en mer de la SNSM aimeraient qu'une tente identique à celle de la Protection civile puisse être installée de façon permanente pour les secourir les migrants qui ont été sauvé en mer.

## **BOURGES**

Une dizaine de migrants viennent de démarrer une formation de soudeur dans le Cher. Ils ont obtenu le statut de réfugié et peuvent donc travailler. Le conseil régional y voit l'opportunité de couvrir des besoins sur des métiers en tension, en améliorant l'insertion de ce public d'origine étrangère. Au printemps 2021, une première formation a permis de diplômé des maçons et des plaquistes qui venaient d'être régularisés. La plus grosse difficulté pour ces stagiaires reste la pratique de la langue française. C'est pourquoi cette formation qui délivre un titre professionnel niveau CAP/BEP est adaptée : *"On a une grande chance, c'est d'avoir le relais pour partenaire" . "Ils ont des professeurs en français et langues étrangères et nous, on a adapté notre parcours de formation sur quatre jours par semaine. C'est à dire que ces stagiaires viennent travailler à l'AFPA du lundi et au jeudi et le vendredi matin ils font des formations en langues. Le vendredi après-midi, ils préparent le code pour lever tous les freins périphériques à l'embauche. Le premier pré-requis pour nous, c'est la motivation. Et eux, ils n'y a même pas besoin de leur en parler. Ils l'ont déjà par leur parcours de vie. En plus, ils se connaissent et la cohésion d'équipe est là."* C'est le conseil régional qui finance. Pour son vice-président, tout le monde y gagne : *"Quoi de mieux pour s'intégrer que la formation et le travail ? Il en va également de notre humanité. Tous les jours, des chefs d'entreprise me disent qu'ils ne trouvent pas de bras. Et bien moi, je leur dis tout simplement : chiche ?"* Neuf réfugiés d'Afghanistan, du Soudan et d'Érythrée espèrent décrocher leur diplôme de soudeur dans six mois. Une initiative intéressante qui ne doit cependant pas faire oublier la face cachée de l'iceberg : ces milliers de sans-papiers, employés au noir, parfois exploités, faute d'avoir l'autorisation de travailler.

## **BRIANCON**

Un peu plus d'une semaine après la fermeture des Terrasses solidaires, aucune solution n'a été trouvée pour héberger les exilés à Briançon, dans les Alpes françaises. Dans la nuit du lundi au



mardi 2 novembre 2021, 56 migrants supplémentaires sont arrivés. Au total, 80 personnes, dont beaucoup d'enfants attendent actuellement d'être mises à l'abri. Certains ont pu s'installer dans une des deux salles paroissiales prêtées par l'église Sainte-Catherine. Quelques familles ont trouvé refuge directement dans les foyers des habitants. Les autres dorment sur des lits de camp, sur un terrain de la paroisse. De grands barnums blancs ont été érigés pour les protéger des intempéries. Un peu plus d'une semaine après la fermeture des Terrasses solidaires, aucune solution n'a été trouvée pour héberger les exilés à Briançon. Dans cette ville de 12 000 habitants, qui sert de transit pour les migrants ayant traversé la frontière depuis l'Italie, l'hébergement des exilés n'est assuré que par les associations et les locaux. Il y a bien un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) à Briançon, mais ses capacités d'accueil sont très limitées (60 places) ; celui de Gap est équipé de 124 places ainsi qu'un Hébergement d'Urgence pour Demandeur d'Asile (HUDA) de 55 places à Gap. Cela fait plusieurs années qu'on demande un véritable centre d'urgence. Mais l'État ne fait rien. Samedi 30 octobre 2021, alors que d'autres personnes continuaient de franchir la frontière, l'église Sainte-Catherine de la ville, qui sert ponctuellement de refuge, a fermé en vue des célébrations de la Toussaint. L'école du Prorel, "un ancien centre de vaccination aujourd'hui complètement vide", a été investie. Mais immédiatement, les forces de l'ordre ont encerclé le bâtiment. Tout le monde a été contraint de partir en fin d'après-midi. Certains exilés ont bénéficié de deux petites salles appartenant à la paroisse, de 20m<sup>2</sup> chacune. Une solution précaire mais qui reste le seul endroit où ils sont en sécurité. Le 1er novembre 2021, des citoyens ont mis à l'abri près de 30 réfugiés. Entre-temps, en lieu et place d'hébergements d'accueil, l'État a dépêché 200 gendarmes mobiles supplémentaires à la frontière. Mercredi 27 octobre 2021, le directeur central de la Police aux frontières a affirmé vouloir "mettre un coup d'arrêt au flux migratoire". Après une visite aux forces de l'ordre de Montgenèvre, il a promis un renfort de 10 agents. "Voilà la seule réponse des autorités face à cette situation. Envoyer davantage de policiers à la frontière, c'est exposer les migrants à plus d'accidents. Car en voyant les policiers dans les montagnes, ils passent par des chemins plus dangereux. Ici, ce n'est pas un terrain ordinaire, on est en haute montagne. Les personnes les plus chanceuses s'en sortent avec des fractures. D'autres ne redescendent jamais des cols. La militarisation de la frontière fait craindre un hiver difficile pour les migrants et les associations. D'autant plus que depuis fin août 2021, les arrivées sont plus nombreuses. Avant l'été, 10 à 15 personnes par jour en moyenne traversaient la frontière, désormais, c'est plus du double. Ces personnes sont en très grande majorité originaires d'Afghanistan, mais aussi d'Iran et d'Irak. Elles viennent en famille, avec leurs enfants. Lundi soir 1er novembre, deux femmes enceintes, dont l'une arrivait au terme de sa grossesse deux jours plus tard, ont même traversé le col.

Les **Terrasses Solidaires**, nouveau local du Refuge Solidaire, d'une capacité de 80 places, n'est plus en mesure d'accueillir les migrants dans des conditions dignes et en toute sécurité. La création d'un centre d'accueil d'urgence pour les exilés près de la frontière franco-italienne est une requête défendue par les associations de Briançon depuis des années. Ces dernières semaines, elle s'est faite plus vindicative. La préfète des Hautes-Alpes estime que ces "exigences" sont "des ultimatums à l'égard de l'État" ; elle ne les satisfera pas. "Aucun dispositif d'accueil ne sera initié par nos soins". Mais des "moyens supplémentaires" ont en revanche "été concentrés à la frontière afin d'entraver les passages illégaux, conformément aux lois régissant le droit au séjour en France" "Il est important de rappeler que la mission du représentant de l'État dans le département est de faire appliquer la loi, en l'occurrence de s'assurer que toutes les personnes entrant sur le territoire national en ont le droit et ne représentent pas un risque pour la sécurité nationale". Dans le Briançonnais même, les contrôles ont également été "renforcés". Et ils "se prolongeront durablement, débouchant sur des réadmissions ou des OQTF (Obligation de quitter le territoire français) selon les cas". Ce dispositif selon la préfecture, "permet à ce stade une gestion maîtrisée des flux". Après plus de 15 jours de bras de fer avec les autorités, l'association a fini par recevoir une réponse. "C'est une fin de non-recevoir en bonne et due forme", regrette l'ONG des Refuges Solidaires. Chaque nuit pourtant, des exilés - pour la plupart des Afghans - continuent d'arriver à Briançon après une route très périlleuse par les Alpes. 56 personnes supplémentaires ont été accueillies par nos soins le 7 novembre 2021. Elles ont été mises à l'abri, comme les autres migrants

avant eux, sur un terrain de la paroisse Sainte-Catherine prêté par l'évêque de Gap et d'Embrun. Deux grands barnums ont été installés pour les protéger des intempéries. Certains, dont des familles avec enfants, sont également hébergés temporairement chez des habitants de la commune.

Dans la soirée du dimanche 7 novembre vers 21 heures, les gendarmes de haute-montagne de Briançon ont porté **secours** "à un groupe de personnes migrantes en difficulté sur les hauteurs de Montgenèvre". "Huit exilés, souffrant d'hypothermie et de douleurs aux jambes, se sont retrouvés bloqués dans le secteur du mont Janus, dans leur tentative de passage de la frontière franco-italienne". Ils ont été héliportés vers le centre hospitalier de Briançon. "Militariser la frontière comme le font les autorités incite les personnes à prendre des routes moins surveillées et plus dangereuses. Ça ne fait qu'augmenter les accidents". Cette même nuit, d'après le journal local, "les gendarmes ont aussi été mobilisés, avec des sapeurs-pompiers, jusqu'à 4 heures du matin par voie terrestre pour tenter de retrouver deux autres personnes migrantes en difficulté". À ce jour, elles n'ont pas été retrouvées.

Lundi 8 novembre 2021, vers 7 heures, des personnes ont déployé deux banderoles sur les remparts de la cité Vauban, à Briançon. Une action non revendiquée qui s'adresse directement au maire de Briançon : "Murgia patrimoine de l'inhumanité. Dans ta ville +100 personnes dorment dehors ». Le maire a fait savoir dans les médias le 8 novembre à midi que c'est une "situation de crise subit" par la ville, "alors que Briançon, ça n'est pas cela", mais aussi "des fortifications inscrites au patrimoine mondial de l'humanité, et l'une des plus belles stations de ski des Alpes".

Samedi 13 novembre 2021, Médecins sans frontières (MSF) a installé une immense tente humanitaire (chauffée avec 50 places) dans la ville de Briançon, afin d'héberger en urgence des migrants ayant traversé les Alpes. "Il fait actuellement entre 0 et -10 degrés la nuit à Briançon", rappelle un médecin et membre des Refuges solidaires, l'association qui vient en aide aux migrants à la frontière franco-italienne. "Il est impossible de passer la nuit dehors pour les exilés qui arrivent depuis la montagne." "Cette tente humanitaire est très utile parce qu'elle permet aux exilés de ne pas mourir de froid". La nuit des 14 et 15 novembre 2021, trois personnes sont arrivées. Il doit y avoir actuellement une trentaine de personnes abritées sous la tente. Elle n'est pas encore arrivée à saturation. Il est extrêmement rare de voir ce genre de dispositif installé en France, au 21<sup>e</sup> siècle. "Ce qui est triste, c'est que nous sommes obligés d'avoir recours à des stratégies mis en place dans des États défaillants. Cette tente existe non pas par manque de moyens de la part de la France mais par manque de volonté politique." Reste que cette installation n'est pas une solution à long-terme. Déjà parce qu'il n'y a pas de sanitaires, pas de toilettes, pas de douches", précise le médecin. "C'est juste une tente pour dormir au chaud". Ensuite parce qu'elle ne résout pas le problème de l'hébergement d'urgence des personnes exilées. "Cette tente met en évidence la carence de l'État français à assurer ses devoirs. Partout en France, il y a des hébergements qui, en complément de l'action des associations, permettent de mettre les gens à l'abri. À Briançon, ce n'est pas le cas."

Selon les estimations des associations, près de 300 migrants, en majorité des Afghans et des Iraniens, traversent actuellement chaque semaine à pied la frontière franco-italienne au niveau du col de Montgenèvre.

Mardi 16 novembre 2021, « Tous migrants » a saisi le tribunal administratif de Marseille pour enjoindre l'État à "prendre les mesures permettant l'accueil et l'hébergement d'urgence de personnes exilées à Briançon". La requête demande également aux autorités l'organisation de transports publics permettant aux exilés de quitter le Briançonnais, et que leur soit facilité l'accès aux tests PCR ou antigéniques. De son côté, la préfecture des Hautes-Alpes affirme dans un droit de réponse que "les derniers jours ont montré que le nombre de migrants présents à Briançon reste inférieur au nombre de places autorisées dans cette structure". Elle affirme également que les moyens "accrus" alloués par l'État pour "tenir compte de la situation migratoire", "s'ils répondent à un besoin d'hébergement d'urgence inconditionnel, ne sauraient être illimités". D'après un juriste spécialisé en droit des étrangers, la démarche de Tous Migrants "a des chances importantes d'aboutir". "Un contentieux assez similaire avait été entrepris avec succès à Calais en 2017, et le

tribunal administratif avait donné raison aux requérants et le Conseil d'État avait confirmé la décision. "Ici, le droit fondamental en jeu est l'interdiction des traitements inhumains et dégradants. Et la carence des pouvoirs publics - absence d'hébergement, de dispositifs sanitaires - peut entraîner une violation de ce droit". "Le droit à l'hébergement d'urgence", "le droit à des conditions matérielles d'accueil décentes" et "l'intérêt supérieur de l'enfant", d'autres libertés fondamentales au cœur du litige, "pourraient également amener la justice à donner raison aux requérants", et donc déboucher sur une condamnation par le tribunal à l'encontre de l'État. Mardi 16 novembre, le président de la commission d'enquête parlementaire sur les migrations a transmis au procureur de la République de Gap un signalement pointant "les manquements" de la préfète des Hautes-Alpes au regard de la situation à Briançon, "Les actes" de la préfecture constituent une "mise en danger délibérée de la vie de ces personnes migrantes", a-t-il souligné.

Malgré les températures glaciales, l'État ne sera pas contraint d'héberger les migrants à Briançon (Hautes-Alpes). Le mardi 30 novembre 2021, le tribunal administratif de Marseille a rejeté la requête de Tous migrants au motif que les Terrasses solidaires, lieu d'hébergement géré par l'association Refuges solidaires, "a une capacité d'accueil supérieure au nombre de personnes actuellement présentes [une cinquantaine] sous la tente installée par Médecins du monde [la tente a, en réalité, été installée par Médecins sans frontières], alors aucun motif, ni matériel ni juridique, ne fait obstacle à sa réouverture immédiatement". En revanche, des "moyens supplémentaires" ont depuis été déployés à la frontière "afin d'entraver les passages illégaux". Depuis la fermeture des Terrasses Solidaires, 200 gendarmes mobiles patrouillent dans la zone. "Les forces de l'ordre sont omniprésentes : sur les routes, à la frontière, dans les montagnes, dans les gares" c'est "une véritable chasse à l'homme des personnes en exil", "mise en place par l'État".

## CALAIS

Mardi 2 novembre 2021, vers 17 heures, au niveau de la rocade portuaire (A216) une cinquantaine de migrants ont tenté de ralentir la circulation en réalisant un **barrage à l'aide de branchages**. Leur but étant de monter à l'intérieur de poids lourds afin de tenter de passer clandestinement en Angleterre. Rapidement, une dizaine de fourgons de CRS se sont positionnés de part et d'autre de la rocade portuaire afin d'empêcher les migrants de s'approcher de l'axe autoroutier. Un rétrécissement de la circulation a été mis en place au niveau du passage au-dessus de la rue du Beau-Marais. Mais celle-ci n'a pas été perturbée.

Un TER a percuté quatre migrants, vers Calais, jeudi 4 novembre 2021. L'un d'eux a été tué sur le coup. L'accident a eu lieu vers 18h35 sur la voie ferrée reliant Dunkerque à Calais. Cette voie ferrée serait un chemin de passage régulier des migrants qui l'empruntent pour se rendre dans des campements ou ailleurs. L'un se trouve en "urgence absolue. Deux personnes qui seraient de nationalité érythréenne, sont considérés comme des blessés légers. Ce nouveau drame s'inscrit dans un contexte de violence systémique, due à la politique de militarisation de la frontière, là où on aimerait qu'il y ait une politique d'accueil adaptée. La lutte contre les points de fixation pousse les personnes à de plus en plus d'errance. Elle crée des conditions de vie toujours plus dégradées, difficiles physiquement et psychologiquement. Un groupe constitué de plusieurs membres d'associations tente de retrouver la famille de la personne décédée. Le parquet a ouvert une enquête pour homicide involontaire. Il faisait nuit, il pleuvait beaucoup, ce qui a pu empêcher le conducteur - tout comme le petit groupe - de voir venir l'accident. C'est beaucoup plus facile de marcher le long d'une voie que dans la lande, dans les champs, quand il fait nuit et que vous ne savez pas où vous mettez les pieds.

Un exilé a été tué dans un accident de TER, à Calais. Ses trois compagnons de route ont été blessés, dont l'un gravement, par le train qui les a percutés. Pour Utopia 56, ce nouveau drame s'inscrit dans un contexte où les migrants sont de plus en plus poussés à l'errance, du fait de la militarisation de la frontière franco-britannique, et des évacuations incessantes.

9 h 20 jeudi 4 novembre 2021, des migrants jouent au foot sur le terrain vague, d'autres dansent. A quelques dizaines de mètres plus loin, une quinzaine de gendarmes mobiles les regardent. Ils sont venus pour évacuer le campement. Et en face, depuis 8 h 30, des associatifs (Utopia 56, Human Rights Observers et L'Auberge des migrants, entre autres) font barrage devant l'entrée du bois, avec des exilés. Le commissaire de Calais, somme cette centaine de migrants, des hommes d'origine africaine, de quitter les lieux. « Vous avez 45 minutes pour évacuer la zone. » A 10 heures, les forces de l'ordre reviennent. Le commissaire tente un dialogue, mais les exilés et les militants campent sur leur position. Le cordon s'avance, le ton monte. Les militaires et policiers tentent d'entrer dans le bois, boucliers levés, mais les migrants leur barrent la route. Après un bras de fer de quelques minutes, une voix couvre les cris : « Oh ! On recule ! » Les autorités rebroussement chemin, sous les cris de victoire des migrants. Des associatifs affirment que la présence de médias atténue l'attitude des forces de l'ordre. À 11 h 20, les CRS évacuent, on assiste à quelques scènes de liesse parmi les migrants et associatifs. « C'est une petite victoire » pour une bénévoles de l'association Utopia 56, qui rappelle quand même que deux autres campements de Calais ont été démantelés ailleurs ce jeudi matin, et que cette **résistance victorieuse** n'est qu'un sursis.

### **La grève de la faim, à Calais**

Le gouvernement a annoncé, mardi 2 novembre 2021, s'engager à proposer systématiquement un hébergement aux migrants contraints de quitter leurs campements lors des évacuations. L'hébergement sera essentiellement dans le Pas-de-Calais, dans les Hauts-de-France, mais pas à Calais. Pour tenir son engagement, l'État va devoir augmenter son parc d'hébergement de plusieurs centaines de places. Il n'y aura plus d'évacuation par surprise. Il est proposé de laisser la possibilité aux personnes de recupérer leurs effets personnels avant les opérations de mise à l'abri. Concrètement, un délai d'environ 45 minutes sera laissé aux migrants pour réunir leurs affaires. : Une maraude de l'Ofii passera avant chaque évacuation pour effectuer identifier les personnes vulnérables comme les femmes enceintes et les personnes malades et les diriger vers les centres adéquats. Ces propositions pourraient entrer en vigueur dès la fin de semaine. Les associations d'aide aux migrants dans la région ont réitéré leurs demandes : "La fin du harcèlement quotidien, et donc la fin des expulsions". "Nous, associations et grévistes de la faim, ne souhaitons pas que les personnes vivent dans les conditions indignes d'un campement et n'avons de cesse de demander une vraie politique d'accueil." Selon les militants, "le médiateur n'a fait aucun pas vers les grévistes" et en appelle donc au chef de l'État. "Monsieur le Président de la République, n'y a-t-il personne avec suffisamment de courage politique pour décider d'une pause de cinq mois dans les violations quotidiennes des droits fondamentaux dans notre pays ?"

Le directeur de l'Ofii, envoyé sur place en tant que médiateur gouvernemental, a annoncé la création d'un **sas de "mise à l'abri"**. Il s'agit d'un bâtiment industriel qui existe déjà, situé à Calais, d'une capacité de 300 places. Les migrants y seront conduits l'après-midi, après avoir été évacués de leurs campements par les forces de l'ordre. Ils auront été prévenus de ce transfert l'avant-veille ou la veille de leur expulsion par des agents de l'Ofii et des associations, lors de maraudes. Sur place, les exilés seront accueillis par une association locale. Des repas leur seront distribués, et des endroits pour dormir et pour se reposer seront mis à leur disposition, pour passer la nuit. Pour ceux qui le souhaitent, des personnes de l'association leur expliqueront les démarches à suivre pour déposer une demande d'asile. Le lendemain, des bus seront affrétés pour leur transfert vers d'autres hébergements : des foyers, des CADA ou des CAES. Ces mises à l'abri auront lieu essentiellement dans les Hauts-de-France. Mais les migrants pourront aussi être transférés en dehors de la région. : Ce bâtiment est un lieu de passage: il est fait pour accueillir temporairement les exilés, et ne sera utilisé que dans le cadre des évacuations. En dehors de cela, personne ne pourra s'y installer. Le sas sera fermé. Tout sera mis en œuvre pour empêcher la formation d'une nouvelle "jungle". Mais la maire de Calais s'oppose à cette mesure ! Les associations estiment qu'il y a actuellement à Calais quelque 1500 migrants.

**Le prêtre, aumônier du Secours catholique, a annoncé jeudi 4 novembre 2021 mettre fin à sa grève de la faim.** À 72 ans, il était très affaibli. "Je demeure totalement solidaire de la

détermination qui est la leur, car les propositions faites jusqu'à ce jour par les autorités ne tiennent pas compte des itinéraires des personnes exilées à qui on n'accorde jamais la parole". Cette grève, engagée le 11 octobre 2021, "représentait pour moi un outil parmi d'autres, pour ébranler les immobilismes, enrayer la mécanique infernale qui soumet les personnes exilées à des traitements inhumains et dégradants sur les terres calaisiennes". Dès aujourd'hui, "je reprends le chantier préalable à la mise en service, sur Calais, d'un nouvel abri hivernal à destination des personnes exilées les plus vulnérables", a-t-il annoncé lui qui est à l'origine ces deux dernières années de l'ouverture de lieux d'accueil hivernaux pour les migrants.

**"Emmaüs solidaire des grévistes de la faim à Calais"**. Emmaüs a annoncé mercredi 10 novembre 2021, que 300 membres de son organisation, des "compagnes et compagnons, des salarié.es en insertion, des bénévoles et des salarié.es", "ont entamé un jeûne symbolique depuis ce matin 8h00, pour une durée de 24 heures". Ce jeûne permet aussi de "soutenir celles et ceux qui se battent depuis des années pour que les personnes exilées soient enfin considérées et traitées dignement". "À Calais, la politique gouvernementale du 'zéro fixation' atteint des sommets inédits de violences et d'inhumanité", estiment les membres d'Emmaüs. "On ne compte plus les offenses des pouvoirs publics à la dignité humaine". La "nomination d'un émissaire gouvernemental n'a apporté aucune réponse concrète au drame humain qui se noue dans le Calais". Selon Emmaüs, "le gouvernement s'est montré sourd aux appels à l'humanité des associations locales".

Selon le **prêtre qui a fait la grève de la faim à Calais**, depuis l'an 2000 on a connaissance de plus de 300 migrants décédés à la frontière franco-britannique. **Voir la vidéo** : <https://www.infomigrants.net/fr/post/36377/video--philippe-demeestere-un-pretre-militant-aux-cotes-des-migrants-de-calais>

Les **deux militants associatifs de Calais** qui étaient installés dans une église de Calais pour entamer une grève de la faim visant à dénoncer le traitement « inhumain » des migrants ont mit **fin à leur grève de la faim**. « Nous ne sommes plus en capacité de lutter à travers la grève de la faim. C'est pourquoi nous avons décidé aujourd'hui d'y mettre un terme », « Nous sommes fatigués et en colère. Nous ne sommes pas écoutés. Le dialogue est fermé » . La jeune femme déclare avoir « honte des hommes et des femmes politiques qui nous gouvernent ».

En une semaine, 1 380 personnes ont été accueillies dans ce "centre d'accueil temporaire", situé dans la zone industrielle de Calais, à environ quatre kilomètres du centre-ville. Les migrants sont acheminés dans la structure par bus. Sur place, ils disposent d'une collation, de prises électriques pour recharger leur téléphone, de sanitaires, d'une brosse à dents ou encore d'une paire de tongs. Les exilés peuvent y passer une nuit, mais doivent quitter les lieux à 8h30. Mais ce dispositif, décidé par l'État ne convainc ni les associations ni la mairie. "Trois cents places ne peuvent pas combler les besoins de 1 500 personnes présentes sur le Calais. On souhaiterait aussi un dispositif [...] qui permette [aux migrants] de se reposer sur plusieurs jours", "C'est toujours ça de pris, mais c'est vraiment insuffisant". Une mise à l'abri temporaire, qui ne convainc pas vraiment les associations sur place. D'après elles, le "harcèlement" policier à l'égard des migrants n'a pas cessé. Les exilés sont toujours très régulièrement expulsés de leur lieu de vie, sans proposition de mises à l'abri systématique. La maire de Calais, craignant la reconstitution d'une nouvelle "jungle" dans sa ville, a demandé la "suppression" de ce sas, un dispositif "voué à l'échec".

Le **sas d'accueil à Calais**, opérationnel dès le 3 novembre 2021, **n'accueille plus de migrants depuis lundi 15 novembre**, soit à peine deux semaines après sa mise en fonction. Cette structure était une des mesures phares proposées par le médiateur à Calais lors de la grève de la faim. En 12 jours, le site a hébergé au total 3 024 personnes, soit en moyenne 252 exilés chaque soir, selon les chiffres de la préfecture du Pas-de-Calais. La préfecture indique que "ce dispositif a été ouvert dans le cadre de la médiation, le temps nécessaire à la mobilisation de 300 nouvelles places d'hébergement. Celles-ci sont désormais identifiées : 150 sont mobilisables dans le Pas-de-Calais et 150 hors du département". Depuis le départ, on explique qu'on ne souhaite pas que les hébergements se fassent sur Calais pour empêcher la création de points de fixation". « Mettre en

place des structures permanentes favorisent le travail des passeurs, il faut donc éviter que les personnes ne stagnent à Calais » Une partie des exilés hébergés dans le sas "refusaient les hébergements proposés, ce qui embolisait le lieu". Des cars stationnent tous les jours à 11h et 14h devant le site désormais fermé, pour réorienter les migrants qui le souhaitent. "L'ouverture de ce lieu n'était qu'un effet d'annonce, un coup de communication". La préfecture a précisé que les hangars de la rue des Huttes rouvriront en cas "d'extrême urgence, notamment dans le cadre du plan grand froid et tempêtes".

La semaine dernière, un **policier de Calais a sauvé de la noyade** un couple d'Érythréens qui se trouvaient en grande difficulté dans l'eau, près de l'extension du port de Calais, au milieu d'un groupe d'une trentaine d'exilés. "Il faisait nuit noire et j'entendais des cris provenant de derrière le mur, des hurlements de bébé. Là, on ne réfléchit pas. J'ai pris une barrière au sol, je l'ai redressée avec l'aide de CRS venus en soutien. Je me suis appuyé dessus pour monter sur le mur". L'agent de la brigade "police secours" repère une quinzaine d'exilés à l'eau et parvient à les guider avec sa torche vers la plage. Le policier a alors "vu un homme et une femme en train de couler". "J'ai sauté sur les X-blocks [enrochements en forme de X protégeant la digue des inondations], je suis descendu et j'ai profité d'un retour de vague pour les attraper avant de les remonter".

### **Naufrage dans la Manche**

**Vingt-sept migrants** sont décédés mercredi 24 novembre 2021 dans le naufrage de leur embarcation dans la Manche, au large de Calais. Vers 14h00, un pêcheur a signalé la découverte d'une quinzaine de corps flottant au large de Calais. Trois hélicoptères et trois bateaux ont participé aux recherches. Parmi les 27 victimes figurent 17 hommes, sept femmes, dont une enceinte et 3 enfants.

Ce drame, qualifié de "tragédie" par le Premier ministre, est le plus meurtrier depuis l'envolée en 2018 des traversées migratoires de la Manche. "Mes pensées vont aux nombreux disparus et blessés, victimes de passeurs criminels qui exploitent leur détresse et leur misère", a ajouté le chef du gouvernement, en assurant suivre "la situation en temps réel"

Deux survivants, un Irakien et un Somalien, sont dans un état stable. Ils étaient en "grave hypothermie hier" mais ils vont "un peu mieux aujourd'hui", a indiqué jeudi 25 novembre 2021 le ministre de l'Intérieur, précisant qu'ils allaient être rapidement entendus. Le drame s'est déroulé sur un bateau gonflable fragile au fond souple dont l'utilisation par les passeurs s'est accrue depuis l'été. Le bateau était parti de Dunkerque. L'épave a été saisie et sera examinée pour éclaircir les causes du naufrage, a indiqué la procureure. "C'est la catastrophe que nous craignons depuis le début de la crise migratoire", a déclaré le président de la station SNSM de Boulogne-sur-Mer. Les migrants prennent désormais la mer sur des embarcations gonflables.

La Juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Lille a été saisie de l'enquête, ouverte pour "aide à l'entrée et au séjour irréguliers en bande organisée", "homicide et blessures involontaires" et "association de malfaiteurs". Dans le même temps, la police aux frontières (PAF) et la gendarmerie maritime et l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi des étrangers sans titre (Ocriest) ont aussi été saisis.

Le Premier ministre a tenu jeudi matin 25 novembre 2021 une réunion interministérielle avec les ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Armées, des Affaires étrangères, et le secrétaire d'État à l'Europe, sur "les traversées de migrants dans la Manche à la suite du naufrage dramatique". Jeudi, le ministre de l'Intérieur a indiqué que "Depuis le 1er janvier, nous avons arrêté 1 500 passeurs", et précisé que les trafiquants fonctionnaient comme des "organisations mafieuses" qui "relèvent du grand banditisme" avec l'utilisation notamment de "téléphones cryptés".

"La France ne laissera pas la Manche devenir un cimetière", a insisté le **président de la république** réclamant "une réunion d'urgence des ministres européens". Il a promis que tout serait "mis en œuvre pour retrouver et condamner les responsables" de ce drame.



Le **premier ministre britannique** a convoqué une cellule de crise. Il s'est dit "choqué, révolté et profondément attristé". Boris Johnson a assuré vouloir "faire plus" avec la France pour décourager les traversées illégales. Lors d'un entretien téléphonique, le chef du gouvernement britannique et le président de la république "ont convenu de l'urgence d'intensifier les efforts conjoints pour empêcher ces traversées mortelles"

Du côté des **associations**, on pointe du doigt les autorités françaises. "Les premiers coupables des morts dans la Manche ne sont pas les passeurs, mais les responsables politiques du système de non-accueil en France et en Europe", a déclaré l'association Utopia 56. "Si des voies de passages sûres et libres étaient mises en place, ces réseaux de passeurs n'auraient plus lieu d'être". Un avis partagé par Médecins du monde. "L'absence de voies sûres et légales pour la Grande-Bretagne, la politique de dissuasion, les barrières multipliées, ne font que rendre les passages plus dangereux et renforcer les passeurs. Cette politique est mortifère". "Dès qu'il y a un drame, les politiques accusent les passeurs, sans jamais s'interroger sur les conséquences de leur politique et donc sur leurs propres responsabilités", a souligné le Secours catholique.

À Calais mercredi soir 24 novembre 2021, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées près du port, munies de bougies. "Calais, traitements inhumains et dégradants", "Calais, droits humains outragés, brisés, martyrisés", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que les manifestants scandaient "Darmanin, assassin, t'as du sang sur les mains" et "La honte, Bouchart [la maire de Calais], Calais devient un corbillard". Plusieurs commémorations seront organisées par les associations jeudi soir à Calais, Dunkerque et Paris. Lieux de vie détruits, expulsions quasi quotidiennes, harcèlement policier, difficultés d'accès à l'eau et à la nourriture... Plusieurs rapports parus ces dernières années ont dénoncé la stratégie de l'État à Calais. **Hommages des calaisiens**

Dans le silence, près de 300 personnes, Calaisiens, militants associatifs et migrants sont réunis, jeudi 25 novembre, devant un parc de Calais pour une veillée en hommage aux migrants décédés la veille. "On appelle ça les 'cercles de silence'. Habituellement, on est 30 à 50 personnes. Ce soir il y a beaucoup de monde, parce qu'il y a eu beaucoup de morts". "Il n'y a jamais eu autant de décès d'un seul coup. C'est le naufrage de migrants le plus dramatique qu'on ait connu", déplore le chargé de projet au Secours catholique. "On est sous le choc et la colère". Au sol, une longue banderole déroule les noms des 335 migrants morts en tentant de traverser la frontière entre la France et l'Angleterre depuis 1999. "Électrocuté par un caténaire de l'Eurotunnel, noyé dans la Manche, mort par manque d'assistance médicale...", une militante liste les circonstances de leur disparition. "Une conséquence de la militarisation de la frontière et de la lutte contre la présence des exilés". L'Auberge des migrants, le Secours catholique, Utopia 56... au micro, les associations se succèdent et appellent à créer un « passage sûr pour les migrants souhaitant demander l'asile de l'autre côté de la Manche. Elles appellent aussi à ne pas oublier les vivants et mettre à disposition des survivants un accompagnement moral et un soutien financier pour le rapatriement des corps.

Pour une permanente au Secours catholique de Calais, ce naufrage, c'est du jamais-vu. "Nous avons accroché un voile noir à l'entrée de notre accueil de jour à Calais", qui vient en aide aux migrants depuis près de 20 ans. "Des veillées et des enterrements. On ne fait que ça depuis septembre. Tous les quinze jours". "On venait tout juste d'enterrer quelqu'un hier matin : un jeune Soudanais mort il y a deux semaines. L'enterrement n'a pas pu avoir lieu avant car on a eu des difficultés à identifier son corps."Espérons que l'identification sera plus rapide, mais surtout qu'elle sera possible, car ce n'est pas toujours le cas. Leurs familles devraient avoir le droit de savoir ce qui leur est arrivé. Je me mets à la place des mères qui attendent des nouvelles de leurs enfants. Ça ne devrait pas se terminer ainsi."

Plusieurs **personnalités** ont réclamé un meilleur accueil des exilés en France, à l'instar du numéro deux de la France insoumise, qui a appelé à "réinjecter de la raison et de l'humanité dans le débat" sur l'immigration. Un député a demandé d'ouvrir des "centres d'accueil dignes de ce nom". Il faut "combattre cette idée qu'on aurait affaire à une vague migratoire qui submergerait tout et empêcherait de la résoudre: ce n'est pas la réalité". Le secrétaire national du Parti communiste, a

quant à lui évoqué "l'horreur et l'effroi". "Combien de temps allons-nous accepter que des hommes, des femmes, des enfants meurent sous nos yeux ? La France n'est plus elle-même quand elle n'agit pas pour la fraternité et des réponses humaines". Chez les Verts, on a estimé qu'il y avait un "cruel besoin d'une digne politique de l'accueil". Une eurodéputée a accusé le gouvernement d'être responsable du drame. "Les tentes de réfugiés déchirées à coups de couteau au petit matin par 3°C, les expulsions des exilés tous les deux jours, la perte de leurs affaires (...), la signature des accords du Touquet. Tout cela, c'est la faute des passeurs ?"

### **La première victime identifiée**

Une femme kurde de 24 ans, originaire du nord de l'Irak, est la première victime identifiée du naufrage. Cette étudiante avait quitté le nord de l'Irak pour rejoindre son fiancé résidant au Royaume-Uni. N'ayant pas obtenu de visa pour le Royaume-Uni, malgré plusieurs demandes déposées à l'ambassade britannique, elle avait décidé de prendre la route vers l'Europe afin de trouver un moyen de rejoindre son futur époux. Muni d'un visa italien, elle a rejoint la Turquie, l'Italie, puis l'Allemagne et enfin la France, où elle s'est rendue sur le littoral bordant la Manche. Elle n'a prévenu son fiancé qu'elle embarquait à bord d'un canot qu'à la dernière minute. Elle a pris soin de partager sa position GPS afin que son compagnon puisse suivre son voyage. Elle lui a expliqué que les passagers essayaient de faire sortir l'eau engouffrée à l'intérieur du bateau. Elle a tenté de le rassurer en lui disant qu'ils allaient être secourus, que les autorités étaient en route. Puis le signal GPS a cessé d'émettre à mi-chemin entre Calais et la côte anglaise du Kent. Sa famille souhaite que sa dépouille puisse être rapatriée au plus vite et que les autorités européennes et britanniques favorisent le type de regroupement familial auquel la victime aspirait. Le soutien administratif et financier au rapatriement des corps de migrants morts en tentant la traversée vers le Royaume-Uni est une des revendications des associations locales d'aide aux migrants de Calais.

L'agence européenne de contrôle des frontières, Frontex, va déployer, à partir du 1er décembre, un avion pour aider à lutter contre le trafic migratoire en Manche, a annoncé, dimanche 28 novembre 2021, le ministre français de l'Intérieur. L'appareil "européen va, jour et nuit, pouvoir aider les polices française, néerlandaise et belge" à repérer les embarcations de fortune qui s'engagent dans la Manche. Frontex est prêt à apporter son soutien dans la Manche pour aider à lutter contre les passeurs et éviter les pertes de vie".

La réunion qui a rassemblé des officiels en charge de l'immigration allemands, néerlandais et belges, ainsi que la commissaire européenne aux Affaires intérieures, et le directeur exécutif de Frontex, "n'était pas anti-anglaise, elle était pro-européenne", a souligné Le ministre de l'intérieur, qui avait annulé l'invitation adressée à son homologue britannique, en riposte à une lettre du premier ministre britannique demandant à Paris de reprendre les migrants arrivant de France en Grande-Bretagne. Selon lui il faut aussi "lutter contre l'attractivité anglaise" auprès des migrants, notamment liée à l'existence d'"un marché du travail qui fait que, sans pièce d'identité, vous pouvez travailler". "Il faut que la Grande-Bretagne ouvre la possibilité d'un accès légal à l'immigration", a-t-il indiqué car "aujourd'hui les personnes qui veulent demander l'asile en Angleterre, n'ont pas d'autres moyens que de traverser la Manche". "Que faire avec les Anglais ? Et bien qu'ils changent leur législation, qu'ils prennent leurs responsabilités", a-t-il lancé, rappelant que 30 000 demandes d'asile sont enregistrées en Grande-Bretagne contre environ 150 000 en France chaque année.

Un survivant a indiqué que malgré leurs appels de détresse, les autorités britanniques et françaises se sont renvoyées la balle pour procéder au sauvetage. Quand le bateau commence à prendre l'eau, ils contactent les garde-côtes français. "Nous leur avons dit que le moteur avait cessé de fonctionner et nous leur avons envoyé notre localisation". "Ils nous ont répondu qu'ils ne pouvaient pas nous aider car nous étions dans les eaux britanniques et qu'on devait joindre la Grande-Bretagne. On a alors appelé les Anglais mais ils nous ont dit de contacter les Français". Ceci est confirmé par le témoignage d'une autre personne : le père du deuxième survivant. En contact avec son fils via Messenger, il a suivi l'avancée de l'embarcation grâce à la géolocalisation : le canot avait atteint les eaux anglaises. "Ils se sont noyés dans les eaux britanniques et les vagues

ont emporté les corps dans les eaux françaises". C'est un crime commis par les deux pays. C'est un ferry, contacté par deux pêcheurs, qui alertera les autorités et permettra de porter secours à l'embarcation. Le ministère britannique des Affaires étrangères a nié ces allégations, les qualifiant de "complètement fausses". "L'incident s'est produit dans les eaux françaises. Dès que nous avons été alertés par les autorités françaises qui coordonnaient le sauvetage, nous avons déployé un hélicoptère pour les appuyer dans leur mission", a indiqué le responsable de la communication du ministère.

Quatre jours après la naufrage, le 28 novembre, le ministre français de l'Intérieur en déplacement à Calais, a fait un point sur le drame. Critique envers la politique migratoire anglaise et soucieux de défendre les policiers français accusés par Londres de passivité, sur les plages du Calais, le ministre s'est lancé dans une justification : faire porter la responsabilité aux migrants. "Dans une image très récente que j'ai vue publiée dans une partie des journaux anglais, on voit des policiers qui voient partir un bateau, et où une partie - une partie seulement - de la politique britannique a pu dire : 'Mais que font les policiers français ? Ils laissent partir des bateaux !' Nous vous disons que dans cette image-là, ce qu'on a pas vu, c'est que les migrants utilisaient des bébés et les menaçaient de les jeter dans une eau à quelques degrés, sur un moteur, si [les policiers français] venaient les interpeller [...] En tant que ministre de l'Intérieur, je le redis, la consigne, c'est de ne pas intervenir. Nous ne pouvons pas mettre en danger la vie d'enfants, de vieillards qui sont parfois basculés dans la mer. C'est un constat que les policiers français font malheureusement depuis de nombreuses années [...]" Selon ses propos, certains exilés se livreraient donc à un chantage en menaçant de tuer leurs bébés - ou en poussant des "vieillards" à la mer - si les policiers français intervenaient pour les stopper dans leur traversée. L'exemple a ulcéré les associations présentes sur le littoral du nord de la France. "C'est pitoyable, je suis terriblement choquée par de tels propos", s'est indignée la coordinatrice pour l'association Utopia 56 à Grande-Synthe. "Il essaie de faire passer les migrants pour quoi ? Pour des criminels ? Il cherche à les dénigrer ? C'est hallucinant, et c'est très grave." "C'est une honte", estime l'un des membres de l'Auberge des migrants à Calais. "C'est une honte de se défendre comme ça, c'est fallacieux, malhonnête... Il a accusé les passeurs, et maintenant il cherche un nouveau coupable, donc il incrimine les migrants ? C'est au-delà de tout..." Les associations d'aide aux exilés rappellent que ce sont avant tout "la surmilitarisation" de la frontière, la politique des "non points de fixation", les démantèlements quotidiens qui poussent les migrants à traverser la Manche en prenant tous les risques. (voir ci dessus les propositions de la Commission d'enquête parlementaire). "Imaginez ce qu'ils fuient s'ils en viennent à tendre un bébé au-dessus de l'eau. Je ne dis pas que c'est vrai, je dis qu'il faut se poser les bonnes questions", argumente d'Utopia 56. "On parle de personnes dans une précarité extrême, de personnes qui ont perdu tous leurs moyens financiers dans des multiples tentatives de traversées, de personnes qui n'ont rien, qui n'ont plus rien. C'est trop facile de se dédouaner sur eux !"

## CORSE

Dans la nuit de mardi à mercredi 3 novembre 2021, aux alentours de minuit, dix exilés syriens ont accosté sur une plage de Porto-Vecchio, en Corse du Sud. Les rescapés, six femmes dont une enceinte de sept mois, deux hommes et deux enfants en bas âge était accompagnée par un skipper allemand qui a déclaré avoir apporté son aide, sans contrepartie financière, en les récupérant dans un port de Turquie. Parti en mer Méditerranée, le bateau serait ensuite tombé en panne non loin de l'île de beauté. Les douanes ont donc porté secours aux passagers, et les ont conduits ensuite jusqu'au port. À quai, la famille a été prise en charge par la préfecture de région, les services de la municipalité de Porto-Vecchio, trois médecins du Samu, les pompiers et les gendarmes. Tous les rescapés sont en bonne santé. "Nous n'avons aucune certitude sur leur point réel de départ, ni sur leur objectif ou leur nationalité", ont indiqué les services de la préfecture de Corse. Tous se disent natifs d'Alep, en Syrie. Mais les migrants n'ont pas les papiers d'identité

nécessaires pour le prouver. Ils ont été placés à l'isolement, logés dans un hôtel de la commune. "Ce qui est sûr, c'est que la Corse n'était pas leur destination" selon la préfecture. Le maire de Porto-Vecchio, a remercié les différents intervenants, saluant un "geste d'humanité, a permis de soigner, nourrir et loger ces personnes Merci aux services concernés pour leur réactivité et leur entier respect de la dignité humaine". Mercredi matin 3 novembre 2021, il affirme, "sans la moindre ambiguïté", que la Corse doit les accueillir et "ne comprend même pas comment ce débat là peut exister". Il peut en revanche entendre qu'il y ait un débat sur le fait qu'ils s'installent durablement sur l'île mais c'est, selon lui, "un autre sujet qui renvoie au manque de moyens".

## **DIEPPE**

Aucun des 22 migrants secourus mercredi 10 novembre 2021 près de Dieppe n'a formulé de demande d'asile. « *Les 22 migrants font l'objet d'une obligation de quitter le territoire français* » (OQTF), indique, le sous-préfet, jeudi 11 novembre 2021, au lendemain de leur sauvetage à une centaine de mètres de la plage de Saint-Martin-en-Campagne, commune de Petit-Caux . « *Aucune demande d'asile n'a été déposée de leur part* », ajoute le sous-préfet. Les gendarmes du Tréport, où ces jeunes hommes avaient été conduits mercredi matin, ont formellement identifié chacun d'entre eux. « *Tous sont majeurs* », confirme le sous-préfet. Dix-neuf sont de nationalité vietnamienne et trois de nationalité irakienne. Le préfet de la Seine-Maritime, qui a ordonné ces OQTF, n'a cependant pas accompagné cette décision de mesures coercitives. Les vingt-deux exilés se trouvent donc désormais en liberté : ils n'ont pas été placés dans un centre de rétention administrative. « *La mairie du Tréport a ouvert une salle où ils ont été hébergés et nourris au cours de la nuit de mercredi à jeudi* ».

## **GRANDE-SYNTHE (Dunkerque)**

Dans la commune de Grande Synthe, près de Dunkerque, le nombre de migrants a triplé en à peine deux mois. Entre 1000 et 1500 personnes se rassemblent dans des camps en face de la zone commerciale Auchan, contre 400 au mois de septembre 2021. Cette hausse s'explique par les nombreuses traversées réussies par la voie maritime cet été, sur laquelle de plus en plus de migrants comptent pour franchir la Manche. L'arrivée de l'hiver inquiète aussi la responsable locale de l'association Salam, qui assure quatre distributions de repas par semaine à Grande-Synthe : depuis un mois, elle est débordée par la hausse des besoins. Certains bénévoles, épuisés, pensent à arrêter devant la masse de travail et la pression. Les migrants ne disposent que d'un point d'eau et un point de recharge de leur téléphone portable, et certains jours de douches, qui ont pu être mis à disposition par la mairie. Le maire a écrit au ministre de l'intérieur le 6 novembre 2021 pour organiser une table ronde en urgence, avec les ministres, les représentants politiques locaux et les associations pour avoir "*une vraie discussion*" sur la situation des migrants dans la zone littorale.

La Préfecture des Hauts-de-France, sur instruction du ministre de l'intérieur, a donné l'ordre d'évacuer le camp de migrants où 1.500 migrants vivent (surtout des Kurdes). Elle a eu lieu mardi 16 novembre 2021, sans que les migrants soient prévenus. Les autorités ont mis des bus à la disposition de ces migrants ce matin, pour les acheminer vers des centres d'hébergement. Il y avait des dizaines de camions de gendarmerie depuis le matin et plus de 300 CRS et gendarmes : plus de double du dispositif habituel.

D'après le Préfet de région présent sur place, 663 personnes ont accepté la mise à l'abri et ont été transportées dans 23 bus vers des centres d'hébergement. Des centres qui ne sont pas toujours dans le département mais aussi ailleurs en France ; ceux-ci ont été refusés par les migrants qui veulent rester près des côtes pour rejoindre l'Angleterre. La Préfecture annonce également que 32 personnes présumées passeurs ou se livrant à des activités délictueuses, en situation irrégulière, ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Vingt et un migrants évacués mardi 16 novembre 2021 du camp de Grande-Synthe dans le Nord ont été pris en charge dans un foyer de la Seine-Maritime. Ce sont des personnes seules arrivées en car.

Dans le petit campement qui s'est installé entre une voie ferrée désaffectée et le canal de Bourbourg, tout près de Grande Synthe, le naufrage de mercredi 24 novembre 2021 a glacé le sang des exilés qui ont installé leur tente sur ce terrain boueux à la suite de la dernière évacuation du 16 novembre 2021. Un homme originaire du Kurdistan irakien, a déjà tenté cinq fois de traverser la Manche à bord d'un "small boat". "La première fois, j'ai passé 4 heures dans l'eau. Nous étions 32 personnes et la police est venue nous chercher. La deuxième fois, je suis resté 6 heures dans l'eau." La dernière tentative de traversée de remonte à mardi 23 novembre 2021, la veille du naufrage qui a fait 27 victimes. Et il assure qu'il retentera, encore et encore. Même s'il a bien conscience du danger. "Bien sûr que j'ai peur, 27 personnes sont mortes hier..." "Tout le monde part en bateau", assure, de son côté un irakien, 21 ans, arrivé sur le littoral français après un voyage depuis l'Irak via le Liban, la Biélorussie, la Pologne et l'Allemagne. Le recours aux "small boats" s'explique par le prix des traversées par la mer, aujourd'hui inférieurs aux traversées en camions. "La traversée en bateau coûte entre 2 400 et 3 500 euros. En camion, c'est environ 8 300 euros." Cette hausse des prix des passages en camion s'explique notamment par le renforcement des mesures de détention lors du passage par le port de Calais qui ont rendu presque impossible les passages par cette voie. Un homme, originaire de Kirkouk n'a pas renoncé à rejoindre le Royaume-Uni bien qu'il dit "avoir très peur de l'eau". Il a décidé de changer de méthode. Le naufrage de mercredi a été pour lui comme un électrochoc. "Hier, après le naufrage, j'ai décidé d'arrêter d'essayer de passer en bateau et de ne plus essayer qu'en camion". Mais les conditions de vie sont de plus en plus difficiles pour les exilés sur le littoral français et l'absence de voies de passage sûres et légales vers le Royaume-Uni poussent certaines personnes à voir la traversée de la Manche en bateau, aussi dangereuse soit-elle, comme la seule option. "Pour nous le lien de cause à effet [entre mauvaises conditions de vie et départs] est flagrant. Ce que font vivre les autorités aux exilés avec cette politique de non-accueil pousse bien sûr les gens à partir et à prendre d'autant plus de risques", rapporte la coordinatrice d'Utopia 56 à Grande Synthe où vivent quelques 500 migrants. La question d'accueillir n'est jamais posée, même après le drame d'hier." "Je veux continuer à essayer de passer jusqu'à la mort. De toute façon, on est déjà mort ici", avance Kamal. À Calais depuis onze mois, un jeune soudanais à peine sorti de l'adolescence a déjà déposé une demande d'asile mais son dossier a été rejeté. Un autre dit : "C'est mieux de mourir en mer que de rester ici." Un migrant dont le grand frère vit depuis plusieurs années au Royaume-Uni, estime qu'il n'a pas le choix. Partie avec lui d'Irak, le reste de sa famille est aujourd'hui toujours bloquée en Biélorussie. Personne ne l'attend plus dans son pays. Alors il continuera à monter dans des bateaux gonflables surchargés dans l'espoir de rejoindre les côtes britanniques. "Ma vie c'est du 50/50. Soit j'arrive en Angleterre, soit je meurs." Parmi les exilés, rares sont ceux qui, comme un Syrien d'une cinquantaine d'années rencontré à l'hommage (voir ci dessous à « CALAIS »), choisissent de renoncer. "J'ai essayé de traverser neuf fois et la dernière fois, on a tous failli mourir".

A 8h mardi 30 novembre 2021, les forces de l'ordre ont investi le camp, où 400 personnes s'étaient installées en attendant de rejoindre le Royaume-Uni. Des ouvriers en combinaison ont procédé sur place au démontage des tentes et des abris en plastique. "Après la polémique sur la lacération des tentes, aucune n'a été découpée par les nettoyeurs. Mais toutes ont été jetées à la benne". Des vidéos ont été tournées montrant des migrants quitter l'endroit, coincé entre une voie de chemin de fer désaffectée et le canal de Bourbourg. En file indienne, sous un ciel gris et les rafales de vent, ils marchent, cabas à la main pour certains, sac à dos pour d'autres. Certains ont tenté de quitter le camp à pied mais la police avait bloqué toutes les sorties. Les migrants ont été forcés de monter dans cinq ou six bus pour les amener dans des centres, mais on ne sait pas où. Comme d'habitude, cette opération n'a rien d'une 'mise à l'abri', et les exilés n'ont pas été prévenus de cette opération, qui est plutôt "une expulsion, orchestrée pour empêcher coûte que coûte 'les points de fixation' redoutés par le gouvernement".

## GUYANNE

C'est le premier jugement rendu suite aux vingt-trois recours intentés en 2021 contre des préfectures, dans l'hexagone et dans les Outre-mer. La préfecture de Guyane devra laisser aux personnes étrangères la possibilité d'accomplir leurs demandes de titre de séjour **sans utiliser le numérique** : c'est la conséquence directe de la décision rendue le 28 octobre 2021 par le tribunal administratif de Cayenne, suite au recours déposé par les organisations en juin dernier. Le tribunal a jugé que « le préfet de la Guyane doit être regardé comme ayant imposé des téléservices obligatoires et exclusifs alors même qu'il se déduit des motifs énoncés au point précédent, qu'en l'absence de disposition législative contraire, aucune disposition ne fait obligation aux ressortissants étrangers de saisir l'administration par voie électronique et, notamment, d'utiliser un téléservice mis en place par l'administration.

## HENDAYE

Samedi 20 novembre 2021 en fin de matinée, un nouveau migrant s'est noyé dans la Bidassoa, frontière naturelle franco-espagnole. Son corps a été retrouvé près d'Irun, au lieu-dit Endarlatsa. *"La Ertzaintza a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances dans lesquelles se sont produits les faits et pour identifier le corps, écrit dans un communiqué la police autonome espagnole. Parmi les effets de la victime des documents ont été retrouvés, qui pourraient faciliter son identification. Les premiers indices tendent à prouver qu'il s'agit d'un migrant d'origine africaine. Dans l'attente des résultats de l'autopsie, aucun indice d'acte criminel n'a été relevé".* Un rassemblement est organisé lundi 22 novembre à Hendaye après celui de Irun (voir Espagne ci-dessous)

## LOON-PLAGE (Dunkerque)

Trois agents de la Brigade Anti Criminalité de Lille ont sauvé des migrants de la noyade ce mardi 16 novembre 2021 à Loon-Plage (à l'ouest de Grande-Synthe, près de Dunkerque). C'est une zone où il y a énormément de départs parce qu'il y a d'une part un site naturel qui est relativement vaste pour pouvoir se dissimuler et c'est aussi pratique pour rejoindre le port et le large. Les trois agents surveillent la zone depuis les dunes afin d'empêcher les migrants de partir en mer. Une embarcation avec une vingtaine de réfugiés est en difficulté et fait demi tour. Sept des migrants sautent à l'eau et appellent à l'aide, dont une jeune femme et deux enfants qui ne portent pas de gilet de sauvetage. Les trois agents se jettent à l'eau et récupèrent d'abord la jeune femme et les deux adolescents et les ramènent sur les berges et ensuite récupèrent les quatre autres réfugiés qui avaient des gilets de sauvetage. Une fois que tous les réfugiés sont sains et saufs sur la berge, ils prennent la fuite car ils sont en situation irrégulière sur le territoire et ils ont peur d'être interpellés. Quelques minutes plus tard, le groupe retombe sur ce groupe de migrants qui tentent de se réchauffer avec un feu improvisé dans un sous-bois : "Ils sont en train de se réchauffer autour d'un feu de camp." L'un des jeunes est en hypothermie, les policiers lui apporte les premiers secours et appellent les pompiers, mais ils refusent d'être pris en charge à l'hôpital.

## LYON

Appel du cercle de silence de Lyon (par un tract ci dessous), par l'intermédiaire du site « enmanquedeglise » (par des vidéos) et par des conférences ( dont celle du rédacteur en chef de « La croix ») à une réflexion en profondeur du « devoir d'humanité ».

Rendre la vie impossible aux migrants, sous prétexte de ne pas encourager de nouvelles arrivées, est totalement inefficace et est source d'une violence intolérable. Malmener des personnes souvent déjà fortement éprouvées dans leur corps par leur long voyage, leur faire sentir dans leur chair qu'elles ne sont pas les bienvenues sur notre territoire, rajouter de la vulnérabilité à la vulnérabilité ne constitue pas une politique. C'est même l'aveu d'une impuissance de la part des



autorités publiques.

La question migratoire est complexe. L'État ne réussira pas à la régler seul. Il a besoin de la société civile, qui joue un grand rôle auprès des migrants, et des réfugiés. À Calais et à Briançon, les églises sont ouvertes et réclament qu'un dialogue s'engage entre les autorités et le monde associatif. Les hommes, les femmes et les enfants qui arrivent sur notre territoire doivent simplement être traités humainement. Que les cadres des Églises montent au créneau et appellent à une analyse en profondeur du devoir d'accueil des migrants.

### **Où est l'immigration illégale à combattre ?**

Nous portons en nous certaines interrogations qui se rattachent aux problèmes de la migration. Ainsi :

- nous savons que le désir ou l'obligation de migrer vers d'autres terres est un élément constitutif de l'humanité qui a construit notre Histoire. Il en résulte un devoir d'accueillir les personnes ayant mis leur espoir dans le risque de la migration en respectant la dignité de l'homme, les droits humains de base ;

- nous savons que les causes des migrations sont multiples, mais nous reconnaissons qu'actuellement le respect d'une économie équitable serait une des premières réponses à apporter. En effet, un commerce mondial juste éviterait la nécessité, pour certains, de quitter leur pays (terre de leurs pères) contre leur gré, pour des raisons économiques.

Ces questions migratoires, bien ciblées, entrent dans la réalité lyonnaise. Elles peuvent nous inciter à réfléchir et à agir avec d'autres...

### **Au nom du respect de tout homme, nous espérons :**

> des conditions de vie qui permettent un bon dialogue donnant à comprendre les raisons de migrer hors de la terre de ses ancêtres ;

> la recherche d'une politique intelligente de régularisation des étrangers qui sont sur le territoire, c'est-à-dire une politique qui ne soit pas fondée sur la culture de la peur de l'autre, de l'étranger (devenu bouc émissaire), pour des raisons électorales à court terme.

### **Et nous souhaitons qu'il n'y ait**

> pas de contrôle d'identité au faciès ;

> pas d'arrestation, ni tôt le matin, ni... plus tard ;

> pas d'expulsion détruisant les liens familiaux ;

> pas de rétention systématique dans des lieux d'enfermement ;

> pas de prolongement de la durée de séjour dans des centres de rétention administratifs

A Paris vendredi 12 novembre 2021, le père Christian Delorme entame un **jeûne de solidarité** pour les réfugiés à Calais qui subissent des violences. Il avait organisé la « Marche des Beurs » il y a 38 ans. Il veut donner une résonance médiatique au combat d'Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, en grève de la faim depuis le 11 octobre à Calais. Ils demandent "la fin des actes de maltraitance contre les personnes exilées dans la région du littoral calaisien". Le délégué national de VoxPublic jeûnera avec lui durant 3 jours. Ils seront au 12 rue Guy de la Brosse à Paris 5ème dans des locaux mis à disposition par le CCFD-Terre solidaire. "La grève de la faim d'Anaïs et Ludovic est un acte grave et courageux. Notre jeûne de solidarité vise à donner encore plus d'écho à leur action, afin qu'elle aboutisse le plus vite possible à des décisions politiques".

Dimanche 14 novembre 2021, un « **dimanches solidaires** » a été organisé à l'initiative des parents d'élèves, afin de récolter de fonds pour les jeunes migrants qui sont dans la rue. Des jeunes ont préparé ce qui sera vendu, ils chantent et témoignent. Des artistes bénévoles se manifestent sur une scène. Une trentaine de jeunes migrants habitent sous une tente dans le quartier : ils se disent mineurs, mais n'ont pas été reconnus comme tels par la « métropole de Lyon ». Plusieurs parents forment une chaîne de solidarité, s'organisant et créant une cagnotte pour subvenir aux besoins essentiels de ces jeunes : nourriture, médicaments, vêtements. Les commerçants du quartier leur

font des réduction ou leur offrent des services. Les jeunes migrants sont réconforté de voir qu'on ne les abandonne pas, et qu'ils existent pour ceux qui habitent ce pays qu'ils ont choisi d'habiter.

## MAYOTTE

Des refus de scolarisation injustifiés et discriminatoires sanctionnés par le juge des référés du tribunal administratif de Mayotte.

Des milliers d'enfants sont privés d'école : pour l'année 2018-2019, seuls 40% des enfants âgés de 3 ans étaient inscrits à l'école contre 98% sur le reste du territoire national. Exigence abusive de pièces à fournir, refus d'inscription par le maire, des enfants résidant sur la commune et soumis à l'obligation scolaire, pratiques discriminatoires, sont des pratiques courantes des mairies.

Dix familles, avec le soutien du Gisti, de la Fasti et de la Ligue des droits de l'Homme, viennent d'obtenir du juge des référés du tribunal administratif de Mayotte qu'il enjoigne au maire de la commune ainsi qu'au recteur de Mayotte de scolariser leurs enfants âgés de 3 à 5 ans.

Si le maire de Tsingoni ne s'est pas même donné la peine de répliquer aux questions soulevées par les familles, pas plus qu'il n'avait daigné répondre aux interpellations de la Défenseure des droits, le rectorat de Mayotte s'est, lui, longuement défendu... pour au final ne rien avoir à redire aux pratiques illégales de la mairie :

- les exigences abusives de la part des services municipaux quant aux pièces à fournir pour la scolarisation des enfants dans un établissement du premier degré ? *« Il n'est pas démontré que la demande inhabituelle de pièces administratives est de nature à créer la situation de refus de scolarisation rencontrée »* ;

- le refus opposé aux familles par manque de place ? *« s'il est peu satisfaisant (sic) au regard de la réglementation, ce motif est autre que celui énoncé par les associations (re-sic) ;*

- des enfants, dont le seul point commun est d'avoir un parent étranger, soumis à l'obligation scolaire et orientés « faute de place » dans une MJC 2 demi-journées par semaine ? Il ne saurait ici y avoir, selon le rectorat, une atteinte à l'exigence constitutionnelle d'égal accès à l'instruction puisqu'*« il ne s'agit [...] pas d'un régime particulier créé de façon discriminatoire pour la commune de Tsingoni, mais d'un déploiement général quant au territoire »* et *« il va de soi que le rectorat de Mayotte a pris le soin de faire valider un tel projet par les services centraux de l'Éducation nationale et que les services de circonscriptions sur le terrain sont particulièrement attentifs à la progression pédagogique des classes »*.

Ces torsions grossières de la réalité et du droit n'ont pas abusées le juge des référés du tribunal pour qui *« le maire de Tsingoni agissant au nom de l'État, de même que le recteur de Mayotte au titre de son absence d'intervention à l'égard des agissements irréguliers du maire, ont porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que constituent le droit à l'instruction, l'intérêt supérieur des enfants et le principe de non-discrimination »*.

## MENTON

Samedi 30 octobre 2021, en gare de Menton Garavan, un jeune migrant a été brûlé par électrocution. Selon le procureur de la République de Nice, cet Ivoirien de 31 ans se trouvait dans le train en provenance de Vintimille et serait monté sur le toit pour échapper à un contrôle de police. Il aurait reçu une très importante décharge et serait tombé sur le quai. Le jeune Ivoirien a reçu des premiers secours des CRS puis a été pris en charge par les sapeurs-pompiers. Il a été envoyé à l'hôpital Pasteur de Nice puis transféré vers le service des grands brûlés de l'hôpital de Marseille. Il n'était pas encore possible, mercredi matin 3 novembre 2021, de confirmer formellement le décès

du jeune migrant. Le procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête, confiée au commissariat de Menton. Le trafic ferroviaire est resté interrompu une grande partie de l'après-midi, jusqu'à 18h, le temps de procéder aux constatations.

La dépouille d'un homme originaire d'Afrique a été retrouvée samedi 6 novembre 2021 sous le pont San Luigi, qui délimite le territoire italien et français, par un randonneur français. Il a été récupéré lors d'une intervention délicate, qui a duré trois heures et a impliqué 12 pompiers. Le corps, dans un état de décomposition avancée, se trouvait dans une gorge en contrebas du « Pas de la mort », à 40 mètres du sol. L'homme a probablement chuté en tentant de rejoindre la France de manière illégale. Le cadavre a été placé sur une civière et hissé jusqu'à la rue. Une enquête est en cours pour déterminer la cause de cet accident.

## **MONTPELLIER- Grabels**

Des gendarmes et des policiers aux frontières ont évacué le squat de la Valsière à Grabels mercredi matin 17 novembre 2021, vers 8 h. Une vingtaine de personnes, dont 4 enfants, mis à la rue, sans solution d'hébergement. Il s'agit d'étrangers, dont 14 avec des demandes d'asile en cours qui se sont retrouvés avec leurs affaires sur le trottoir. L'opération d'évacuation est intervenue dans le cadre de l'exécution d'une décision de justice signifiée aux occupants par voie d'huissier et fait suite à l'octroi d'un délai de six mois pour quitter les lieux. Aucune solution de logement n'a été proposée aux personnes expulsées. La préfecture de l'Hérault a donné l'ordre de cette expulsion sans prévenir le maire de Grabels. "Je l'ai appris par un coup de fil d'un élu. Je trouve ça scandaleux que la préfecture ait décidé cette expulsion sans nous avertir. Il faut traiter de manière humaine et décente ces personnes" s'insurge l'élu. Il ne comprend pas que ces personnes soient expulsées alors que les hébergements d'urgence sont pleins à craquer. Il émet une supposition quant à la décision du préfet : "C'est juste pour faire de l'annonce parce que, peut-être, son supérieur hiérarchique, le Ministre de l'Intérieur, lui a demandé de faire l'exemple." "On n'a pas supporté cette présence d'enfants et de familles sur les trottoirs sans que rien ne soit fait pour les mettre à l'abri." Les personnes expulsées ont été amenées dans une salle communale équipée d'une cuisine en fin de matinée. Le promoteur immobilier Kaufman & Broad va récupérer les terrains pour y construire des logements. L'entreprise propose de faire un don de 18.000 euros à Médecins du Monde. Cette somme ne sera acceptée par l'ONG que si une solution pérenne d'hébergement est trouvée pour les familles. Cet argent pourrait servir à payer des chambres d'hôtels aux familles expulsées jusqu'à que des places en hébergements intermédiaires (à mi-chemin entre le logement d'urgence et le logement définitif) se libèrent. Des logements intermédiaires qui sont en train d'être aménagés à Montpellier devraient pouvoir les accueillir dans trois semaines. Le maire de Grabels l'assure "on leur trouvera un abri en attendant."

## **PARIS**

Rassemblement samedi 20 novembre 14 heures Place de la Sorbonne : réaffirmer les **droits des enfants**

Réseau Éducation Sans Frontière vient de faire paraître sa nouvelle brochure : "**QUE VONT-ILS DEVENIR ? Sans leur titre de séjour, quel avenir les attend ?**" (<http://www.resf78.ouvaton.org/>)

Réaffirmer les **droits des enfants** et inciter la société à changer son regard sur eux, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant.

Mineurs et jeunes majeurs, isolés et en famille, ils sont les cibles des discours xénophobes et démagogues, et de la politique migratoire sécuritaire du gouvernement. On ne compte plus les OQTF qui leur sont infligées, et les obstacles de tous genres (difficultés d'accès en préfecture, problèmes d'autorisation de travail, sorties sèches de l'ASE) qu'ils rencontrent dans leurs parcours.



Il est aussi possible d'envoyer des cartes postales, en vue des futures élections. (<https://reseau-resf.fr/Campagne-d-envoi-de-cartes-postales-autour-du-20-novembre>)



## Mineurs isolés

Ils seraient entre 120 et 130 mineurs isolés, à vivre installé sous le périphérique parisien, dans le « tunnel », entourés de deux murs recouverts de tags et d'un plafond d'à peine 2,50m de haut. Un jeune garçon de 16 ans n'a qu'un souhait : être reconnu mineur. "Je suis Ivoirien, je suis né le 27 janvier 2005", dit-il d'emblée comme pour nous convaincre de son âge. "L'État français pense que je mens... Enfin, je sais pas ce qu'il pense... Ils veulent pas me croire...", il n'a pas réussi à faire reconnaître sa minorité. Son dossier a été rejeté par les autorités françaises. Il attend un rendez-vous avec un juge pour enfant. Quand un jeune n'obtient pas le statut de mineur, il a la possibilité de déposer un recours devant un juge pour enfants. Mais les délais sont longs et les jeunes, dans l'attente de leur audience, sont sans solution d'hébergement.

Il n'y a pas de sanitaires, aucun point d'eau. Les riverains se sont organisés pour apporter de la nourriture. "Ils sont gentils, les voisins", "Regardez, on a eu une livraison", : un sac rempli de baguettes tout juste déposé pour eux.

Pour Utopia 56, qui apporte chaque jour des couvertures, mais surtout du soutien à ces jeunes, "C'est un scandale parce que ce sont des enfants. Ils n'ont aucun droit, aucun hébergement, aucune aide financière". "C'est un scandale aussi, parce qu'on alerte la préfecture et la mairie de Paris quotidiennement sur cette situation et que rien ne se passe". "Ce sont des mineurs, au parcours d'exil traumatique, extrêmement vulnérables, et ils sont là, obligés de dormir à la rue". Les jeunes demandent : "Je suis malade je crois, j'ai froid. Ça ne va pas", "On part quand d'ici ?" « On est fatigués, on n'en peut plus ». Les conditions de vie sont d'autant plus dures qu'ils pensaient que la France leur offrirait protection et confort. "Je ne pensais pas que je me retrouverais ici. Je pensais que je vivrais bien... Je mens à mes parents restés au pays", dit un jeune. "J'ai dit à ma mère que j'allais bien, que je vivais dans un appartement". Des familles comment à arriver : "Je suis arrivé ici il y a 15 jours avec ma fille de 2 ans et ma femme", explique un Algérien de 21 ans. "Je ne savais pas où aller [...] Nous aussi, nous mentons à nos familles..." Comment leur dire qu'il vit sous une tente avec une enfant et sa femme enceinte de 8 mois ?

Avec l'arrivée des températures négatives, les associations espèrent une mise à l'abri imminente. . "Les 6 couvertures, ça ne suffit pas. C'est très dur de faire une nuit complète. Il fait beaucoup trop froid". "Je pensais que Paris c'était le paradis...", dit un garçon de 16 ans qui a traversé la Libye et la mer Méditerranée avant d'arriver ici. "Vous vous rendez compte ? J'ai réussi à traverser une mer". "C'est incroyable quand j'y pense. Je peux traverser la mer mais je ne peux pas aller à l'école."

## PERPIGNAN

### Des Passeurs arrêtés

Durant le mois de septembre 2021, vingt-deux passeurs de migrants ont été interceptés par la police aux frontières de Perpignan. Mais depuis le début du mois d'octobre 39 trafiquants de migrants ont été interpellés. Le 13 octobre 2021, ont été interceptés dans une voiture un conducteur

et le passager, de nationalité française, qui transportaient deux étrangers en situation irrégulière. Jugés en comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Perpignan, ils ont tous les deux écopé d'une peine de 6 mois de prison ferme avec mandat de dépôt à l'audience.

Le 19 octobre 2021 les CRS ont contrôlé un véhicule immatriculé en Espagne. Le chauffeur, résident espagnol de nationalité palestinienne, transportait neuf ressortissants syriens en situation irrégulière (dont deux mineurs) qui voulaient se rendre jusqu'en Allemagne ou en Autriche. Le conducteur a été condamné à six mois de prison ferme avec maintien en détention et cinq ans d'interdiction du territoire français.

### **Afflux de migrants à Cerbère, village frontalier**

Selon la PAF, les migrants seraient, depuis 2020, de plus en plus nombreux à tenter la traversée de la frontière franco-espagnole par les Pyrénées-Orientales. En mai 2021, le maire de Cerbère, un village frontalier de 1 300 habitants, indiquait qu'en 2020, il y a eu une importante augmentation du flux migratoire : Des groupes de 20, 30, parfois jusqu'à 50 migrants arrivaient jour et nuit au village. À Cerbère, les migrants transitent souvent (jusqu'à 60 par jour) par les tunnels de la SNCF, au péril de leur vie (voir lettre 21). Les associations qui viennent en aide aux migrants à Perpignan sont dépassées depuis un an. Avant elles distribuaient 40 repas par jour, aujourd'hui c'est à plus de 200. L'importante hausse du nombre d'arrivées ces derniers mois, notamment d'Algérie, s'explique par l'inaction du gouvernement algérien face aux grèves, à l'augmentation du chômage et la paupérisation s'ajoutant à une profonde crise économique née de la chute de la rente pétrolière et aggravée par la pandémie de coronavirus. Le salaire minimum stagne à un peu plus de 125 euros. Les nouveaux arrivants, n'ont pas de véritable projet. Ils se rendent compte qu'ils sont condamnés à une vie de clandestinité. Ce constat d'échec est un moment très difficile, vis-à-vis d'eux-mêmes, de leur famille, mais aussi des autorités puisqu'un migrant illégal qui revient en Algérie peut être condamné à une peine d'emprisonnement. Ainsi, certains mettent le feu à leurs papiers d'identité pour tenter d'éviter l'expulsion d'Europe.

## **REIMS**

Le patron d'Aux Délices des Papilles à Cormontreuil et trois autres chefs d'entreprise veulent **garder les apprentis étrangers qu'ils ont formés**. Autour de lui, d'autres chefs d'entreprise acquiescent. Ils se sont donnés rendez-vous pour discuter de leur situation avec deux co-fondateur de l'association « Patron.ne.s Solidaires ». Pendant deux heures, tous ont partagé l'enfer administratif dans lequel ils errent depuis des semaines. Au cours des discussions, aucune solution concrète ne s'est détachée. En revanche, une envie commune est bien née : *"On va s'unir pour faire pression à plusieurs. Quoiqu'il arrive, on est toujours plus fort ensemble que seul."* **Des patrons qui se rassemblent** dans un tel cas de figure, c'est une première d'après la vice-Présidente de Patron.ne.s Solidaires : *"C'est une situation inédite. Ils sont très motivés. J'ai bon espoir qu'ils trouvent des solutions rapidement."*

## **RENNES**

Des militants associatifs ont demandé, vendredi 5 novembre 2021, la réquisition du centre de loisirs municipal Robert-Launay, à Rennes, pour y mettre à l'abri des migrants sans solution depuis le démantèlement du campement des Gayeulles fin octobre 2021. Ils ne comprennent pas pourquoi la préfecture s'y refuse, malgré la présence de lits de camp à l'intérieur de la salle. Un agent municipal, député, ne comprend pas non plus. La demande est restée lettre morte.

Une trentaine militants associatifs, qui soutiennent les personnes migrantes, ont investi le hall de la mairie de Rennes, vers 17 heures mercredi 17 novembre 2021, pendant deux heures. Ils demandent à la Ville un hébergement pour la centaine de personnes dont 67 enfants, actuellement sans solution. Elles sont actuellement prises en charge par des associations dans des locaux qui n'ont pas vocation à les accueillir : Éclaireurs de France, Campus de Rennes2, locaux d'associations



et particuliers. La mairie de Rennes renvoie à la préfecture qui a la compétence en matière d'hébergement. Mais la maire de Rennes a promis en 2014, qu'il n'y aurait aucun enfant à la rue. Or dans les migrants en question, il y a beaucoup d'enfants, dont des jumeaux d'un mois, et un bébé de neuf mois. La demande faite est par « devoir moral ». La mairie invite les manifestant à recontacter la mairie le 18 novembre. « On va revenir. Et on veut une réponse. » La nuit est tombée quand les militants finissent par lever le camp.

## SAINT-JEAN DE LUZ

Vendredi 19 novembre 2021, peu avant 5 heures du matin, a eu lieu un accident impliquant un jeune Africain âgé d'une vingtaine d'années qui marchait près de la voie ferrée. Le souffle du TER a projeté le migrant à terre. L'homme a été pris en charge par le SAMU et les pompiers. Le trafic SNCF a pu reprendre deux heures après le sinistre.

## MANCHE

Dans la nuit de lundi à mardi 2 novembre 2021, le centre opérationnel de surveillance et de sauvetage a été informé que de nombreuses embarcations se trouvaient en difficulté au large du Nord et du Pas-de-Calais. Dans un premier temps, 108 personnes ont été secourues lors de trois opérations de sauvetage. Un autre sauvetage, mené par la société nationale de sauvetage en mer de Dunkerque a permis de sortir de l'eau 32 personnes. Une 3e opération menée cette fois par la SNSM de Calais a porté secours à 33 migrants. Les autres opérations se sont enchaînées au large. En tout, au cours de 9 interventions, 292 personnes seront ramenées à terre. Tous ont été pris en charge par les pompiers et la Police aux frontières.

Dans la nuit de mardi 2 à mercredi 3 novembre 2021, en tentant la traversée de la Manche un homme d'une trentaine d'années est décédé lors du naufrage d'un small boat, qui aurait eu des avaries, et qui aurait fait naufrage, notamment à cause de la surcharge. La Police aux frontières s'est vu confier une enquête pour "homicide involontaire". L'embarcation aurait transporté une quarantaine de personnes. Le président de la station bouloonnaise de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) estime que les embarcations sont de plus en plus surchargées et elles sont totalement inadaptées. Celle dans laquelle avait pris place le migrant disparu mesurait 12m de long et transportait 53 personnes. "C'est un record. Nous n'avions jamais vu ça à Boulogne". Leur "rigidité est amenée par des planches en bois, non prévues pour aller en mer. Et il n'y a pas de renforts latéraux". Conséquence : "Ces bateaux sont surchargés, et donc, dès qu'il y a une vague, ils se cabrent, se plient au milieu et commencent à couler. Le bois s'imbibe, il ne résiste pas"

Jeudi 4 novembre 2021 vers 7 heures du matin, un second migrant a été retrouvé inanimé dans une embarcation remplie d'eau, sur une plage de Wissant. En état d'hypothermie sévère, deux personnes ont été retrouvées à ses côtés, et transportées à l'hôpital.

Une personne reste portée disparue depuis plusieurs jours. Les autorités françaises ont reconnu qu'un passager serait tombé de son bateau dans l'eau lundi 25 octobre 2021, tandis que ses deux compagnons de traversée, des Somaliens, ont été secourus. Un corps à la dérive a été retrouvé par un bateau de pêche au large d'Octeville-sur-Mer. Il a été récupéré par un navire des pompiers du Havre et déposé au port. L'enquête, confiée à la gendarmerie maritime, dira s'il s'agit de ce migrant disparu.

779 personnes ont été secourues depuis le début de la semaine, d'après le décompte de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

Malgré le début de l'hiver et des conditions météo plus difficiles, les traversées de la Manche à destination du Royaume-Uni se poursuivent. Lundi 8 et mardi 9 novembre 2021, 210



migrants dont quatre femmes et un enfant, ont été secourus en mer sur des embarcations de fortune au cours de sept opérations distinctes. Six d'entre elles ont été menées dans la nuit, au large de Calais. Tous les rescapés ont été ramenés à Calais, Dunkerque ou Boulogne-sur-Mer et pris en charge par la police aux frontières et, dans certains cas, par les pompiers ou le Samu de coordination médicale maritime.

Cinquante-deux exilés, dont deux enfants, en difficulté dans la Manche, ont été ramenés en France dans la nuit de mercredi 10 à jeudi 11 novembre 2021.

En début de matinée, jeudi 11 novembre 2021, deux kayaks avaient été trouvés à la dérive, au large de Calais. "Deux naufragés ont pu être récupérés et déposés à Calais. Malheureusement les naufragés ont indiqué que trois personnes étaient portées disparues". Un remorqueur, un hélicoptère et un canot ont été engagés, mais "malgré les moyens déployés, les trois personnes n'ont pas pu être retrouvées". Les recherches infructueuses ont été interrompues jeudi à la tombée de la nuit et ne devaient pas reprendre vendredi 12 novembre 2021.

La journée de jeudi 11 novembre a été particulièrement intense dans la Manche. Le temps calme a poussé de nombreux exilés à prendre la mer en direction des côtes anglaises. Selon le ministère britannique de l'Intérieur, environ 1 000 personnes sont arrivées en Angleterre.

D'après la Préfecture Maritime Manche et mer du Nord, plus de 100 migrants ont été pris en charge dans le détroit du Pas-de-Calais mardi 16 novembre 2021, avec une dizaine d'opération de sauvetage menées sur la journée.

De nombreux migrants ont tenté de traverser la Manche, pendant la nuit de vendredi 19 au samedi 20 novembre 2021. **243 se sont retrouvés en difficulté** au large du Pas-de-Calais, et ont été secourus par le centre opérationnel de surveillance et de sauvetage de la préfecture maritime. Depuis le début de la semaine, plus de **500 personnes ont été secourues** alors qu'elles tentaient la traversée de la Manche sur des embarcations de fortune. Mercredi 17 novembre 2021, un **millier de migrants ont rejoint les côtes anglaises**, selon les autorités britanniques.

Au cours de la nuit de vendredi à samedi 20 novembre 2021 puis de la journée de samedi, près de 243 migrants ont été secourus en mer, après s'être retrouvés en difficulté en tentant de traverser la Manche. Ils ont été récupérés et déposés à quai dans les ports de Boulogne-sur-Mer, Dunkerque et Calais, où ils ont été "pris charge par la Police aux frontières (PAF) et le service départemental d'incendie et de secours (SDIS)".

D'après les chiffres du préfet du Pas-de-Calais, **29 360 personnes ont essayé** de rallier l'Angleterre par la mer entre janvier et fin septembre 2021, contre 8 404 l'an dernier. Environ **22 000 ont réussi** à rejoindre les côtes britanniques (soit près de 75 %). Londres a une nouvelle fois accusé Paris de perdre le contrôle de la situation et de ne pas mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour empêcher les migrants de prendre la mer.

## **MEDITERRANEE**

### **De Turquie à la Grèce**

La Grèce a demandé à la Turquie, depuis vendredi 30 octobre 2021, de récupérer un navire battant pavillon turc. Devant le refus turc, les autorités grecques ont finalement autorisé les 382 migrants (demandeurs d'asile afghans, pakistanais et bangladais) à débarquer sur l'île de Kos, en

mer Égée. Six ont été interpellés pour être interrogés, les autres ont été transportés dans un centre d'accueil où ils ont été placés en quarantaine et testés pour le coronavirus. À cause d'un problème de moteur, le navire dérivait au large de l'île de Karpathos quand il a émis un signal de détresse. Selon les garde-côtes grecs, le navire avait quitté la Turquie alors que soufflaient des vents violents, et aucun des passagers n'avait de gilet de sauvetage. Ce voyage dangereux et illégal s'est effectué à partir des côtes turques sans que les autorités turques s'en soient aperçues. Samedi, la Grèce a accusé la Turquie d'avoir sciemment permis le départ du bateau, en violation de l'accord de mars 2016 qui prévoyait un réel effort d'Ankara pour limiter les migrations à partir de son territoire en échange d'une aide financière de milliards d'euros de la part de l'UE.

"La Turquie, une fois de plus, n'a pas accompli ses devoirs envers l'Union européenne. Elle ne va pas accepter le retour du bateau battant pavillon turc, parti d'un port turc évidemment au vu et au su des garde-côtes turcs, et elle continue de faire fi de la vie humaine" selon le ministre grec de la Marine marchande.

## **FRONTEX**

Une opération nommée Reflect 2022 et dirigée par Frontex vise à effectuer 1 000 appréhensions et/ou arrestations. Ce document interne divulgué (13 novembre 2021) a révélé le détail de dizaines de plans opérationnels pour réprimer les passeurs de migrants l'année prochaine, y compris un objectif de plus de 1 400 arrestations – principalement sous l'égide de l'agence frontalière de l'UE Frontex.

## **LES NAVIRES et avions**

### **Le Geo Barents**

En mer depuis le 12 novembre 2021 pour sa cinquième mission en Méditerranée, le Geo Barents a secouru en 24 heures 189 migrants au large des côtes libyennes. La première opération a eu lieu dans l'après-midi du lundi 15 novembre 2021 avec le sauvetage de 25 personnes dans les eaux maltaises. "Des hommes, des femmes et des enfants, dont beaucoup se sentent malades, affamés et assoiffés après deux jours de dérive en mer". Dans la nuit de lundi 15 à mardi 16 novembre 2021, 62 personnes à bord d'un "bateau en bois surpeuplé" ont été secourues. L'ONG avait été avertie du cas d'une embarcation en détresse dans la zone de recherche et de sauvetage par le collectif d'aide aux migrants en mer Alarm Phone. "L'obscurité et les conditions précaires du bateau ont rendu le sauvetage difficile, mais tout le monde est en sécurité à bord". Enfin, une nouvelle fois alerté par Alarm Phone et par l'avion de surveillance Sea Bird, le navire humanitaire a porté assistance à 99 migrants mardi 16 novembre 2021 après-midi. Au fond du canot, l'équipage a retrouvé 10 personnes mortes par suffocation, après avoir dérivé 13 heures en mer. Parmi les rescapés se trouvent "de nombreuses femmes et enfants en bas âge, dont le plus jeune est âgé de 10 mois". Le navire humanitaire réclame l'attribution d'un port sûr afin que les naufragés soient "mis en sécurité au plus vite".

### **Le Sea-Watch 4**

Le Geo Barents a été rejoint au large de la Libye par le Sea-Watch 4, arrivé sur zone mardi 16 novembre 2021 après-midi. "Les membres d'équipage se relaient pour scruter l'horizon à la recherche de bateaux en détresse. Nos avions de reconnaissance soutiennent notre navire. Dans les airs."

Samedi 20 novembre 2021, 73 migrants dans "un bateau en mauvais état" ont été pris en charge par le Sea Watch 4. Le lendemain dimanche, les humanitaires ont porté assistance à 175 exilés, répartis dans deux embarcations. Lundi 22 novembre, le Sea Watch 4 était remonté vers le nord et naviguait près de l'île italienne de Lampedusa. Quelques heures auparavant, l'ONG a

secouru 107 autres personnes. "Parmi eux se trouve un bébé d'un jour". En tout, 482 migrants se trouvent actuellement à bord du navire humanitaire, dont des femmes enceintes et des enfants. L'équipage réclame l'attribution d'un port sûr pour débarquer les naufragés "dès que possible". Le navire a obtenu dans la nuit du 25 au 26 novembre, l'autorisation de débarquer à Augusta, en Sicile. D'après l'ONG, "le mauvais temps a durement frappé le navire et les 461 personnes à bord risquent l'hypothermie. Quatre d'entre elles ont perdu connaissance et sont pris en charge par l'équipe médicale". Cette semaine, 21 naufragés ont déjà été évacués du bateau pour raisons médicales. Après avoir demandé 11 fois l'attribution d'un port sûr aux autorités compétentes, il a finalement été autorisé à accoster au port sicilien d'Augusta vendredi 26 novembre 2021. Quelques heures après avoir reçu l'autorisation, le Sea Watch 4 avait déclaré "l'état de nécessité" en raison du mauvais temps. L'Italie avait accepté que le navire humanitaire se mette à l'abri devant le port sicilien. "Les personnes à bord risquent l'hypothermie. Quatre d'entre elles ont perdu connaissance et sont prises en charge par l'équipe médicale", avait indiqué l'équipage. "Certaines personnes sont en mer depuis plus de 8 jours. Il y a des femmes enceintes, des mineurs non accompagnés et des jeunes enfants".

Le débarquement des 461 migrants a pris plus de 48 heures. "Les procédures sont très lentes", Depuis vendredi, seules deux femmes enceintes ont pu débarquer sur les 461 personnes (...) Après plus de huit jours en mer, les personnes secourues doivent être à terre". Les naufragés ont d'abord été testés au Covid-19 par les services italiens avant de pouvoir fouler le sol sicilien. Le débarquement s'est poursuivi samedi 27, et concernait en priorité les urgences médicales et les proches, ainsi que les mineurs non-accompagnés. Mais dans la soirée, les autorités italiennes ont mis fin à l'opération, laissant des centaines de migrants à bord du navire humanitaire. "Parmi eux, des malades, des familles, des femmes, des hommes et des enfants qui ont passé plus d'une semaine en mer, dans le froid, sous la pluie. C'est honteux". Ce n'est finalement que dimanche 28 novembre 2021 après-midi que les derniers exilés ont pu poser le pied sur la terre ferme.

#### **Sea-Eye 4**

Le Sea-Eye, a multiplié les opérations : six sauvetages ont été menés en 48h. Le dernier, mercredi 3 novembre 2021 a permis de secourir, 72 personnes entassées sur une embarcation en bois. Le 2 novembre 2021, cinq autres opérations ont permis de sauver 325 vies : des hommes, des femmes, dont certaines enceintes, et 153 enfants et adolescents. Beaucoup ont le mal de mer et sont affaiblis ; certains ont la peau brûlée ou sont malades à cause de l'inhalation de vapeurs de carburant. Ils sont pris en charge, à bord, par des médecins de l'ONG : Doctors, qui prodiguent les premiers soins. Désormais, le Sea-Eye navigue en Méditerranée avec, au total, 397 personnes à bord. Dimanche 31 octobre 2021, le navire avait aussi été averti par Alarm Phone qu'un bateau de migrants se trouvait en détresse dans la zone. Mais les 27 personnes à bord ont été interceptées, avant l'arrivée du navire, par les garde-côtes libyens. Une nouvelle accueillie avec inquiétude par l'ONG, pour qui un retour en Libye rime avec emprisonnement et camps de torture.

Plus de 800 migrants secourus en mer Méditerranée par le navire humanitaire Sea Eye 4 ont débarqué dimanche 7 novembre 2021 à Trapani en Sicile. "Nous sommes fiers de notre équipage et soulagés que cette mission extraordinaire prenne fin". L'autorisation de débarquer lui a été accordée quelques heures seulement après qu'une organisation humanitaire tunisienne eut livré sur le bateau des fournitures de secours en urgence, notamment de la nourriture et des couvertures, et après de nombreux appels à l'aide. "Nous sommes soulagés que cela ne se soit pas terminé par un naufrage de masse". Au moment où le navire est entré dans le port, certaines personnes levaient les bras pour manifester leur joie ; d'autres, assis les jambes par-dessus le bord, semblaient épuisés et accablés. À l'arrivée du navire en Sicile, des membres de la Croix-Rouge ont aidé les migrants, dont certains étaient enveloppés dans une couverture, d'autres pieds-nus, à quitter le bateau. Après des tests de dépistage du Covid-19, les occupants ont tous été transférés à bord de deux bateaux prévus pour des quarantaines. Les mineurs bénéficient d'un traitement à part : ils ont été transférés dans des centres spécifiquement prévus pour eux, sur la terre ferme.

## **L'avion Sea Bird (de l'ONG allemande Sea-Watch )**

L'avion de reconnaissance soutient les navires et indiquent les embarcations en détresse aux navires.

## **L'Ocean Viking**

Il a repris la mer le 30 octobre 2021. Le 2 novembre 2021, il a procédé au sauvetage d'un canot pneumatique surchargé au large de la Libye. L'embarcation, dont les "boudins étaient dégonflés", était "sur le point de prendre l'eau". Ses 94 passagers ont pu être secourus. Dans la nuit, l'Ocean Viking avait déjà porté secours à un bateau de migrants, repéré à 200 m du navire. Ses 45 occupants, dont quatre femmes et cinq mineurs avait été sortis de l'eau et pris en charge par les équipes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le navire navigue désormais en Méditerranée avec au total 139 personnes à bord. Il est, le 7 novembre 2021, à la recherche d'un port pour accoster avec les plus de 300 personnes qu'il a secourues. Un mineur accompagné de son petit frère a été évacué par la la guardia costiera au large de Lampedusa : son état s'était dégradé durant la nuit. La veille, deux autres personnes "souffrant de brûlures dues au carburant et d'affections graves" avaient également été évacuées de nuit, "Avec la détérioration des conditions météorologiques, l'équipe médicale s'attend à une augmentation des problèmes de santé parmi les 306 personnes encore à bord".

"Immense soulagement" à bord de l'Ocean Viking : après avoir demandé un port sûr à neuf reprises. "À chaque blocage, les conditions psychologiques et physiques des personnes rescapées à bord s'aggravent d'heure en heure". "En plus de s'occuper de personnes souffrant de graves brûlures dues au carburant et des nourrissons qui requièrent des soins réguliers, nous sommes préoccupés par les conséquences de passer autant de temps à bord dans ces conditions météorologiques" : "une tempête avec des vagues de deux mètres de haut a balayé le pont" du navire. "Les couvertures sont trempées, les stocks de sacs de survie sont bientôt épuisés et les personnes rescapées grelottent". Le médecin de la Croix-Rouge à bord rappelle : "Nous sommes un navire-ambulance, pas un hôpital". Les 306 migrants qui l'occupent, dont neuf enfants en bas âge, vont pouvoir débarquer dans le port d'Augusta, en Sicile.

## **TUNISIE**

### **La Tunisie n'a rien à offrir aux migrants**

Des milliers de migrants venus de la Libye voisine sont arrivés ces dernières années en Tunisie. Souvent récupérés en mer par les garde-côtes tunisiens après un départ des plages libyennes, ces exilés espèrent retenter rapidement une traversée depuis la Tunisie. Mais tous se heurtent à la réalité économique du pays. Par manque de travail et de revenus, ils ne peuvent pas payer les passeurs et se retrouvent "piégés" dans le pays.

Tous les migrants rencontrés dans le sud de la Tunisie répètent inlassablement la même chose : "Il n'y a pas de travail". Les offres d'emploi se font de plus en plus rares en Tunisie, y compris pour les locaux. Le pays compte plus de 742 000 personnes au chômage, pour un taux de 17,8% de la population active. Le pourcentage chez les jeunes atteint 40,8%, selon l'Institut national de la statistique (INS). La crise économique touche donc de plein fouet les migrants. Les touristes ont déserté la région en raison de la pandémie de coronavirus et le secteur du bâtiment peine à reprendre ses activités. Des domaines dans lesquels les exilés avaient l'habitude de travailler de manière informelle.

Le nombre de migrants à Zarzis avoisine les 3 000, et environ 300 personnes sont logées dans des centres gérés par l'Organisation internationale des migrations (OIM) ou le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), les autres louent à plusieurs des appartements en ville. Les maigres revenus qu'ils parviennent à engranger lorsqu'ils sont embauchés temporairement sur un chantier – environ 30 dinars par jour (9 €) - leur permettent tout juste de payer leur loyer (environ 75 euros) et un peu de nourriture.

La majorité a débarqué dans le pays "de manière accidentelle" : partis de Libye pour l'Europe, leur embarcation a dérivé vers les côtes tunisiennes où ils ont été secourus par les autorités tunisiennes. Aucun d'eux n'a donc souhaité être là. Quelques uns ont voulu s'installer en Tunisie mais leur quotidien précaire a changé leur plan. Échoués dans le pays, les exilés caressent toujours le même rêve : rejoindre un pays européen. Mais le coût de la traversée de la Méditerranée frôle les 2 000 euros au départ des côtes tunisiennes. Ne pouvant pas payer un passeur avec leurs faibles ressources, ils se retrouvent bloqués en Tunisie, souvent pendant plusieurs années. "La Tunisie, c'est l'enfer caché. On meurt à petit feu",

Le manque de travail et d'argent poussent certains migrants à retourner en Libye, malgré les risques qu'ils encourent. Le prix de la traversée n'est que de 650 euros soit trois fois moins qu'au départ d'une plage tunisienne. "Au moins, en Libye, tu peux travailler et essayer de prendre la mer", assure un soudanais de 32 ans. Un ami, arrivé dans le pays deux ans plus tôt en traversant la frontière terrestre acquiesce : "On est venu en Tunisie car on pensait que c'était un pays sûr mais si j'avais su je serais resté en Libye". Ils ont pourtant obtenu l'an dernier le statut de réfugié auprès du HCR en Tunisie. Mais en l'absence de politique d'intégration, les réfugiés se retrouvent souvent dans la même précarité que les sans-papiers. Hébergés depuis deux ans dans un centre de l'agence onusienne situé en périphérie de Zarzis - le commerce le plus proche se trouve à 20 minutes en vélo - ils se plaignent du manque de perspective. Sans l'aide financière d'environ 200 dinars versé mensuellement par le HCR, ils ne s'en sortiraient pas.

### **Les pêcheurs : sauveurs de migrants à Zarzis**

Au port de Zarzis, tous les pêcheurs affirment rencontrer souvent des migrants en mer. "Des étrangers ? On en aperçoit à chaque fois qu'on prend notre bateau", indique l'un d'eux. "Regardez ce navire, il y avait plus d'une centaine de personnes dedans", dit l'homme d'une cinquantaine d'années en montrant un imposant bateau amarré au port. Ces dernières années, les sorties en mer ont pris une autre tournure. Des embarcations de migrants croisent régulièrement leur route. Porter secours à des exilés partis de la Libye voisine ou des côtes tunisiennes est devenu une routine. Le nombre de canots surchargés ne cesse d'augmenter. "On en voit depuis le début des années 2000 mais le nombre est plus important ces dernières années". Les pêcheurs n'étaient pas préparés à affronter les garde-côtes libyens. Les autorités tunisiennes autorisent leurs homologues libyens à pénétrer dans leurs eaux pour intercepter une embarcation de migrants. Au grand dam des pêcheurs locaux, qui disent recevoir des pressions constantes de la part des milices libyennes. "Ils sont armés et tirent souvent en direction des canots des exilés pour les empêcher de continuer leur route. Parfois, ils font feu aussi vers nos bateaux". "À chaque fois qu'on voit des Libyens près des migrants, il y a des tirs". "Nous, on n'a pas d'armes. On ne peut pas se défendre face à ces milices sans foi ni loi". La **criminalisation des opérations de secours** inquiète aussi les pêcheurs, qui craignent des poursuites. "Mes collègues ont peur de secourir les migrants, car ils redoutent d'être accusés de jouer le rôle de passeurs". Fin 2018, six pêcheurs zarzisois ont été poursuivis en justice pour avoir sauvé des exilés au large de Lampedusa et les avoir tractés jusqu'à l'île italienne. Ils ont finalement été relaxés. L'affaire a laissé des traces dans les mémoires. L'un des accusés, malgré cette mauvaise expérience, continue d'aider les migrants en détresse. Son dernier sauvetage remonte à début octobre. "On ne peut pas laisser des gens mourir sous nos yeux. On ne gagne rien à faire ça, c'est simplement de l'humanité" Tomber sur un cadavre flottant dans l'eau fait aussi partie de leur quotidien. Avec les courants, nombre de corps venus des eaux libyennes dérivent au large de la Tunisie et échouent sur les plages du sud du pays. Certains sont gonflés d'eau ou en état de décomposition avancée. "L'odeur qui se dégage vous prend aux tripes. C'est indescriptible. Le pire est de voir des enfants. On ne pourra jamais oublier".

### **Les deux cimetières d'exilés à Zarzis.**

Zarzis dans le sud de la Tunisie, est devenue au fil des années le lieu de sépulture des cadavres de migrants rejetés par la mer, récupérés dans tout le pays et aux frontières. Les autres municipalités sont réticentes à accueillir les cadavres des exilés. Beaucoup arguent qu'elles

manquent de places. Des exceptions existent : quelques cadavres ont bien été enterrés dans certains cimetières du pays mais la démarche reste exceptionnelle. Au moins 500 corps sont été enterrés dans le « cimetière des inconnus » (lettre 17). Il y a quelques années, on voyait des bennes à ordures de la mairie décharger les cadavres dans des fosses communes, sans en prendre soin, comme si c'était des déchets. Les morts étaient ensuite recouverts de terre. Choqué, un pêcheur, voulait redonner leur dignité à ces morts, entretient le cimetière, arrose les plantes, se recueille aussi parfois. La date de la mise en bière est mentionnée et faute d'informations, les noms des cadavres ne sont pas inscrits. En juin 2021, Rachid Koraïchi, un artiste algérien a ouvert un autre cimetière (voir lettre 17 et [https://www.lejourduseigneur.com/jds\\_referent\\_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/](https://www.lejourduseigneur.com/jds_referent_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/)), non loin du premier existant. Il a investi toutes ses économies et a pris un crédit pour entretenir le lieu. Une morgue a été construite et un médecin légiste devrait bientôt s'installer sur le site. Le cimetière est déjà proche de la saturation. Environ 500 cadavres ont été enterrés, dont ceux d'enfants, pour une capacité de 800 places. Une centaine de corps attendait toujours fin octobre 2021 à la morgue de Gabès et environ 80 dans celle de Sfax, à 300 km de Zarzis. Le Jardin d'Afrique sera bientôt plein. Que fera-t-on quand ce sera le cas ? Rachid Koraïchi espère pouvoir bientôt doubler la superficie de son cimetière. Il cherche encore des fonds pour acheter le terrain d'à-côté. la question des dépouilles des migrants est loin d'être réglée dans la région.

Dans la nuit de samedi à dimanche 31 octobre 2021, les autorités tunisiennes "ont déjoué six tentatives de franchissement des frontières maritimes et secouru 125 passagers", a indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur. Ces opérations, menées par "des unités de la Garde nationale à Monastir, Sfax, Sousse et Nabeul", ont ramené à quai 112 migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Les nationalités des autres personnes n'ont pas été précisées. Une des opérations menées a permis l'arrestation dimanche matin, sur une plage de Sousse, de trois personnes "alors qu'elles chargeaient une embarcation" avant de prendre la mer. Les forces de sécurité ont aussi saisi "un canot pneumatique, deux moteurs, cinq gilets de sauvetage et du carburant".

Les garde-côtes tunisiens ont intercepté environ 19 500 migrants sur les neuf premiers mois de 2021, contre 42 000 personnes entre 2011 et 2020. L'augmentation s'explique, en partie, par l'établissement en juin 2021 d'une ligne de communication directe entre Rome et Tunis pour coordonner la lutte contre l'immigration illégale et l'échange d'informations. Le principe de cette "ligne rouge" a été décidé lors d'une visite en Tunisie de la ministre de l'Intérieur italienne le 20 mai 2021, sur la base d'accords antérieurs signés pour faciliter le refoulement vers la Tunisie des candidats à l'émigration en Italie. Depuis le début de l'année, **près de 52 000 migrants ont atteint les côtes italiennes**, selon des statistiques du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), au 24 octobre 2021. Depuis le 1er janvier, 2021 au moins **1 300 personnes ont été portées disparus** ou sont mortes noyées.

### **À Médenine, des migrantes violées en Libye tentent de se reconstruire**

A Médenine, ville du sud de la Tunisie à l'entrée du désert, des femmes trouvent un peu de réconfort dans la Maison des associations - gérée par huit associations – qui les accueille chaque jour avec leurs enfants, souvent issus d'une relation non consentie. La plupart de ces femmes ont pris la mer depuis les côtes libyennes pour rejoindre l'Europe. Leur embarcation a dérivé au large de la Tunisie, et elles ont été secourues par les garde-côtes tunisiens. En Libye, durant deux ans, cette Ivoirienne de 33 ans a passé 18 mois dans 9 prisons. Trois de ses enfants sont restés en Côte d'Ivoire, mais près d'elle sa fille de 18 mois est née dans une prison libyenne. En Libye, les femmes emprisonnées sont victimes de violences sexuelles perpétrées par les gardiens des prisons clandestines ou officielles.

La Maison des associations permet à ces femmes de s'évader de temps à autre. Des ateliers de langue, de couture, de coiffure, d'informatique ou de cuisine leur sont proposées. "On n'a rien à faire au foyer de l'Organisation internationale des migrations, ici au moins on s'occupe et on ne pense à rien. Quand on a su que ça existait, on a sauté sur l'occasion". Un service de garderie s'occupe aussi des enfants pendant que les parents suivent une activité.



Les humanitaires qui travaillent à la Maison des associations se sentent bien seuls dans leur combat. Il n'existe en Tunisie aucune politique d'immigration et d'intégration. "On fait ce qu'on peut. On les aide à sortir de leur situation compliquée en leur trouvant du travail et en les épaulant dans leurs démarches administratives car personne ne leur explique la marche à suivre. C'est difficile, chaque jour, on a des cas exceptionnels", assure le président de la structure.

"Dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière, des unités des régions nord, sud et centre ont réussi à contrecarrer neuf tentatives de traversée en mer pendant la nuit du 20 au 21 novembre 2021", a annoncé le porte-parole de la garde nationale. Les migrants "secourus" étaient au nombre de 223, et provenaient de différents pays africains, dont 111 Tunisiens. Selon des statistiques du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), sur les neuf premiers mois de l'année 2021, les garde-côtes tunisiens ont intercepté environ 19 500 migrants tentant la traversée de la Méditerranée.

## LIBYE

Vendredi 5 novembre 2021, un avion d'aide au retour humanitaire volontaire en provenance de Libye, comprenant 172 demandeurs d'asile à son bord, a atterri au Niger. Dès le 22 octobre, l'OIM avait conduit une évacuation similaire, afin de rapatrier 127 personnes (dont cinq femmes et cinq enfants) dans la capitale gambienne de Banjul. La dernière opération de ce type remonte à l'été 2020. Durant la majeure partie de l'année 2021, à cause de la pandémie de coronavirus, ces vols ont été suspendus par les autorités libyennes, malgré les appels répétés du HCR en faveur de leur reprise. C'est seulement à la mi-octobre que le HCR et l'OIM ont reçu l'autorisation de reprise des évacuations : évolution positive pour certains des réfugiés les plus vulnérables qui attendent anxieusement depuis de nombreux mois un départ. Mais le porte-parole avertissait déjà : "nous devons aussi être réalistes : les vols de réinstallation ou d'évacuation ne profiteront qu'à un nombre limité de personnes". Pour l'heure, 1 000 personnes, considérées comme prioritaires en raison de leur vulnérabilité, sont inscrites sur une liste du HCR. Or, plus de 10 000 migrants en Libye ont requis l'aide au retour humanitaire volontaire de l'OIM, et attendent depuis des mois de pouvoir retourner à la maison. Pour les exilés présents sur le sol libyen, depuis octobre 2021 des milliers de personnes ont établi un camp de fortune devant le HCR pour demander leur évacuation de Libye. Leurs conditions de vie sont très précaires.

La situation devant le centre du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à Tripoli se détériore chaque jour un peu plus. Dimanche 7 et lundi 8 novembre 2021, plusieurs incidents ont eu lieu, laissant craindre une recrudescence des violences. Des milliers de migrants s'entassent depuis 40 jours devant les locaux de l'agence onusienne pour réclamer leur évacuation de Libye.

Depuis le 1er octobre 2021, des milliers de migrants campent devant le centre de jour du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), officiellement fermé face à l'affluence d'un trop grand nombre de migrants. Mardi 9 novembre 2021, marque leur 40e jour d'occupation. Installés à même le sol, parfois sous des tentes improvisées avec des morceaux de tissu, ces exilés passent leurs journées et leurs nuits sur des bouts de trottoirs de Tripoli aux abords du mur d'enceinte des locaux du HCR à Tripoli. Des enfants en bas âge et des femmes, dont certaines enceintes, sont aussi dans la foule. Tous réclament leur évacuation de Libye et leur réinstallation dans un pays tiers. Deux membres de l'organisation dont un agent de sécurité auraient été frappés. Un des blessés a été emmené à l'hôpital pour des blessures au bras.

Dimanche 7 novembre 2021 dans la matinée, trois migrants auraient été violentés par des agents de sécurité du HCR. L'agence déplore "les violences qui ont éclaté devant son bureau principal". Lundi 8 novembre 2021, une femme aurait été giflée par un gardien et un réfugié poignardé. Dans la soirée, devant le bâtiment, une voiture a percuté un Soudanais de 24 ans qui a été emmené à l'hôpital. "En l'absence de réponses apportées par les autorités officielles, la colère des réfugiés va

augmenter. La situation va dégénérer. C'est aux parties concernées (HCR, État libyen, Union européenne) de trouver une solution à cette crise dans les plus brefs délais".

Chaque jour qui passe rend la situation plus délétère encore. L'absence de réaction des instances internationales crispe les occupants. Tout comme les violences auxquelles ils doivent faire face quotidiennement.

### **Le HCR évacue des migrants de Libye.**

Jeudi 25 novembre 2021, 93 migrants ont quitté Tripoli pour Rome, par un vol affrété par le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Le groupe comprend "des enfants, des femmes en danger, des rescapés de la violence et de la torture, ainsi que des personnes souffrant de graves problèmes de santé, a fait savoir l'institution. Certains des personnes évacuées ont été détenues dans des conditions extrêmement difficiles, ou ont été victimes de traite par des réseaux de passeurs et de trafiquants en Libye". 500 exilés seront évacués sur une année, via cinq vols. À leur arrivée en Italie, ils pourront y demander le statut de réfugié. Ces vols d'évacuation "constituent une bouée de sauvetage pour certains des demandeurs d'asile les plus vulnérables". Le vol arrivé à Rome est le premier à destination de l'Italie depuis deux ans. En 2020, aucun avion d'évacuation n'avait été autorisé à décoller de Tripoli, à cause du Covid-19 et de la fermeture des frontières. Et cette année, la Direction libyenne de lutte contre les migrations illégales avait bloqué tous les vols humanitaires. La communauté catholique de Sant'Egidio basée à Rome, un des mécènes de l'opération avec le gouvernement italien est heureuse de les accueillir et d'entamer le processus d'intégration. Quelques jours plus tôt, un autre vol de 71 personnes, dont 37 enfants, est arrivé, lui, au Canada. Ces familles originaires de Syrie, du Soudan, de Palestine et de Somalie, avaient été victimes d'enlèvements et de mauvais traitements en Libye. Cinq vols de ce type seront organisés sur une année.

Depuis 2017, l'organisation onusienne a évacué ou réinstallé près de 7 000 réfugiés et demandeurs d'asile hors de Libye, dont 967 admis en Italie. La plupart sont conduits au Niger ou au Rwanda. En deux ans, 648 personnes ont en effet été évacuées, via six vols distincts, vers Kigali. Le 10 novembre 2021, le Rwanda, l'Union africaine et le HCR, ont prolongé leur accord relatif au transit d'urgence. Le centre de Gashora (Rwanda) pourra accueillir jusqu'à 700 personnes – contre 500 actuellement - jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour les autres migrants coincés en Libye, l'horizon reste très sombre. Beaucoup préfèrent risquer leur vie en mer pour rejoindre l'Europe plutôt que de s'exposer à une arrestation et une détention dans les prisons libyennes, où ils subissent tortures, viols, et extorsions.

## **MALTE**

Depuis deux ans, deux Guinéens et un Ivoirien, les "El Hiblu 3", sont accusés d'avoir détourné le navire marchand El Hiblu. Le 28 mars 2019. Le navire El Hiblu vient de secourir 108 migrants, – dont 19 femmes et 12 enfants – avant de recevoir l'ordre de les ramener en Libye, pourtant considéré comme un pays à risque. Mais l'équipage du navire semble ignorer ces consignes et entre dans les eaux maltaises. L'armée de la petite île décide alors d'intervenir. Elle comprend rapidement que les migrants à bord ont pris le contrôle du navire pour le forcer à mettre le cap sur l'Europe. Des soldats finissent par monter sur le El Hiblu. Trois jeunes hommes, alors âgés de 15, 16 et 19 ans, sont aussitôt arrêtés, accusés d'avoir détourné le navire. Depuis, débarqués à Malte, ils doivent se présenter à la police une fois par jour en attendant l'issue de leur procès. Selon la loi maltaise, ils encourent une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. Leur cas est considéré comme une affaire de terrorisme. Les trois hommes ont plaidé "non coupable" et assurent avoir simplement agi comme traducteurs au nom des 108 personnes à bord, afin de convaincre l'équipage du navire de se diriger vers Malte.

Leurs auditions doivent se poursuivre pendant tout le mois de novembre. Des avocats européens démocrates, qui regroupe des syndicats et des organisations d'avocats, soulignent que "les accords internationaux, dont l'Union européenne fait partie, affirment clairement que la Libye n'est pas un lieu sûr pour faire débarquer des réfugiés et migrants secourus en mer." En tout, plus de 30 ONG, dont Alarm Phone, Sea-Eye, Sea-Watch, Pro Asyl et Leave NoOne Behind, ont rejoint la campagne de soutien aux El Hiblu 3 ; Amnesty international demande l'abandon des charges contre les trois accusés. A Malte, trois autres organisations locales estiment qu'il s'agit "d'une parodie de justice". Que "poursuivre une personne qui résiste à son retour dans un pays où elle risque de faire face à un réel de danger de mort" est absurde. La criminalisation des trois demandeurs d'asile "est une pièce de plus dans le puzzle de la tentative systématique d'opprimer les actes de solidarité et de dissidence aux frontières de l'Europe. Au lieu d'être poursuivis, les El Hiblu 3 devraient être célébrés pour leur action visant à empêcher le retour de 108 vies en danger en Libye. Leur emprisonnement et les poursuites constituent une profonde injustice." Même l'ONU est intervenue dans cette affaire et a rappelé les problèmes de sécurité existant en Libye et demandé aux "autorités maltaises de reconsidérer les accusations de terrorisme portées contre trois adolescents."

De son côté, le ministre maltais de l'Intérieur reste inflexible. Il continue à prôner la nécessité de renforcer la coopération avec les autorités libyennes, bien que le pays soit connu pour ses graves violations des droits de l'homme. Les trois accusés disent également craindre un procès inéquitable. Celui-ci a débuté il y a deux ans, mais les personnes secourues n'ont été entendues par le juge que très récemment. "La police et l'équipage du bateau ont été entendus aussitôt le bateau à quai. La raison qui a poussé les procureurs à attendre deux ans avant d'entendre une personne secourue ayant échappé à la torture, au viol et à l'esclavage en Libye reste un mystère", estiment les ONG.

Le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE) a par ailleurs publié un rapport accusant "les autorités et l'armée maltaise d'actions de sabotage, de longs délais de réponse et de non-assistance dans leurs zone de secours et de recherche en mer." Le rapport cite une série de cas récents dans lesquels les autorités de Malte ont tardé à répondre à des appels de détresse lancés par des migrants en mer.

## **UNION EUROPEENNE**

### **Refolements en Pologne**

#### **"Si un État-membre viole les règles européennes du régime d'asile, l'UE peut engager un recours contre lui"**

Le 14 octobre, le Parlement polonais a validé un amendement qui autorise le refolement d'un migrant interpellé à la frontière, immédiatement après l'avoir franchie illégalement. Et ce, même s'il demande l'asile. Comment la Pologne peut-elle adopter une loi, de prime abord, contraire au droit d'asile appliqué à l'international ? Le professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas de Paris, et juge assesseur représentant du HCR auprès de la CNDA analyse la question.

L'obligation de non-refoulement telle que prévue dans l'article 33 de la Convention de Genève interdit le renvoi du réfugié et par extension du demandeur d'asile vers un pays où sa vie et/ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. Il s'agit principalement d'une interdiction de refolement vers le pays d'origine qu'il a quitté. Le droit international relatif aux droits de l'homme interdit le refolement de toute personne vers un pays tiers à risque, où elle pourrait subir des traitements inhumains et dégradants. Mais la constitution nationale demeure presque toujours au sommet de la hiérarchie des normes. C'est donc elle qui prime. Le droit de l'Union européenne a la primauté absolue sur les droits internes des états membres. Mais cette

primauté est parfois contestée. L'Union européenne met en place une politique migratoire et d'asile commune et notamment un régime d'asile européen commun (RAEC). Parmi les règles prévues dans ce cadre figure le non-refoulement. Si un état membre viole ladite règle, un recours en manquement contre lui peut être exercé au sein de l'Union européenne.

## **Pologne – Biélorussie : l'Europe réagit**

Face aux accusations de l'UE, la Biélorussie reconnaît la présence de migrants sur son territoire, mais affirme que ces hommes, femmes et enfants sont entrés légalement en Biélorussie, et que c'est la Pologne et l'Union européenne qui sont dans l'illégalité en refusant de les accueillir sur leur territoire. Minsk dément utiliser ces migrants, et accuse les pays européens de ne pas prendre leurs responsabilités. L'argument peut surprendre étant donné que ces migrants venus de pays du Moyen-Orient ont bel et bien été acheminés en Biélorussie par avion, des avions affrétés par la compagnie aérienne Belarus.

La Pologne accuse en outre les autorités biélorusses de convoier vers la frontière les migrants, et ensuite de les empêcher de rester sur le sol biélorusse, de les forcer en quelque sorte à se rendre en Pologne.

Selon la Pologne et l'Union européenne, Minsk utilise cette crise migratoire pour faire pression sur Bruxelles, à la suite des sanctions prises à l'encontre du régime biélorusse. À l'été 2020, Alexandre Loukachenko a été réélu dans des conditions frauduleuses, il a ensuite réprimé violemment la contestation qui a suivi, et dans la foulée l'UE a pris des sanctions contre la Biélorussie. Celle-ci utiliserait cette arme migratoire soit pour punir l'Europe soit pour obtenir une levée ou un assouplissement des sanctions. Alexandre Loukachenko pense peut-être à la Turquie de Recep Tayyip Erdogan qui avait obtenu en 2015 une aide financière pour endiguer le flot des réfugiés vers les pays européens. Mais, à la différence de la crise de 2015, les migrants qui se trouvent aujourd'hui sur son territoire ont été convoyés volontairement par le pays, pour l'heure ce qui se profile, c'est l'inverse de l'effet recherché. Bruxelles envisage en effet de prendre de nouvelles sanctions contre Minsk. Autre contrecoup de la crise, si la Pologne et les pays baltes parviennent à endiguer le flot de migrants, c'est la Biélorussie qui va devoir gérer la présence sur son sol de ces milliers de personnes. C'est donc une arme à double tranchant que le régime biélorusse a choisi d'utiliser.

Le chef du gouvernement polonais part pour une tournée en Europe, dans un contexte de tensions de plus en plus fortes avec Bruxelles qui accuse Varsovie de ne pas respecter ses engagements sur les principes démocratiques de l'UE et a menacé vendredi 19 novembre 2021 d'une éventuelle suspension de fonds européens. Le commissaire européen à la Justice, est attendu à Varsovie où il sera question de la réforme du système judiciaire polonais, contestée par l'Union européenne. Mais d'une manière plus large c'est l'État de droit qui est menacé dans ce pays selon Bruxelles. Depuis fin octobre, et à la demande de la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne a décidé des sanctions à Varsovie, tant que le gouvernement ne se sera pas conformé à un arrêt rendu par cette même Cour qui réclame la suspension immédiate du fonctionnement de la chambre disciplinaire de la Cour suprême perçu par les magistrats comme un instrument de contrôle politique. Un sujet qui fait donc l'objet d'un bras de fer entre Bruxelles et Varsovie. Certains estiment que la rhétorique de Varsovie sur cette crise est surtout destinée à détourner l'attention de ses réformes, dont l'UE estime qu'elles limitent l'indépendance de la justice. "C'est vrai que le problème à la frontière est sérieux et requiert une solidarité de la part de l'Europe occidentale, mais le premier ministre polonais dramatise les choses pour détourner l'attention de sa violation de l'État de droit. "

Bruxelles envisage d'assouplir provisoirement les règles d'asile en Pologne, Lituanie et Lettonie. La Commission veut permettre à ces trois États d'étendre la durée de traitement des demandes d'asile et de faciliter ainsi les expulsions des personnes déboutées. Ces mesures prévoient

de passer de 10 jours à quatre semaines la période pendant laquelle un migrant peut déposer l'asile dans un de ces pays. Elles donnent également la possibilité de porter à 16 semaines, contre quatre actuellement, le délai d'examen d'un dossier, appel inclus. Pendant cette période, les demandeurs sont détenus dans des centres à la frontière. Ces procédures "simplifiées" visent à renvoyer plus facilement les migrants déboutés de leur demande de protection, et à donner de la "flexibilité" aux trois États confrontés à une situation "sans précédent" aux frontières de la Biélorussie. Les mesures, qui doivent être validées par les Vingt-Sept avant son application, sont prévues pour une période de six mois.

La Pologne, a jugée cette proposition "contre-productive". Elle souhaite la renégocier. "La Commission a adopté une solution exactement opposée à celle que nous proposons".

La directrice du bureau européen d'Amnesty international estime que "la situation aux frontières de l'UE est parfaitement gérable avec les règles actuelles". Pour le responsable migration d'Oxfam, "cette proposition affaiblit les droits fondamentaux des demandeurs d'asile, renforce l'Europe forteresse, et va à l'encontre de tout ce que l'UE devrait défendre". La directrice du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE), un réseau d'ONG, a regretté un "dangereux précédent", notant aussi que des "États membres ont été autorisés à commettre des violations aux frontières en toute impunité et introduit des législations clairement en conflit avec le droit européen". Pour des députés européens sociaux-démocrates et écologistes. "La Commission a cédé à la pression de l'extrême droite du gouvernement polonais et au chantage du dictateur biélorusse, et piétiné les valeurs européennes".

Dans un communiqué, les grandes puissances du **G7 ont appelé**, jeudi 16 novembre 2021, **Minsk** à mettre fin "immédiatement" à la crise migratoire en cours aux frontières de l'UE, accusant le pays de chercher à "détourner l'attention" de violations du droit international et des droits humains. Les chefs de la diplomatie du Royaume-Uni (qui occupe la présidence tournante du G7), de France, des États-Unis, du Canada, d'Allemagne, d'Italie, du Japon et de l'Union européenne "condamnent l'orchestration par le régime biélorusse de l'immigration illégale à travers ses frontières". "Nous demandons au régime de cesser immédiatement sa campagne agressive et d'exploitation afin d'éviter de nouvelles morts et de nouvelles souffrances", déclarent-ils. "Les actes du régime biélorusse constituent une tentative de détourner l'attention de son mépris permanent pour le droit international, les libertés fondamentales et les droits humains, y compris ceux de son propre peuple". Les pays du G7 demandent à Minsk d'accorder aux organisations internationales "un accès immédiat et sans entrave pour livrer de l'aide humanitaire". Ils expriment leur "solidarité" avec la Pologne, la Lituanie et la Lettonie victimes selon eux "d'un usage provocateur de l'immigration illégale".

De son côté, la Biélorussie a annoncé mercredi 17 novembre 2021 avoir des "négociations" avec Bruxelles pour régler la crise migratoire en cours aux frontières de l'UE, la Commission européenne évoquant seulement des "discussions techniques" avec Minsk sur le rapatriement dans leur pays des migrants. La Commission "tiendra des discussions techniques sur les rapatriements avec le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, associée à l'ONU) et avec la Biélorussie", a déclaré un porte-parole de l'exécutif européen. "Le Biélorussie doit donner accès à l'aide humanitaire et fournir un abri aux migrants dans le pays". Le président Alexandre Loukachenko et la chancelière allemande Angela Merkel s'étaient entretenus dans la journée par téléphone, pour la seconde fois en trois jours, afin d'évoquer ce dossier qui provoque de graves tensions entre l'UE et la Biélorussie soutenue par Moscou. Isolé depuis sur la scène internationale, Minsk a soutenu mercredi que l'appel entre Angela Merkel et Alexandre Loukachenko avait abouti à un accord sur l'organisation de pourparlers Biélorussie-UE. Mais cette annonce a été immédiatement nuancée par Berlin, qui n'a évoqué qu'une coopération entre Minsk et l'UE pour fournir une aide humanitaire aux migrants coincés à la frontière.

Selon les derniers chiffres de la Commission, un peu moins de 8 000 migrants sont arrivés dans l'Union européenne via la Biélorussie cette année: 4 285 en Lituanie, 3 255 en Pologne et 426 en Lettonie.

## **La justice européenne condamne une nouvelle fois la Hongrie**

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt dans lequel elle estime que la Hongrie a enfreint le droit européen à travers sa loi dite "Stop Soros", qui fait du soutien aux exilés une infraction pénale dans le pays. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu, mardi 16 novembre 2021, un arrêt dans lequel elle a condamné la Hongrie pour avoir criminalisé l'aide apportée aux demandeurs d'asile et avoir refoulé arbitrairement les exilés aux frontières depuis 2018. Avec cette condamnation, la Hongrie encourt des sanctions financières. "En réprimant pénalement toute personne qui fournit une aide à l'introduction d'une demande d'asile, la Hongrie a manqué aux obligations qui lui incombent", écrit le tribunal. La CJUE appelle les autorités hongroises à "se conformer à l'arrêt dans les meilleurs délais".

La Commission européenne avait introduit un recours en manquement auprès de la plus haute juridiction de l'UE après l'adoption en 2018 d'une législation «stop Soros» faisant du soutien aux demandeurs d'asile une infraction pénale. La loi Soros a institué une peine allant jusqu'à un an de prison pour quiconque porte assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen, si la vie de l'intéressé n'est pas immédiatement en danger. La Hongrie a également réduit toute possibilité pour les migrants de demander l'asile dans le Pays.

La Hongrie a pour la première fois contesté récemment la primauté du droit européen et s'est lancé dans un bras de fer juridique avec Bruxelles. En effet, la Cour constitutionnelle de Budapest examine actuellement un autre arrêt sur l'asile, rendu en décembre 2020, pour savoir s'il est conforme au droit national. Ce qui a poussé la Commission européenne à lancer une procédure pour "non-respect".

## **ALLEMAGNE**

### **Angela Merkel livre son bilan de la crise migratoire de 2015**

Lors d'une interview, Angela Merkel a dressé le bilan de sa politique migratoire, marquée par la crise des réfugiés de 2015. "Oui, nous y sommes arrivés", a ainsi assuré la chancelière sortante, en faisant référence à sa fameuse phrase prononcée en 2015, lorsqu'elle déclarait aux Allemands : "Nous allons y arriver", après avoir décidé de ne pas fermer les frontières du pays aux centaines de milliers de migrants, notamment syriens, fuyant la guerre et se pressant aux portes de l'Europe. "Dans ce contexte, le 'nous' représente beaucoup de gens en Allemagne, des maires, des bénévoles qui assument encore aujourd'hui des parrainages", explique-t-elle, [même si] nous avons vu que tout ne se déroulait pas toujours de façon idéale", concède Angela Merkel. La chancelière estime que la crise des réfugiés de 2015 a représenté, avec la pandémie de coronavirus, l'un des plus grands défis de ses seize années au pouvoir. "Ce sont peut-être les deux [crises] qui ont eu un impact direct sur les gens, sur les destins d'êtres humains. Pour moi, c'étaient les plus grands défis." Angela Merkel a néanmoins refusé d'employer le mot "crise". "Les arrivées massives de migrants – je n'aime pas en parler comme d'une "crise" car ces personnes sont des êtres humains."

La chancelière, qui reste aux affaires jusqu'à la formation du prochain gouvernement (début décembre 2021), note également de "merveilleux exemples de développement personnel" parmi les migrants en Allemagne. Elle en veut pour preuve que beaucoup d'entre eux ont réussi à décrocher un diplôme d'études secondaires depuis leur arrivée dans le pays. La chancelière est aussi revenue sur des incidents traumatisants. "Je pense notamment à la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne",



lorsque dans la nuit du nouvel an du 31 décembre 2015, sur la place de la cathédrale de la ville, des centaines de femmes ont été cambriolées, harcelées et dans certains cas agressées sexuellement par des groupes de migrants. Selon la justice allemande, la plupart des auteurs de ces actes étaient originaires d'Algérie et du Maroc.

Le bilan dressé par Angela Merkel est loin de faire consensus, même dans les rangs de son propre parti chrétien démocrate de la CDU. Pour l'ancien commissaire européen Günther Oettinger, même si l'Allemagne a "beaucoup accompli, nous n'avons pas réalisé tout ce que nous voulions". Il pointe du doigt les disparités dans l'intégration des migrants, estimant que "il y a ceux qui, en raison d'un manque d'éducation de base, n'ont pas encore pu trouver leur place. Et il y a aussi ceux qui ne veulent tout simplement pas s'intégrer".

Le chef du parti d'extrême-droite AfD, Tino Chrupalla, juge pour sa part que les déclarations d'Angela Merkel sont "déconnectées de la réalité." "C'est se moquer de toutes les personnes qui ont été victimes d'attaques commises par des migrants ces derniers mois et ces dernières années. Ce migrants sont entrés dans le pays grâce à la politique irresponsable d'ouverture des frontières de Merkel".

Parmi les violences commises par des réfugiés arrivés depuis 2015, il y a notamment eu l'attentat terroriste islamiste du 19 décembre 2016 sur un marché de Noël à Berlin. L'attaque au camion-bélier avait fait 12 morts. Son auteur, un Tunisien, avait déposé une demande d'asile en Allemagne en juillet 2015. Plus récemment, le pays a été choqué par l'agression au couteau d'un couple gay à Dresde en 2020, dans laquelle une personne a perdu la vie. L'attaque homophobe a été perpétrée par un ressortissant syrien de 21 ans, arrivé mineur en 2015. L'homme avait déjà été condamné pour avoir tenté de recruter pour le compte de l'organisation de l'État islamique.

Angela Merkel a également pointé les lacunes de la politique migratoire de l'Union européenne. "Nous n'avons pas encore réussi à combattre les causes profondes de la migration. Nous n'avons pas encore doté l'Europe d'un système d'asile et de migration unifié. Par conséquent, nous ne disposons pas encore d'un équilibre durable et auto-régulé entre les pays d'origine et les pays d'arrivée. Aussi, il nous faut encore améliorer l'aide au développement et agir en faveur de l'immigration légale". Angela Merkel dit aussi regretter la situation actuelle en Afghanistan, depuis la prise de pouvoir par les Taliban. "Nous sommes bien sûr très déçus de ne pas avoir réussi à faire ce que nous voulions, c'est-à-dire aboutir à un régime politique durable en Afghanistan, dans lequel les filles peuvent aller à l'école, les femmes peuvent réaliser leurs rêves et les gens peuvent vivre dans une paix durable."

Les socio-démocrates du SPD, les Verts et les libéraux du FDP se sont mis d'accord mercredi sur un accord de coalition qui fixe les objectifs du futur gouvernement pour les années à venir. Après 16 années de pouvoir conservateur sous Angela Merkel, son successeur à la chancellerie Olaf Scholz espère prendre un virage social dans de nombreux domaines, dont la politique migratoire. En matière d'immigration, le prochain gouvernement fédéral souhaite renforcer à l'avenir la distinction entre les personnes remplissant les critères d'accès au droit d'asile, et celles qui seraient essentiellement motivées par des raisons économiques ou des motifs jugés irrecevables. Il espère ainsi permettre à davantage de personnes ayant déjà obtenu un statut de protection en Allemagne de pouvoir faire venir leurs proches en Allemagne dans le cadre du regroupement familial. Il veut accélérer les procédures de demande d'asile et lancer un "rapatriement offensif" pour les individus qui ne présentent pas de base légale pour rester dans le pays. Cette initiative serait accompagnée d'un arrêt de la construction des centres à guichet unique où sont généralement accueillis les demandeurs d'asile lorsqu'ils arrivent en Allemagne, en attendant d'être redirigés vers une autre région ou d'être expulsés. "Nous voulons créer les conditions d'un nouveau départ en matière de migration et de politiques d'intégration qui sont à la hauteur d'un pays d'immigration moderne". "Nous allons réduire la migration irrégulière et permettre davantage de voies régulières et améliorer le financement des retours organisés par l'État pour les personnes n'ayant pas le droit rester" en Allemagne. Les programmes de retour volontaires seront l'option privilégiée pour renvoyer les

migrants. Les expulsions continueront à faire partie de la future politique migratoire, mais la coalition souhaite de nouvelles règles pour faciliter l'interdiction temporaire d'expulsions vers les pays d'origine où la situation sécuritaire serait précaire. "Nous voulons des décisions plus rapides lors des procédures d'asile, tout comme une harmonisation juridique. Nous allons rapidement présenter un projet de loi en ce sens", affirme l'accord. Il s'agit notamment de réduire les retards accumulés par l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) dans le traitement des demandes d'asile. Le futur gouvernement dit également vouloir créer de nouvelles opportunités pour pouvoir venir en Allemagne par la voie légale pour les personnes fuyant des persécutions. Par exemple, cela pourrait concerner les personnes en Afghanistan opprimés par le régime taliban. Des corridors humanitaires ou de nouveaux programmes d'admissions pourraient être coordonnés au niveau fédéral. L'accord prévoit également de créer un droit de séjour pour les étrangers n'ayant pas enfreint la loi et vivant en Allemagne depuis des années sans statut légal. Toute personne qui vit en Allemagne depuis cinq ans au premier janvier 2022, qui n'a commis aucun crime et qui se dit prête à respecter les lois démocratiques du pays pourrait obtenir un permis de séjour probatoire d'une durée d'un an. Cette période permettrait aux concernés de remplir les autres conditions nécessaires pour pouvoir obtenir un droit de séjour permanent. Cela comprend notamment l'obtention d'un emploi et de papiers en bonne et due forme. "Nous allons alors abolir les interdictions de travail qui existent pour les personnes vivant déjà en Allemagne. Une nouvelle loi sur la citoyenneté pourrait également voir le jour, facilitant à des millions d'immigrés d'obtenir la citoyenneté allemande après seulement trois ans de résidence dans le pays. Plus important encore, ces personnes pourraient être autorisées à garder leur nationalité d'origine tout en devenant citoyen allemand. La double nationalité est depuis des décennies un sujet de discorde, avec des barrières légales pour les immigrés qui ne peuvent ou ne souhaitent pas renoncer à leur nationalité d'origine.

Au **niveau européen**, le futur gouvernement souhaite une réforme fondamentale du système d'asile européen. "Notre objectif est d'établir une distribution équitable des responsabilités et des compétences juridiques pour l'admission de migrants au sein des États de l'Union européenne", afin de parvenir à "une protection des frontières extérieures efficace dans le cadre de la loi", notamment à travers le rôle clé de l'agence Frontex. Le parti CDU estime que la nouvelle approche migratoire aura un "effet d'aimant" et encouragera la migration vers l'Allemagne.

### **Des Sierra-Léonais dénoncent des procédures d'identification "racistes"**

Un Sierra-Léonais vit en Allemagne et occupe un emploi d'ingénieur en mécanique. Pendant plus d'une semaine, il a campé avec une centaine d'autres migrants sierra-léonais dans la rue où se trouve le bureau de l'immigration, à Munich. Le groupe est venu protester contre les "entretiens d'identification", menés par des fonctionnaires de l'ambassade de Sierra Leone depuis la semaine dernière. L'objectif affiché est de vérifier si les migrants sans papiers sont vraiment originaires de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Les Sierra-Léonais de Bavière - dont beaucoup vivent en Allemagne depuis des années - craignent que ces entretiens n'aboutissent à des expulsions.

Plus de 200 personnes ont reçu des lettres leur demandant de se présenter à ces entretiens, où des fonctionnaires mènent un interrogatoire "afin de savoir si les personnes viennent de Sierra Leone, en se basant sur les capacités linguistiques, la prononciation, le dialecte, l'apparence ou encore les tatouages traditionnels". Pour un ancien réfugié du Burkina Faso, porte-parole du Conseil consultatif des migrations de la ville de Munich, il s'agit d'une "pratique raciste fondée sur des critères arbitraires". L'objectif est de pouvoir délivrer des documents aux Sierra-Léonais sans papiers permettant éventuellement de les expulser.

C'est traumatisant pour de nombreux Sierra-Léonais qui ont reçu ces lettres. Beaucoup d'entre eux travaillent, ont suivi une formation professionnelle ou un apprentissage. Beaucoup d'entre eux ont des enfants ici, et maintenant on essaye de les séparer de leurs enfants et de leurs familles pour les renvoyer en Sierra Leone. Les personnes ayant reçu la lettre de convocation mais qui ne se présentent pas à leur entretien risquent d'être accusées d'avoir commis une infraction,

puisque selon la législation allemande, toute personne cherchant une protection en Allemagne doit "coopérer pour obtenir un document d'identité" et "se soumettre aux mesures d'identification requises." Les personnes convoquées peuvent aussi être amenées de force par la police à ces entretiens ou encore se voir attribuer un statut qui, même s'il suspend temporairement toute expulsion, a pour finalité le renvoi d'une personne dès que cela est techniquement possible, est accompagné d'une interdiction de travailler.

L'organisme public chargé des demandes d'asile et des expulsions en Bavière, a déclaré que l'un des objectifs de ces entretiens est "d'expliquer aux délégations étrangères [dans ce cas, aux fonctionnaires sierra-léonais] ainsi qu'aux personnes interrogées les principes du retour volontaire et de parvenir ainsi à une meilleure compréhension des possibilités et des opportunités qui y sont associées."

A la fin 2020, plus de 540 Sierra-Léonais vivaient officiellement à Munich. La plupart d'entre eux est venu ici pour avoir une vie meilleure. Ce sont des jeunes (moins de 35 ans), en bonne santé qui veulent travailler, et apprendre. S'ils sont renvoyés en Sierra Leone, ils vont errer dans les rues. Il n'y a pas d'avenir pour eux là-bas. En Sierra Leone, les femmes et les filles sont régulièrement victimes de violences sexuelles, de viols et de pratiques traditionnelles comme les mutilations génitales.

### **Un migrant irakien retrouvé mort**

Vendredi 29 octobre 2021 matin, un migrant irakien de 32 ans a été retrouvé sans vie dans une camionnette, en Saxe : la camionnette a été arrêtée à moins de 10 km de la frontière avec la Pologne : nouvelle route migratoire récente. Une trentaine d'autres exilés se trouvaient dans le véhicule, vraisemblablement en provenance de la Biélorussie via la Pologne. Le décès est probablement survenu plusieurs heures avant le contrôle. Une autopsie est en cours pour déterminer sa cause. Le passeur, turc de 42 ans, qui conduisait le véhicule, est en fuite. Le conducteur d'une seconde camionnette a également été arrêté. Il est soupçonné d'avoir aidé le premier passeur.

Selon les autorités allemandes, quelque 6 100 migrants, originaires pour la plupart du Moyen-Orient, sont entrés en Allemagne en transitant par la Biélorussie puis par la Pologne.

## **BELGIQUE**

Lundi 22 novembre, cinq sans-papiers, anciens grévistes de la faim, ont introduit une action en référé devant le tribunal de première instance francophone de Bruxelles, pour "non-respect de la parole donnée". Entre mai et juillet dernier, ils avaient accepté de mettre fin à leur grève de la faim, suite à "la main tendue" du gouvernement. Plusieurs rencontres et séances de discussion avaient eu lieu entre le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, et quatre représentants des sans-papiers grévistes de la faim (deux avocats, un prêtre et un responsable associatif). Le directeur général de l'Office des étrangers, avait aussi rendu visite aux grévistes de la faim et il avait affirmé que des personnes "présentant les signes d'une bonne intégration" dans la société belge auraient toutes les chances d'être régularisés. Deux voies possibles de régularisation étaient alors envisagées : obtenir des papiers en vertu de "circonstances exceptionnelles" comme l'ancrage de longue date en Belgique ou la vulnérabilité, soit par le biais d'une demande d'asile humanitaire "pour les plus fragiles". Pourtant, la quasi totalité des 475 grévistes de la faim ont vu leur dossier rejeté, alors qu'ils remplissaient les critères demandés. Accusé de ne pas avoir respecté les engagements pris, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, se défend aujourd'hui : "Oui, j'ai promis d'avoir un regard humain sur les dossiers, mais c'est ce que l'on fait depuis des années", assurant que "les rencontres en juillet 2021 avec les représentants du mouvement "n'étaient pas des négociations." "Quatre des cinq personnes ayant introduit l'action en référé contre l'État belge sont des personnes qui se sont investies dans l'organisation de la grève de la faim, qui ont été porte-paroles [...] C'est

donc une décision-sanction. Le message politique clair derrière est qu'en tant que sans-papiers, on ne peut pas s'exprimer parce que sinon, il y a un retour de bâton." estime une de leurs avocats.

Solidaires des anciens grévistes, la Ligue des droits humains et l'association le CIRÉ ont rejoint les sans-papiers dans leur action en justice, "au nom de l'intérêt collectif" le directeur de la Ligue des droits humains. "Ils sont allés très loin dans leur action et n'ont interrompu leur grève que parce qu'ils avaient reçu l'assurance qu'ils seraient régularisés. Et finalement cette parole n'a pas été respectée, ils se sentent donc grugés". Pour la Ligue des droits humains et le CIRÉ, le but de cette action "est de demander à la justice de contraindre le gouvernement à respecter sa parole". Il serait souhaitable d'amorcer "un débat public sur la régularisation des sans-papiers", les critères pour obtenir des documents en règle étant méconnus.

Quatre mois après la suspension de la grève de la faim, une cinquantaine de sans-papiers occupent toujours l'église du Béguinage, dans le centre de Bruxelles. Derrière un grand sapin, des messages retranscrits sur de grands panneaux ornent la façade de l'église : "Régularisation des sans-papiers". La plupart sont encore dans l'attente du traitement de leurs dossiers de régularisation. Avec une certaine résignation car malgré la "main tendue" du gouvernement de nombreux grévistes ont vu leur demande rejetée. En attendant, les derniers occupants de l'église du Béguinage s'organisent pour affronter l'hiver, déjà bien installé. Pour se protéger du froid, des panneaux et des cartons entourent désormais les lits des grévistes, formant un alignement de petites cabanes de l'entrée jusqu'à l'autel. Là, quelques tapis ont été étendus sur le sol. C'est l'espace réservé à la prière. Les riverains, qui apportent régulièrement des vivres aux sans-papiers de l'église. Certains travaillent, mais certains employeurs ne payent pas. « C'est ça le problème quand on est sans-papiers, les patrons en profitent ».

## **BULGARIE**

Depuis lundi 1er novembre, des militaires supplémentaires surveillent, en soutien à la police frontalière, la frontière avec la Turquie. "Trois-cent cinquante personnes avec quelques 40 unités d'équipement ont été envoyées", a précisé le ministre de la Défense. 6 500 personnes - majoritairement originaires d'Afghanistan – sont entrées illégalement dans le pays et arrêtées, entre janvier et septembre 2021 : soit trois fois plus qu'à la même période l'année dernière. En plus d'une mission de surveillance, les soldats avaient été dépêchés pour aider à la construction de barrières. Entre 2013 et 2018, la Bulgarie avait déjà érigé une clôture de barbelés de 259 km à sa frontière avec la Turquie, au sud-est du pays. Cependant, du fait d'un manque d'entretien, certains migrants ont pu pénétrer sur le territoire et transiter à travers le pays. La Bulgarie n'est qu'un pays de transit pour les milliers de demandeurs d'asile qui la traverse. La plupart repartent avant même d'obtenir un réponse concernant leur statut de réfugié. Cette situation peut s'avérer dangereuse pour les migrants afghans, car Sofia n'a pas suspendu les renvois vers l'Afghanistan malgré la prise de pouvoir des Taliban en août 2021. Si par exemple, un demandeur d'asile afghan est arrêté en France, il pourra alors être "dubliné" en Bulgarie, premier pays d'Europe où la demande d'asile a été déposée. Et risque donc un rapatriement.

## **CHYPRE**

La République de Chypre accuse la Turquie d'instrumentaliser les migrants en leur permettant de traverser la ligne de démarcation, longue de 180 km, séparant les communautés chypriote-grecque dans le sud et chypriote-turc dans le nord. La grande majorité des migrants arrivés cette année ont traversé la ligne verte

Le président a tenu une réunion d'urgence mercredi 10 novembre 2021 avec ses ministres afin de prendre des mesures pour lutter contre l'augmentation de l'immigration clandestine venant de la partie turque. "Une demande sera soumise à la Commission européenne pour qu'elle accorde à

la République de Chypre le droit de suspendre les demandes d'asile des personnes entrant illégalement dans le pays". Les autorités ont également décidé que les demandes déposées par des ressortissants de 21 pays considérés comme sûrs, dont l'Égypte, le Nigeria, la Bosnie, les Philippines ou encore le Vietnam, seraient immédiatement considérées comme "sans fondement" et donc rejetées. À moins que les demandeurs ne puissent prouver que leur vie est menacée en cas de retour dans le pays d'origine. Depuis cette nouvelle procédure, 5 671 demandes ont été rejetées.

## ESPAGNE

### Expulsion des algériens par Ferries

Le 21 novembre 2021, 20 personnes parties d'Algérie ont été secourues par les garde-côtes espagnols, à Almeria et Alicante. Une semaine plus tôt, 16 autres passagers d'une petite embarcation à moteur, dont une femme, ont été interceptés par les autorités de Carthagène, à environ 50 miles des côtes andalouses. Malgré des conditions météo qui se dégradent – à cause du mauvais temps, un avion de l'armée de l'air est désormais chargé de patrouiller la zone à la recherche de navires – les migrants continuent de traverser la mer pour tenter leur chance en Europe. Mais depuis un peu plus d'un mois, des ferries de la compagnie Trasmediterranea, affrétés par l'Espagne, font le chemin inverse. À l'intérieur, des migrants algériens récemment arrivés sur son sol, et expulsés du pays. Le 25 novembre 2021, un bateau avec à son bord 30 personnes a quitté Almeria, direction Oran. Tous étaient détenus au centre de détention pour étrangers (CIE) de Barcelone. Le 21 novembre 2021, le port d'Almeria était "rempli de fourgons de la police nationale, en provenance des CIE du pays". Ce jour-là, 88 personnes ont été reconduits en Algérie. Le 19 novembre 2021, un autre navire est parti de la ville pour Oran avec à son bord 30 Algériens. Idem les 13, 10 et le 3 novembre, des bateaux ont fait le chemin similaire vers Oran et vers Ghazaouet (à l'ouest du pays) transportant 156 personnes au total. En novembre, 304 Algériens qui ont été ramenés dans leur pays. En août 2021, le ministère espagnol de l'Intérieur a en urgence signé un contrat avec Trasmediterranea. Au total, quatre ferries sont mobilisés, "afin d'expulser les Algériens en situation irrégulière arrivés par bateaux". La sous-traitance de chaque navire, "qui comprend la prise en charge des rapatriés et des agents qui les accompagnent, ainsi que leur voyage de retour en Espagne" coûte au total 300 000 euros. Ces prochains mois, les expulsions devraient se faire encore plus régulières. Car les traversées de la Méditerranée depuis l'Algérie sont toujours nombreuses. Selon les autorités espagnoles, près de 10 000 Algériens au total sont entrés clandestinement sur le territoire depuis le début de l'année, soit 20 % de plus qu'il y a un an.

Le 17 novembre 2021, un bateau parti d'Oran pour Almeria a disparu, avec à son bord 14 personnes dont 2 enfants de 5 et 12 ans, une femme et un homme handicapé. Et le 5 novembre, une autre embarcation à moteur, partie d'Alger pour les îles Baléares, a chaviré. À son bord, 11 personnes, dont un enfant et une femme. Aucun survivant, aucun corps, n'a été retrouvé.

### Irun

300 personnes se sont rassemblées dimanche 21 novembre 2021 sur la place San Juan d'Irun, afin de rendre hommage au migrant mort dans la Bidassoa le 20 novembre 2021. *"Le problème n'est pas la Bidassoa, évidemment. Ça, c'est la conséquence. Le problème, c'est que des personnes qui n'ont pas de futur, le cherche en Europe. Et qu'ils se retrouvent avec des obstacles, comme les frontières qu'on a entre nous."* Ce Basque rêve de *"corridors pour protéger ces personnes jusqu'au pays qu'ils visent."* Il faudrait déjà que le gouvernement français respecte la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen estime un membre de l'association Irungo Harrera Sarea qui a organisé ce rassemblement. *"On demande à l'État français d'arrêter les contrôles frontaliers racistes qui sont pratiqués depuis six ans. Avec l'excuse de la sûreté nationale, comme quoi on poursuit les terroristes. Alors que tout le monde, en France, sait que les terroristes étaient des Français ou des Belges."* Tous ces rassemblements, ce sont des histoires de blanc", lâche un bénévole d'une association présente à l'hommage. *"Nous avons été informés de la triste nouvelle,*

témoigne un jeune adulte ivoirien qui vit à Irun depuis une semaine après être passé par Madrid. *Ça nous décourage, mais on n'y peut rien, on fait avec le stress, la peur...*" un deuxième rassemblement est organisé lundi 22 novembre à Hendaye

## Majorque

### Un avion dérouté

La police de Palma de Majorque a interpellé, samedi 6 novembre, 12 personnes et était la recherche de 12 autres qui se sont enfuies d'un avion (compagnie Air Arabia Maroc, qui effectuait un vol entre Casablanca et Istanbul) ayant atterri d'urgence la veille à l'aéroport de cette ville espagnole. Cet incident s'est produit à 19 h vendredi 5 novembre 2021, lorsque l'appareil, qui assurait une liaison entre le Maroc et la Turquie, a dû se poser en raison du malaise supposé d'un passager. Ce dernier "a semblé souffrir d'un coma diabétique et a été transporté en ambulance à l'hôpital avec un compagnon". Mais à son arrivée, il a été déclaré en parfaite santé et la personne qui l'accompagnait a pris la fuite dès son arrivée à l'hôpital. L'homme a été arrêté pour "aide à l'immigration illégale et infraction à la loi sur l'immigration". Au cours de son évacuation, 21 passagers sont sortis de l'avion et se sont enfuis en courant sur le tarmac. La police a immédiatement entamé des recherches qui ont entraîné la fermeture jusqu'à minuit de l'aéroport, l'un des plus fréquentés d'Espagne. Une autre personne a été arrêtée pour "insultes et agression" à bord de l'avion. Au total, 24 personnes, des Marocains à l'exception d'une d'entre elles qui serait un Palestinien, ont été impliquées dans l'incident.

La représentante du gouvernement espagnol dans les îles Baléares, souligne que "De tels événements ne se sont jamais produits auparavant dans aucun aéroport d'Espagne". Les personnes qui se sont enfuies seront poursuivies pour non-respect des règles de sécurité aériennes et entrée illégale sur le territoire espagnol et expulsées vers leur pays d'origine, a-t-elle déclaré. Aucune d'entre elles n'a déposé de demande d'asile politique.

Les enquêteurs cherchent à savoir si "ce qui s'est passé à l'aéroport était un événement orchestré et planifié ou un incident isolé". Pour le moment, on ne peut savoir avec certitude pourquoi ces 21 personnes ont décidé de se précipiter sur la piste d'atterrissage. En raison de cet incident, 13 avions à destination de Palma ont été déroutés vers d'autres aéroports et 16 vols au départ ont subi d'importants retards, selon les autorités aéroportuaires.

Depuis lundi 15 novembre 2021, un groupe de 39 passagers d'un vol en provenance d'Égypte avec escale à Barcelone est resté à l'aéroport de la capitale catalane pour demander l'asile en Espagne. Selon la préfecture de Barcelone, il s'agit de 39 Libanais, résidents en Palestine, qui ont refusé de continuer leur voyage à destination de l'Amérique latine et ont profité de cette escale à Barcelone pour faire leur demande. Depuis lundi, ils étaient dans un espace dédié de l'aéroport où les services essentiels étaient assurés et, depuis vendredi matin 19 novembre 2021, ils sont pris en charge par la Croix-Rouge espagnole qui les aide à faire les démarches de demande d'asile. La préfecture nous confirme ce vendredi midi que pour l'instant 29 d'entre eux sont sortis de l'enceinte de l'aéroport - assistés par les services sociaux - et que les 10 autres devraient en sortir dans la journée. Tous ont obtenu une autorisation spéciale pour rester sur le territoire espagnol le temps que leur demande soit examinée.

## Canaries

Allant porter secours, mardi 2 novembre 2021, à une embarcation à moteur, les sauveteurs du Salvamento Marítimo ont découvert le cadavre d'une femme. Le corps sorti de l'eau était "en très mauvaise état" et faisait penser qu'il était en mer depuis environ deux semaines. Dans l'immédiat, il était impossible d'établir l'origine de cette femme, ainsi que son identité. Le bateau en détresse, finalement secouru, se situait à quelques kilomètres de là. Ses passagers avaient demandé de l'aide

par téléphone, à environ 90 km au sud de Fuerteventura. À son bord, 55 personnes dont 44 hommes, neuf femmes et deux bébés, tous originaires d'Afrique subsaharienne.

Ce même mardi matin 2 novembre 2021, une opération de secours a permis le sauvetage de 31 migrants subsahariens, en détresse sur un canot pneumatique à 18 km de Grande Canarie. Selon la Garde civile, le bateau serait parti de Nouakchott en Mauritanie, et était en mer depuis cinq jours.

Quelques heures plus tard, un quatrième bateau a été détecté à 11 km de Maspalomas, au large de Grande Canarie lui aussi. Ses 35 passagers maghrébins ont été secourus et emmenés au port d'Arguineguin.

Mercredi 3 novembre 2021 au moins quatre enfants, du canot chaviré le 25 octobre 2021, ont perdu la vie. Un homme et au moins quatre femmes ont également péri sur la route, selon les témoignages des rescapés.

Une embarcation, avec un total de 62 passagers originaires du Maghreb, a été repérée samedi 13 novembre 2021 vers 18h heure locale à 60 km au sud de l'île de Grande Canarie par un voilier français. Les sauveteurs, arrivés sur zone, ont constaté que sept des occupants du canot étaient morts. Un huitième décédera un peu plus tard à terre. À bord de l'embarcation, les naufragés étaient éprouvés. Leur bateau était à la dérive depuis au moins trois semaines. Trois exilés ont été transportés par hélicoptère pour recevoir des soins d'urgence, tandis que neuf autres ont été conduits à l'hôpital après leur arrivée au port d'Arguineguin, à Grande Canarie, dans la nuit de samedi à dimanche.

Deux hommes ont été retrouvés morts lundi 15 novembre 2021 dans une embarcation sur laquelle se trouvaient 42 personnes. Le canot était à la dérive au large de l'île espagnole de Grande Canarie. Partie de Dakhla, au sud du Maroc, dans le Sahara occidental, le bateau de fortune transportait des hommes d'origine nord-africaine, et une femme. Il a été localisé à quelque 180 km au sud de l'île de l'archipel atlantique des Canaries. En plus des deux migrants retrouvés morts, quatre personnes sont dans un état grave : elles ont été évacuées en hélicoptère pour être hospitalisées, tandis que le sauvetage était toujours en cours lundi soir. Les autres passagers doivent être conduits au port d'Arguineguin, dans le sud de l'île de Grande Canarie.

Les sauveteurs espagnols ont procédé au sauvetage de 374 migrants dans la nuit du mardi 23 novembre au mercredi 24 novembre 2021. Aucun décès n'est à déplorer. Parmi les rescapés récupérés à bord de plusieurs embarcations, se trouvaient 36 femmes, 27 mineurs et un bébé. Au total, 88 personnes ont été débarquées sur l'île de Grande Canarie, 105 à Fuerteventura, 114 à Lanzarote et 67 sur l'île d'El Hierro.

Deux migrants sont morts jeudi 18 novembre 2021 en essayant de rejoindre l'archipel espagnol. Les passagers avaient embarqué dans un canot transportant 34 personnes.

## **Fuerteventura**

Mardi 2 novembre 2021, après avoir reçu l'appel d'un navire marchand qui se trouvait entre les îles Canaries et le Maroc, les informants de la présence d'un autre bateau 45 hommes, 10 femmes, un enfant et un bébé ont été secourus. Les femmes et les enfants sont tous d'origine subsaharienne, tandis que les hommes sont subsahariens, maghrébins et bangladais, selon des sources des services d'urgence de Fuerteventura. Ils ont été déposés à Puerto del Rosario, sur l'île de Fuerteventura.

Dans la nuit du mercredi au jeudi 2 décembre 2021, les secours espagnols en mer ont porté assistance à cinq bateaux pneumatiques en détresse en mer, au sud de l'île de Fuerteventura. 283 personnes d'origine subsaharienne, (67 femmes et 22 mineurs) ont été prises en charge. Tous sont en bonne santé, à l'exception d'une femme qui a bénéficié de soins médicaux. Les sauveteurs n'ont en revanche pas pu sauver un bébé de deux mois décédé durant la traversée, et retrouvé mort dans une des cinq embarcations. Les conditions de sauvetage étaient difficiles car la mer était très mauvaise.

Au cours des dix premiers mois de l'année 2021, 16 827 migrants sont parvenus à rejoindre les îles Canaries par bateau, soit 44 % de plus que sur la même période l'an dernier où 11 659



migrants y avaient accosté. Près de **900 personnes, dont 60 enfants, sont mortes ou ont disparues** depuis le début de l'année en tentant de rejoindre les Canaries depuis l'Afrique.

## GRECE

En Grèce, sur l'île de Lesbos, jeudi 18 novembre 2021 s'ouvre le procès de 24 humanitaires qui collaboraient avec l'ONG ERCI (Emergency Response Center International, qui signifie Centre international d'intervention d'urgence). L'organisation effectuait des opérations de sauvetage de demandeurs d'asile et de migrants, notamment au large de Lesbos, entre 2016 et 2018. Sur le papier, les accusés risquent jusqu'à 25 ans de prison. Une peine potentielle très lourde, qui correspond dans les faits, à la durée maximale d'incarcération prévue par la justice grecque. Ils sont accusés d'espionnage, divulgation de secrets d'État, trafic d'êtres humains, appartenance à un groupe criminel et blanchiment d'argent. Parmi les accusés, deux volontaires de l'ONG ont déjà effectué trois mois de détention préventive en 2018. Parmi eux, un Germano-Irlandais (25 ans) et une réfugiée syrienne (24 ans), connue pour avoir sauvé, en 2015, avec sa sœur, toutes deux nageuses, la vingtaine d'autres passagers de leur embarcation, alors à la dérive. Ils avaient été remis en liberté sous caution. Ces charges sont jugées "grotesques" par Amnesty International qui affirme que ce dossier "montre jusqu'où les autorités grecques sont prêtes à aller pour décourager les gens de venir en aide aux réfugiés et aux migrants". Pour Human rights watch, ce procès a en effet des "motivations politiques". Pour des raisons de procédures propres à la justice grecque, qui autorisent les accusés à demander, lors de l'audience, le report du procès, les véritables débats judiciaires ont des chances non négligeables d'être finalement ajournés à une date ultérieure.

Le ministre grec des Migrations a inauguré samedi 27 novembre 2021, les nouveaux centres fermés des îles de Kos et Leros. Tout comme celui de Samos, ouvert en septembre, les camps sont ultra-sécurisés : des barbelés délimitent le lieu, des caméras de surveillance ont été installées dans l'enceinte du site, des portails métalliques contrôlent les entrées des demandeurs d'asile avec des badges électroniques et leurs empreintes digitales. Les migrants peuvent sortir la journée mais doivent rentrer le soir, le centre étant fermé la nuit. Les camps sont dotés de commodités comme l'eau courante, les toilettes et de meilleures conditions de sécurité qui étaient absentes dans les anciens camps. Les deux camps peuvent accueillir chacun 2 140 personnes. L'Union européenne a investi 276 millions d'euros dans la construction de ces nouvelles installations. Athènes a prévu d'ouvrir deux autres camps sécurisés sur les îles de Lesbos et Chios. Quarante cinq ONG et groupes de la société civile grecque ont demandé à l'UE et au gouvernement grec de mettre fin à ces centres fermés. Selon eux, ces lieux "entraveront l'identification et la protection des personnes vulnérables, limiteront l'accès aux services et à l'assistance pour les demandeurs d'asile, et exacerberont les effets néfastes du déplacement sur la santé mentale des individus".

## ITALIE

### **Sauvetage d'une fillette syrienne par un policier italien**

Le soir du 3 novembre 2021, une femme contacte les forces de l'ordre pour signaler un voilier échoué au large de Crotona (Calabre), dans le sud de l'Italie. À son bord, 77 migrants, dont une quinzaine d'enfants, sont à la dérive dans une mer agitée. L'inspecteur, 42 ans, prend l'appel et se dirige rapidement avec son équipe sur la plage. "Il y avait du vent à 20 nœuds, les vagues étaient très hautes, le ressac menaçait de nous aspirer". "Nous avons essayé de rapprocher le radeau de sauvetage et de l'attacher à la poupe du navire, mais la corde s'est détachée et le radeau s'est envolé". Les policiers, accompagnés d'un garde-côte et de deux volontaires de la Croix-Rouge, entrent finalement dans l'eau et "courent péniblement vers le bateau". L'inspecteur arrive le premier

à l'embarcation. Dans la panique, le père de la fillette lui jette son enfant. "Dans l'obscurité - il n'y avait que la lumière lointaine du patrouilleur du capitaine du port - j'ai nagé jusqu'à la terre, luttant contre le courant", se souvient-il. Il tente de calmer l'enfant tremblant en lui caressant la tête. La petite est agrippée à sa chemise, un chapelet dans ses mains, "qu'elle avait arraché dans l'excitation à un de mes collègues qui le portait à son poignet". Les 50 mètres qui séparent le bateau du rivage semblent interminables pour les sauveteurs. "J'avais peur de ne pas y arriver, de trébucher, de la laisser tomber". En deux heures, tous les naufragés sont sortis de l'eau un par un par l'équipe sur place qui a formé une chaîne humaine dans l'eau froide. Les exilés ont ensuite été pris en charge par les membres de la Croix-Rouge. En rentrant chez lui avec son uniforme trempé Luigi Crupi est encore sous le choc. "Tu ne sais à quel point nous avons de la chance, nous, d'être nés au bon endroit", lance le père de famille à sa femme. "C'était très émouvant, parce que quand vous voyez ces enfants, vous réalisez qu'ils ont enduré un voyage terrible, que leurs vies sont entre vos mains, et je sais que je porterai le souvenir de leurs visages jusqu'à la fin de mes jours".

Les garde-côtes italiens ont porté secours dans la nuit de mardi à mercredi 10 novembre 2021 à 396 personnes en détresse à bord d'un bateau de pêche. L'embarcation s'était ensablée près du port de Pozzallo, en Sicile. D'après les autorités, "les mauvaises conditions météo et marines qui empiraient ont rendu les opérations de sauvetage assez compliquées". Entamée à 23h, l'opération s'est poursuivie jusqu'à 2h du matin. Le maire de Pozzallo, a indiqué que les rescapés avaient été hébergés "dans le gymnase municipal" où ils ont été soumis à "des test anti-Covid, avant d'être transférés sur un navire de quarantaine",

Jeudi 11 novembre 2021, une autre embarcation - la 6e de la journée - de 80 personnes, dont 10 mineurs et une femme, a débarqué à Lampedusa. Le groupe - composé d'Égyptiens, de Syriens et d'Éthiopiens - a été transféré dans le hotspot de l'île, déjà occupé par 885 personnes, pour une capacité de 250 places.

Pendant la nuit du 14 au 15 novembre 2021, les garde-côtes ont secouru quelque 300 hommes et jeunes garçons entassés sur un bateau de pêche au large de la pointe sud de l'Italie. Ils ont été débarqués dans le port de Roccella Jonica. Quelques heures plus tard, 212 exilés, des Égyptiens et des Syriens pour la plupart, ont été débarqués d'un deuxième bateau et emmenés eux aussi à Roccella Jonica. La commune italienne de Rocella Jonica a vu plus de 2 500 migrants débarquer sur ses côtes en un mois, depuis octobre 2021. Les embarcations viendraient en grande partie de Turquie. Une situation "intenable", selon le maire de la ville, en passe de devenir un "nouveau Lampedusa". "Aucune commune ne peut gérer seule ce type d'urgence : on n'a pas la force, les compétences, les moyens financiers, les pouvoirs", s'inquiète le maire.

Dans le sud de l'Italie continentale, 240 migrants ont débarqué vers 15h jeudi 25 novembre 2021. Ils ont été emmenés au port de Roccella, en Calabre, après avoir été secourus à 10 miles de la côte par la police et des militaires postés dans la région. Les rescapés, dont 44 mineurs, "sont tous de sexe masculin et de nationalité principalement égyptienne et syrienne". Ils avaient pris place à bord "d'un vieux bateau de pêche, d'environ 25 mètres de long, tombé en panne". Au port, ils ont été soumis à des tests au Covid-19, et "placés temporairement, faute d'espace adéquat, dans une structure récemment construite et gérée par des volontaires de la Croix-Rouge et de la Protection civile". En cinq mois, c'est le 48ème débarquement à Roccella et le 53ème dans la zone, qui a accueilli près de 6 000 exilés. Le maire de la petite ville est dépassé par cette situation. "Aucune commune ne peut gérer seule ce type d'urgence : on n'a pas la force, les compétences, les moyens financiers, les pouvoirs. On n'a que notre bonne volonté, mais je ne veux pas devenir un héros" comme l'ancien maire de la ville calabraise de Riace, figure emblématique de l'accueil et de l'intégration des migrants en Italie.

Les conditions météo en mer Méditerranée se dégradent semaines après semaines : vents violents, températures en baisse et avis de tempêtes. Pourtant, les traversées à bord d'embarcations de fortune à destination de l'Europe ne faiblissent pas. **Dans la nuit** de mercredi à jeudi 25 novembre 2021, les garde-côtes italiens ont porté secours à 296 personnes, dont 14 femmes et huit

mineurs. Tous ont été emmenés sur l'île de Lampedusa, située à 14 miles du lieu de sauvetage. "Le bateau était en difficulté en raison des mauvaises conditions de mer et du nombre excessif de personnes à bord". L'opération de sauvetage, qui a nécessité l'intervention de trois patrouilleurs, a été "particulièrement complexe". Plusieurs passagers étaient déjà à l'eau, sans gilets de sauvetage, lorsque les secours sont arrivés sur place.

Au 12 novembre, le nombre de migrants ayant atteint l'Italie cette année s'élevait à 57 833, contre 31 213 à la même période en 2020 et 9 944 en 2019.

## LITUANIE

Dans la journée du 26 octobre 2021, des migrantes africaines se sont rassemblées devant une porte du camp pour migrants de Medininkai, en Lituanie, en scandant "Liberté". Près de 300 femmes sont logées dans ce camp, ouvert en août 2021 sur le terrain d'une école des garde-frontières. Il se situe à 40 kilomètres de Vilnius, la capitale lituanienne. Seules deux femmes, deux Érythréennes, auraient obtenu l'asile. Les autres ont vu leurs demandes rejetées. Beaucoup ont lancé un recours. La tension s'est exacerbée dans la soirée du 26 octobre 2021 dernier quand des policiers ont aspergé de gaz lacrymogène des femmes qui essayaient de forcer une porte grillagée. Pour expliquer les raisons de cette colère, des migrantes ont diffusé des témoignages vidéo et audio sur WhatsApp, où elles expliquent avoir reçu des produits de première nécessité périmés, et surtout d'être discriminées par les gardiens. Les africaines se plaignent de n'être pas autorisées à avoir des visites, ce qui ne serait pas le cas des irakiennes. « Il y a quelques jours, les gardiens nous ont distribué des serviettes hygiéniques périmées, et on reçoit des produits alimentaires périmés régulièrement. Je pense qu'au-delà des conditions de vie ici, c'est l'enfermement pendant plusieurs mois, le manque d'espace, l'absence de loisirs qui a mis tout le monde sur les nerfs ».

## POLOGNE

Une famille venue du Kurdistan irakien a été repérée par une position GPS qui a été envoyée la Fondation Ocalenie, une ONG polonaise d'aide aux migrants et réfugiés basée à Varsovie. Elle reçoit des alertes concernant la présence de groupes de migrants. Le rendez-vous est en lisière de forêt, près d'un champ de maïs. C'est un père seul et ses quatre enfants, âgés de 8 à 14 ans. "Ils ont très froid et ils ont peur". On leur offre à boire, à manger et des vêtements chauds. Pour que cette famille irakienne échappe à un refoulement, il faut faire une demande d'asile. Mais il faut que la famille veuille l'enregistrer en Pologne, et donc rester en Pologne. Il faut aussi être en mesure d'expliquer que l'on fuit des craintes de persécutions ou des conflits. Ce n'est pas le cas de tous les migrants qui traversent cette frontière. Dans le cas de cette famille, plusieurs éléments lui permettent de solliciter l'asile. "La famille va donner procuration à une personne de l'ONG qui va appeler les gardes-frontières pour leur demander de venir. Elle va les aider dans leur demande de protection internationale en Pologne." Deux heures arrivent des gardes-frontières pour enregistrer la demande. Mais avec la nouvelle loi, ils n'y sont pas obligés. Parfois, ils les ramènent dans la forêt, même s'il y a des enfants. Les médias ont été invités par l'ONG pour aider à faire pression. Ce soir-là, grâce à la mobilisation de l'ONG et peut-être à la présence de plusieurs caméras, la famille sera amenée au poste des gardes-frontières, où elle passera la nuit, au chaud, en attendant la suite de l'instruction de sa demande. Cette famille a pu être aidée parce qu'elle a réussi à dépasser la zone de l'état d'urgence : une bande de 3 km tracée par la Pologne tout du long de sa frontière avec la Biélorussie, formellement interdite d'accès aux organisations comme aux journalistes. Seule chance pour eux de se faire aider, partager avec les organisations présentes à la frontière leur position GPS...depuis une forêt où le réseau internet et téléphonique est instable, et sans électricité pour recharger son téléphone.

Lundi 1er novembre 2021, les médias polonais rapportent qu'un migrant irakien a été retrouvé mort à la frontière entre les deux pays. Pour les fonctionnaires biélorusses, l'Irakien est décédé du côté polonais de la frontière après l'avoir franchie depuis la Biélorussie. Ils affirment que leurs homologues polonais ont obligé d'autres migrants à traîner le corps du côté biélorusse. Un porte-parole des garde-frontières polonais assure que "si un tel incident s'était produit du côté polonais, les services des garde-frontières en auraient été informés". C'est le 10ème demandeur d'asile à mourir sur le territoire depuis le mois de juin 2021. Dimanche 31 octobre 2021, le collectif Alarm Phone a signalé la présence d'un groupe de 40 migrants en détresse au nord de la frontière. "Ces personnes sont coincées depuis 2 semaines sans nourriture et il fait très froid. Ils ont besoin d'une assistance médicale immédiate !" Lundi 1er novembre 2021, le groupe était "toujours coincé dans la forêt", quelques heures avant qu'Alarm Phone ne perde leur contact. "Les garde-frontières polonais empêchent violemment les personnes d'entrer dans l'UE, les privant du droit de demander l'asile".

Lundi 8 novembre, 2021, **des centaines de migrants** en provenance de Biélorussie se sont dirigés ensemble vers la Pologne. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des hommes, des femmes et des enfants emmitouflés dans de gros manteaux, marcher sur la route, leurs quelques affaires à la main. Arrivés à la frontière, près du poste de Bruzgi-Kuznica, ils ont été stoppés net par les autorités polonaises - militaires, policiers et garde-frontières. Selon le porte-parole du gouvernement polonais, 3 000 à 4 000 exilés au total s'étaient regroupés près de la frontière, lundi soir. Certains exilés détruisent la clôture à coups de pelle, ou à l'aide de troncs d'arbres. Ils sont gazés par les militaires et la police. Une partie de la clôture a été détruite. Des militaires polonais ont formé un bouclier humain pour couvrir le trou et tentent de faire fuir les migrants avec un hélicoptère. La foule scande 'Allemagne ! Des coups de feu se font entendre tout près d'un groupe de personnes. "On ne sait pas qui a tiré exactement. Les migrants disent que les tirs viennent des forces de sécurité biélorusses ». Un groupe d'exilés avec des enfants est bloqué derrière un grand portail rouge. À leur droite, des garde-frontières polonais qui maintiennent portes closes. À leur gauche, leurs homologues biélorusses qui empêchent les migrants de rebrousser chemin. Empêchés d'un côté comme de l'autre d'entrer en Pologne ou de revenir en Biélorussie, des centaines de personnes tentent de survivre à la frontière, en pleine forêt et par des températures glaciales. Aux premières heures de ce mardi 9 novembre, le calme règne à la frontière polonaise avec la Biélorussie. Une quiétude qui tranche avec la tension de la veille. Quelques feux de camp ont été allumés pour la nuit. Des tentes dressées à la hâte, serrées les unes aux autres, s'amoncellent sur un terrain boueux en bordure de forêt.

Le porte-parole de la police régionale à Podlaskie a déclaré mercredi 10 novembre 2021 qu'au "cours des dernières 24 heures, la police [polonaise] a détenu plus de 50 personnes près de Bialowieza après qu'elles ont traversé illégalement la frontière". Selon lui, deux groupes séparés de migrants, dont certains se sont enfuis après avoir été arrêtés, sont impliqués. Trois personnes - un Russe, un Lituanien et un Suédois - ont été interpellées pour avoir contribué à "l'organisation de traversées illégales". Ils risquent huit ans de prison. Le ministre de la Défense a précisé que de **petits groupes d'exilés** tentaient encore mercredi matin 10 novembre 2021 de traverser la frontière avec la Biélorussie. "La situation n'est pas calme", a-t-il affirmé à la radio polonaise. "Alors qu'il y a deux jours nous avions **un grand groupe concentré** près de Kuznica Bialostocka et qu'il y avait une tentative de traverser de force la frontière, nous avons dorénavant affaire à des **groupes plus petits, quoique fournis, qui attaquent simultanément la frontière polonaise en plusieurs endroits**".

Politiquement, rien n'est réglé, les deux pays se renvoient la balle. La présidente de la Commission européenne, dénonce "l'instrumentalisation inacceptable des migrants dans un but politique". Outre les sanctions contre Minsk, elle indique que l'UE "va examiner comment sanctionner les compagnies aériennes de pays tiers" qui acheminent les migrants en Biélorussie, et "faire en sorte que les migrants puissent être renvoyés en toute sécurité dans leur pays d'origine, avec le soutien de leurs autorités nationales". Les ministres européens autoriseraient des sanctions

contre "tous ceux qui participent au trafic de migrants vers la Biélorussie", y compris les compagnies aériennes, les agences de voyages et les fonctionnaires.

La Biélorussie rejette la faute sur Bruxelles, qui a envisagé mardi de prendre de nouvelles sanctions contre Minsk. "En vue d'une cinquième série de sanctions, dont ils parlent déjà à l'Ouest, le prétexte utilisé cette fois est la crise migratoire provoquée par l'UE et ses membres frontaliers de Biélorussie", a déclaré le chef de la diplomatie lors d'une rencontre avec son homologue russe à Moscou. Le ministre russe des Affaires étrangères, a abondé en affirmant que Minsk et Moscou avaient renforcé "efficacement leur collaboration pour contrer une campagne contre la Biélorussie déclenchée par Washington et ses alliés européens au sein d'organisations internationales".

Samedi 13 novembre. "Le corps d'un jeune Syrien a été découvert dans les bois, près de Wolka Terechowska", à la frontière avec la Biélorussie. Les causes de la mort n'ont pas pu être déterminées sur place.

Dimanche 14 novembre, une cinquantaine de personnes ont été arrêtées par la police polonaise juste après leur passage de la frontière et expulsées vers le pays voisin. Dans la nuit de vendredi à samedi, "une centaine" d'exilés ont tenté de passer côté polonais mais "à la vue de policiers et de soldats, [ils] se sont enfuis dans la forêt".

Lundi matin 15 novembre 2021, une foule de migrants "acheminée par les forces biélorusses" s'est rassemblée au poste frontalier fermé de Kuznica, a indiqué le ministère de la Défense biélorusse, alors que des vidéos diffusées par l'armée polonaise semblaient montrer des centaines d'exilés face aux rangées de policiers et de soldats polonais.

Les autorités ont dépêché environ 15 000 soldats le long de leur frontière avec la Biélorussie, sans compter la police et les garde-frontières. Malgré cette présence hors-norme, des migrants parviennent à entrer en Pologne et se cachent dans la forêt environnante pour éviter d'être renvoyés manu militari en Biélorussie.

Les garde-frontières polonais accusent les forces biélorusses d'aider les migrants à traverser la frontière. "La nuit, des soldats biélorusses ont tenté de détruire la barrière frontalière provisoire. Ils enlevaient des poteaux et déchiraient les grillages à l'aide d'un véhicule de service. Les forces polonaises étaient éblouies par des rayons laser et effets stroboscopiques", a précisé un message des garde-frontières. La police aux frontières a également affirmé que les Biélorusses "équippaient les étrangers en gaz lacrymogène".

Bielsk Podlaski est une petite ville polonaise d'un peu moins de 30 000 habitants située à une trentaine de kilomètres de la frontière avec la Biélorussie. Elle n'abrite qu'un seul hôpital. Quatre migrants sont hospitalisés en état d'hypothermie, les pieds gelés, avec des traces de coups.

En Pologne, la communauté tatare a enterré, le 15 novembre 2021, Ahmad, un jeune Syrien de 19 ans, mort noyé en tentant de traverser la frontière avec la Biélorussie. Sa famille, restée au pays, a suivi la cérémonie par visioconférence. Devant son cercueil, une poignée de fidèles répète les prières de l'imam de Bohoniki, cette petite commune frontalière où vivent des Tatares de Pologne. Parmi eux, il y a un Syrien qui a émigré en Pologne il y a plus de 20 ans. "Ahmad avait l'espoir de continuer les études qu'il avait commencées en étant dans un centre pour réfugiés en Jordanie. Il cherchait la même chose que tout jeune homme avec des rêves mais il n'y est pas arrivé", raconte-t-il. Un musulman de Bialystok, s'est déplacé pour rendre un dernier hommage au jeune homme disparu. "Ce garçon qui est mort n'a aucune famille ici. Il est seul, c'est un étranger. Nous sentons que c'est notre devoir de venir prier pour lui. Nous comprenons que les autorités et les citoyens polonais aient peur, car ce qui arrive est nouveau pour eux, mais il faut aider ces gens", assure-t-il. Officiellement, onze personnes ont trouvé la mort depuis le début de la crise migratoire mais ce chiffre pourrait drastiquement augmenter. La communauté musulmane se dit prête à enterrer de nouvelles victimes dans son cimetière.

Les forces de sécurité polonaises ont fait usage de gaz lacrymogène et déployé des canons à eau pour repousser des migrants qui tentaient de franchir la frontière, mardi 17 novembre 2021. Ce face-à-face dont la violence s'intensifie de jour en jour a débuté la semaine dernière, près du point de passage entre les villages biélorusse de Bruzgi et polonais de Kuznica. Les tentatives de franchissement de la frontière se sont poursuivies pendant la nuit, a déclaré le ministre de la Défense. "Malheureusement la nuit n'était pas calme non plus. Les méthodes d'attaques à la frontière polonaise sont toujours les mêmes. De plus petits groupes de migrants ont également tenté de traverser la frontière à d'autres endroits". Les autorités polonaises ont accusé les exilés de leur jeter des projectiles (bâtons, bûches, pierres...) ainsi que des grenades assourdissantes. "Des migrants ont attaqué nos soldats et nos officiers avec des pierres et tentent de détruire la clôture", a indiqué le ministère polonais de la Défense. À Kuznica, "nos forces ont utilisé du gaz lacrymogène pour réprimer l'agression des migrants". Neuf policiers, un garde-frontière et un soldat ont été blessés dans les affrontements, ont indiqué des responsables polonais qui ont dit avoir enregistré, mardi 16 novembre 2021, au total "161 tentatives de traversées illégales" de frontières, y compris "deux tentatives de passages en force". Les forces de sécurité polonaises ont arrêté une centaine de migrants alors qu'ils tentaient de franchir la frontière avec la Biélorussie dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 novembre 2021, a annoncé le ministère polonais de la Défense. Il accuse les Biélorusses d'avoir "forcé les migrants à jeter des pierres sur les soldats polonais afin de détourner leur attention". La tentative de franchir la frontière a eu lieu près du village de Dubicze Cerkiewne, a souligné le ministère.

La commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe s'est rendue dans la région, mardi 16 novembre 2021, appelant à une désescalade et à autoriser les organisations humanitaires et médias à avoir un "plein accès" à la frontière. "Nous devons trouver un moyen de désamorcer" la situation. "L'objectif est vraiment d'arrêter la souffrance". Le Premier ministre français a dénoncé mardi 16 novembre 2021 "Le régime Loukachenko instrumentalise de manière inhumaine et éhontée les flux migratoires pour tenter de déstabiliser et de désunir l'Union européenne. C'est intolérable et inacceptable". Bruxelles et Washington ont annoncé, lundi 15 novembre 2021, vouloir élargir, dans les prochains jours, les mesures punitives prises contre la Biélorussie.

L'ONG polonaise PCPM, qui prodigue des soins aux exilés dans la région, a reçu vers 2h26 du matin, jeudi 18 novembre 2021, un rapport selon lequel au moins une personne qui se trouvait dans la forêt avait besoin de soins médicaux. Sur place, il s'est avéré que trois personnes étaient blessées". Un jeune homme, affamé et déshydraté, souffrait de douleurs abdominales. À ses côtés, un couple de Syriens était également blessé. "L'homme avait une blessure au bras et la femme avait reçu un coup de couteau dans la jambe. Leur enfant était mort", les causes du décès ne sont pour l'heure pas connues. La famille se terrait dans la forêt depuis un mois et demi, pour échapper aux forces de sécurité. Au moins 12 migrants ont perdu la vie, presque tous à la suite d'une hypothermie. Les humanitaires, empêchés comme la presse de se rendre dans la zone frontalière, craignent que le chiffre ne soit plus élevé, tant l'accès aux exilés est difficile.

Jeudi soir, 18 novembre 2021, des centaines d'exilés ont tenté de passer en Pologne. "Au début, il y avait 100 personnes, mais ensuite les Biélorusses ont ramené davantage de gens dans des camions. Ensuite, ils étaient 500", a déclaré la porte-parole des garde-frontières polonais. "Quarante cinq ont été arrêtés et ont reçu l'ordre de quitter" le pays.

Le Premier ministre polonais s'est rendu dimanche 21 novembre 2021 dans les trois pays baltes pour parler de la crise des migrants provoquée par le dirigeant biélorusse. "C'est le début d'une longue crise orchestrée par le dirigeant biélorusse et peut-être le Kremlin. "Aujourd'hui, la cible est la Pologne, mais demain, ce sera l'Allemagne, la Belgique, la France ou l'Espagne", a-t-il affirmé, dénonçant "le soutien par derrière de Vladimir Poutine". "Sur la frontière orientale de la Pologne, nous sommes confrontés à un nouveau type de guerre, une guerre dans laquelle les migrants sont des armes, la désinformation est une arme, une guerre hybride" . "C'est la plus grande

tentative de déstabilisation de l'Europe depuis 30 ans. La Pologne ne cédera pas au chantage et fera tout pour défendre les frontières de l'UE." Il ne faut " pas laisser les problèmes qui sont discutés actuellement entre nous et Bruxelles éclipser l'énorme risque réel qui pointe à l'horizon" .

Le bébé de 27 semaines d'une femme irakienne a été enterré, mardi 23 novembre 2021, dans le cimetière musulman de Bohoniki, dans l'est de la Pologne. "Ces gens là n'ont pas quitté leur maison, leur pays pour faire un voyage touristique mais pour trouver une meilleure vie", a insisté lors de la cérémonie l'imam de la communauté tatare locale. "Lorsqu'on a creusé la première tombe, nous espérions que c'était la dernière. Malheureusement ce n'est pas le cas", a-t-il ajouté. Cet enfant est au moins la treizième victime de la crise migratoire des deux côtés de la frontière. La mère a accouché prématurément de son enfant, mort à la naissance. Sur une petite plaque funéraire a été inscrit le nom de l'enfant : Halikari Dhaker. Seulement deux membres de la communauté locale et l'imam ont accompagné le petit cercueil blanc jusqu'à la tombe, alors que la première neige a recouvert les champs environnants. La mère de l'enfant est toujours hospitalisée dans un état grave dans un hôpital de la région. Le père et les cinq autres enfants du couple se trouvent, eux, dans un centre d'hébergement de la ville de Bialystok. Le groupe a été retrouvé par des bénévoles polonais dans les forêts froides et humides de la zone frontalière, le 12 novembre près du village de Narewka.

Un groupe d'environ 200 migrants a tenté de traverser la clôture à la frontière polono-biélorusse, mercredi 24 novembre 2021, dans la soirée. L'incident a eu lieu près du village de Czeremcha. "Ils essayaient de franchir la frontière en s'attaquant aux barbelés", a déclaré la porte-parole des gardes-frontières : "Ils jetaient des branches et des pierres mais la tentative a été arrêtée par nos officiers". Elle a ajouté que les migrants avaient réussi à aplatir une section de la clôture avec des rondins de bois. Cinq migrants, épuisés, ont été envoyés à l'hôpital.

Mardi 30 novembre 2021, la Pologne a prolongé de trois mois supplémentaires l'interdiction d'accès à la frontière biélorusse. Les nouvelles mesures, annoncées tard dans la soirée par le ministre de l'Intérieur prolongent de facto, à partir de mercredi 1er décembre 2021, l'état d'urgence. Le texte a été immédiatement signé par le président. En vertu de la loi polonaise, l'état d'urgence ne peut être décrété que pour une période maximale de trois mois. Ces nouvelles mesures n'ont donc été possibles qu'après l'adoption par le Parlement, d'un amendement à la loi sur la protection de la frontière donnant au ministre de l'Intérieur les pouvoirs de bloquer l'accès à la zone en cas d'incidents à la frontière. L'accès à la zone frontalière reste interdit à toute personne non-résidente, y compris aux membres des ONG aidant les migrants. Le Parlement a aussi rejeté les amendements du Sénat autorisant les journalistes à travailler librement dans la région frontalière. Mais ils pourront désormais demander une autorisation spéciale auprès des garde-frontières.

Bruxelles accuse le régime biélorusse d'avoir orchestré la crise des migrants et de mener une guerre contre l'UE, ce que Minsk dément. Dernière menace en date du dirigeant : la suspension des flux d'énergie russes, si la Pologne fermait sa frontière avec la Biélorussie.

## **L'aide en vert**

Depuis plusieurs semaines, des Polonais vivant à la frontière de la Biélorussie illuminent leur appartement ou leur maison de vert pour passer un message aux migrants arrivant dans la région. Ce signe indique aux exilés qu'ils peuvent venir frapper à leur porte pour obtenir de l'aide : un abri pour la nuit, des vêtements, des vivres ou encore la possibilité de recharger son téléphone. L'initiative, baptisée "**Feu vert**" ("[zielone światło](#)"), a été lancée par un habitant de la zone frontalière, inquiet par les conditions de vie des migrants, alors que l'hiver s'installe dans la région. "Les autorités polonaises, en promulguant des réglementations draconiennes et en légalisant les expulsions, seront responsables de la mort des réfugiés". "Nous autres qui habitons près de la frontière sommes témoins des drames et des souffrances humaines. Nous ne devons pas être dans le calcul, nous devons rester humains". Amnesty Pologne a relayé l'appel sur son compte Instagram.



"Allumez-vous de vert. La couleur verte est symbole d'hospitalité et d'ouverture (...) Rejoignez-nous dans ce geste symbolique. Revendiquez la dignité à la frontière", peut-on lire sur leur publication. Des citoyens ont également publié des tutos pour éclairer leur logement de vert. Sur les réseaux sociaux, des messages ont été passés dans plusieurs langues pour expliquer aux migrants la signification de cette lumière. L'objectif n'est pas d'encourager les exilés à poursuivre leur route, mais simplement de leur offrir une chance de survie.

## VATICAN

Le pape dont *famille aussi a émigré en Argentine* s'est exprimé le 11 novembre 2021. *Nous voyons souvent les migrants seulement comme des "autres" que nous, des étrangers. En réalité, en lisant les données sur le phénomène, nous découvrons que les migrants sont une partie importante de "nous" . Ils renouvellent le visage des villes, le visage des pays»,* formant «une belle mosaïque, qui ne doit pas être entachée ou corrompue par des préjugés ou une haine voilés de respectabilité. Si nous ne parvenons pas à l'intégration, il peut y avoir des problèmes, et graves». Les personnes migrantes sont «une ressource importante pour le renouvellement».

Le pape François commence jeudi 2 décembre 2021 un voyage de cinq jours à Chypre et en Grèce où il défendra à nouveau la cause des migrants et le dialogue inter-religieux, deux priorités de son pontificat. Lors de ce 35eme voyage international depuis son élection en 2013, le pape devrait à nouveau appeler le monde à s'indigner devant la crise migratoire, notamment après les tensions entre l'union européenne et la Biélorussie et le dramatique naufrage dans la Manche.

Avant une grande messe à Athènes, il finira son voyage en passant sur l'île de Lesbos. C'est sur cette île égéenne, située à moins de 15 km des côtes turques, qu'il avait marqué les esprits en avril 2016, en déclarant: "Nous sommes tous des migrants !" Le pape y fera "une déclaration humanitaire, pas une déclaration politique. Il souhaite sensibiliser les citoyens européens à la question des réfugiés, car la Méditerranée est remplie de personnes noyées". "Le pape a l'intention de rappeler de manière forte à toute l'Europe qu'elle a une responsabilité commune". Selon les autorités chypriotes, des négociations sont en cours avec le Vatican pour organiser le transfert de familles de migrants vers l'Italie, comme ce fut le cas en 2016 au retour de Lesbos.

## EUROPE

## BIELORUSSIE

Des milliers de migrants irakiens, syriens, afghans ou yéménites errent dans une forêt entre la Biélorussie et la Pologne depuis des semaines. Alors qu'au moins 10 migrants seraient morts dans cette zone, d'après Varsovie, d'autres font demi-tour après 18 jours dans un no man's land. Trois réfugiés syriens ont quitté leur pays le 15 octobre 2021. Contre 5 300 dollars, un passeur leur avait promis de les faire entrer en Europe. Mais ils se sont retrouvés bloqués entre les soldats biélorusses et l'armée polonaise. Le ton est monté entre les deux côtés, ils s'insultaient et hurlaient. Les militaires biélorusses tiraient des balles à côté d'eux en l'air. Puis les militaires polonais lançaient des fusées éclairantes dans le ciel. Ils ont cru qu'ils allaient mourir. Il y avait d'autres réfugiés avec eux, certains s'évanouissaient. Ils les tenaient debout pour qu'ils ne meurent pas noyés dans la rivière où ils étaient. Les trois amis syriens étaient avec des Afghans, des Irakiens, ainsi que des familles avec des enfants en bas âge. En Biélorussie, les autorités arrêtent les migrants régulièrement, avant de les parquer dans des camps de fortune au milieu d'une forêt. Ils ont bu l'eau des marécages pour ne pas mourir de soif : il fallait bien qu'ils s'hydratent, et mangeaient de l'herbe, ils n'avaient rien d'autre. Après 18 jours, très affaiblis, les trois amis ont réussi à s'enfuir de

ce camp et à quitter la Biélorussie. Ils espèrent rejoindre le Liban, puis obtenir le statut de réfugié et être transférés vers un pays occidental.

Depuis août 2021, des migrants traversent tous les jours par petits groupes les frontières de la Biélorussie en direction de la Pologne et de la Lituanie. Le 8 novembre 2021, des vidéos montrent, sur les réseaux sociaux, une colonne formée par plusieurs centaines de migrants le long de la route menant au poste-frontière de Kuznica-Bruzgi. C'est cependant la première fois qu'un si grand nombre de personnes tentent de franchir cette frontière en même temps. Le 6 novembre 2021, une page a partagé la vidéo d'un migrant appelant les jeunes exilés de Biélorussie à se réunir "demain entre midi et 15 h pour se diriger vers la frontière". Dans la légende de la vidéo, il indique un lien vers une carte Google Maps, qui renvoie vers une station-service située à deux kilomètres du poste frontière de Kuznica-Bruzgi. C'est là qu'ont été filmées plusieurs vidéos du regroupement de migrants tentant la traversée. Quelques jours avant la tentative de traversée observée lundi 8 novembre 2021, des appels à se rassembler avaient été partagés sur plusieurs pages Facebook kurdes. La vidéo a ensuite été relayée dans la chaîne Telegram d'opposition biélorusse. Ils s'adressent aux migrants présents en Biélorussie. Ces deux pages ont été créées en 2019, bien avant même le début de la crise migratoire aux frontières de la Biélorussie. Elles sont animées par des personnes situées en Allemagne, en Irak et en Grèce. Si la Biélorussie favorise ouvertement le passage de migrants vers l'Union européenne depuis l'été, il a été identifié des appels à se rassembler, relayés quelques jours auparavant sur des pages Facebook qui encouragent les Kurdes à partir pour l'Europe via la Biélorussie, malgré la dangerosité de cette route migratoire.

Mercredi 10 novembre 2021, un jeune Kurde irakien de 14 ans est mort de froid dans un camp côté biélorusse hébergeant près de 2 000 exilés, dont des femmes et des enfants, selon un média polonais. Les températures dans la région avoisinent les 0 degrés la nuit. L'information a aussitôt été démentie par Minsk. 'Les informations sur le cas d'un décès de migrant ne correspondent pas à la réalité', ont déclaré les garde-frontières biélorusses. Ils reconnaissent que pendant la nuit, un enfant "s'est senti mal". "Le garçon a été examiné par des médecins de garde dans le camp. Ils lui ont diagnostiqué une hypothermie et lui ont apporté de l'aide. Après l'avoir stabilisé, il est retourné dans sa famille", précisent les autorités. Le média polonais maintient jeudi ses révélations, citant plusieurs proches de l'adolescent. "Je suis sûr à 100% : l'enfant est mort", a déclaré un migrant irakien au journaliste polonais. Depuis le début de la crise cet été, au moins 10 personnes ont perdu la vie à la lisière entre les deux pays. Ces décès seraient liés à l'hypothermie. Il est difficile de savoir exactement ce qu'il se passe dans la région frontalière polono-biélorusse puisque les civils n'ont pas le droit d'y accéder. Les médias et les associations sont interdits d'entrée dans la zone. «Nous avons été retenus aujourd'hui 1h par des militaires et policiers au prétexte que nous nous trouvons «vraiment très près» de la zone. L'arrivée de l'hiver et des températures glaciales inquiètent les associations et les instances internationales. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est dit vendredi 12 novembre 2021 préoccupée par le sort "des milliers de personnes vulnérables qui sont bloquées dans un no man's land aux frontières de la Biélorussie avec la Pologne (...) à la merci des intempéries". Pour se protéger du froid, les exilés ont déployé des tentes près des barbelés, et brûlent du bois afin de se réchauffer. Une "aide humanitaire d'urgence", des couvertures, des vêtements chauds et des couches pour les enfants, a pu leur être acheminée jeudi 11 novembre 2021, a indiqué un porte-parole du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). L'accès à la nourriture et à l'eau est aussi problématique. La Croix-Rouge biélorusse a distribué des vivres mercredi mais pas suffisamment pour les quelque 2 000 migrants présents. Les récits de exilés ayant réussi à entrer sur le sol polonais font état de mauvais traitements de la part des autorités biélorusses. Un syrien raconte que les garde-frontières biélorusses l'ont battu à trois reprises. Beaucoup de migrants signalent des exactions commis en Pologne, par les garde-frontières du pays de l'UE. "Lors de notre première tentative d'entrée en Pologne, la police nous a arrêtés, moi et mon ami, ainsi que deux autres personnes. Deux soldats nous ont fait monter dans une voiture pour nous renvoyer en Biélorussie. Quand je leur ai dit que je ne voulais pas y retourner, ils m'ont

frappé et frappé encore en nous disant de partir".

Cartes (d'après google map) des frontières de la Biélorussie avec la Lettonie, la Pologne et l'Ukraine et la Russie

Trois Syriens venus d'Homs (Syrie) sont arrivés à Minsk, la capitale biélorusse, en vol direct depuis Damas il y a un mois. Très vite, ils ont tenté le passage vers la Pologne et ont été refoulés sans ménagement vers la Biélorussie. Ils sont actuellement en



Pologne, à leur quatrième tentative. Ils sont actuellement sous la protection du Tribunal européen des droits de l'Homme qui leur a délivré des attestations temporaires. Elles devraient empêcher les garde-frontières polonais de les refouler à nouveau en Biélorussie. L'une des coordinatrices de l'ONG «Grupa Granizca» indique : « Nous sommes en train d'attendre les garde-frontières. Ils devraient les emmener dans un de leur bâtiment où ils pourront déposer leur demande d'asile. Nous avons également informé les garde-frontières qu'ils bénéficient désormais d'une mesure provisoire de la part du Tribunal européen des droits de l'homme et qu'ils ne peuvent donc plus être refoulés. Pour s'assurer que les garde-frontières respectent bien cette protection provisoire, une députée polonaise de l'opposition, est venue assister à cette opération dans la forêt. C'est elle qui est la représentante légale de ces trois syriens après avoir apposé son nom sur le document officiel du Tribunal européen des droits de l'homme. Deux garde-frontières finissent par arriver, une heure plus tard. Devant la presse internationale, ils restent courtois et emmènent les trois syriens dans leur fourgon. Une délivrance pour eux qui avouent aussi avoir vu des morts durant leur périple.

L'ONU rappelle que les droits de l'homme des migrants et des réfugiés doivent passer en premier. Face à la situation préoccupante à la frontière, Minsk et Varsovie sont invités à respecter leurs obligations en vertu du droit international et garantir la sécurité, la dignité et la protection des droits des personnes bloquées à la frontière. « Il est vraiment important que leurs droits soient respectés en vertu du droit international des droits de l'homme et des réfugiés », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([HCDH](#)). L'Agence de l'ONU pour les réfugiés ([HCR](#)) est vivement préoccupée par les conditions désastreuses auxquelles sont confrontés les migrants à la frontière entre l'Union européenne et la Biélorussie. Les droits de l'homme des migrants et des réfugiés doivent être respectés « quels que soient leur nationalité, leur statut ou leur situation ». « L'accent mis sur la sécurité et les réponses politiques des deux côtés - notamment le déploiement accru de troupes et la rhétorique incendiaire qui l'accompagne - ne font qu'exacerber la vulnérabilité et les risques auxquels sont confrontés les migrants et les réfugiés ».

Le 18 novembre 2021, certains migrants ont commencé à être évacués par bus loin de la frontière polonaise. L'Irak a annoncé un vol de rapatriement jeudi 18 novembre pour au moins 200

de ses ressortissants bloqués à la frontière, dont des femmes et des enfants. Ce vol devrait partir de Minsk et aurait pour destination d'abord Erbil, capitale du Kurdistan irakien, puis Bagdad.

Jeudi 18 novembre 2021, les garde-frontières biélorusses ont indiqué que "tous les migrants du camp de fortune à la frontière avec la Pologne, près du point de passage Brouzgui, ont été transférés, sur la base du volontariat vers un centre logistique". Dans le hangar ouvert en raison "de conditions météorologiques qui se dégradent" avec des températures proches de 0°C, les quelque 2000 exilés présents recevraient, d'après Minsk, "des repas chauds, des vêtements chauds et des produits de première nécessité". Un répit pour ces personnes, qui ont passé plus d'une semaine dans le froid, en attendant de passer côté polonais.

Le président biélorusse a déclaré vendredi 19 novembre 2021 à la BBC qu'il était "tout à fait possible" que les forces de sécurité du pays aient aidé des migrants à passer la frontière avec la Pologne mais a nié les avoir encouragés à le faire. "Je pense que c'est tout à fait possible. Nous sommes des Slaves. Nous avons du cœur. Nos troupes savent que les migrants vont en Allemagne", "Peut-être que quelqu'un les a aidés. Je ne me pencherai même pas sur cette question," "Je leur ai dit que je n'allais pas retenir les migrants à la frontière et s'ils continuent à venir maintenant, je ne les arrêterai toujours pas, parce qu'ils ne viennent pas dans mon pays, ils vont dans le vôtre". Il a cependant nié avoir attiré des milliers de personnes pour provoquer une crise frontalière.

Cent dix-huit personnes ont quitté, lundi 22 novembre 2021, l'aéroport de Minsk pour rentrer dans leur pays, a déclaré, mardi 23 novembre, un haut responsable du ministère biélorusse de l'Intérieur. Mardi, d'autres migrants attendaient dans la zone d'embarquement à l'aéroport de Minsk pour rentrer dans leur pays, a ajouté le responsable, sans donner de chiffres, ni préciser les nationalités de ces personnes. Il a toutefois indiqué que les ambassades de plusieurs pays, comme la Syrie et l'Irak, étaient en train d'organiser l'affrètement de vols pour rapatrier "leurs ressortissants qui se trouvent dans une situation difficile" en Biélorussie.

## BOSNIE-HERZEGOVINE

Le 19 novembre 2021, les autorités bosniennes ont inauguré le nouveau camp en dur de Lipa, près d'un an après l'incendie des tentes du centre temporaire. Au moment des fêtes de la fin d'année 2020, les images d'exilés grelottant sous la neige dans le canton d'Una Sana avaient fait le tour du monde, symbole de l'échec de la politique migratoire dans les Balkans. Ce nouveau camp en dur avait très vite été promis par les autorités de Sarajevo, mais les retards n'ont cessé de s'accumuler. Cette infrastructure est prévue pour l'accueil de 1500 personnes, dont des familles



D'après Photo : Picture-alliance/AP/Alberto Pezzali

avec enfants, des mineurs non accompagnés et des hommes seuls. Une capacité qui correspond à celle du camp de Bira, en périphérie de Bihać fermé il y a un an à la demande des autorités cantonales. Des milliers d'exilés dorment toujours dehors près de la frontière avec la Croatie.

## ROYAUME-UNI

### Une chorale de réfugiés et de chanteurs professionnels accueille la marionnette géante Amal

La petite Amal, la marionnette géante symbolisant le sort de millions d'enfants réfugiés dans le monde, a parcouru 8.000 kilomètres depuis Gaziantep, au sud-est de la Turquie, jusqu'à Londres en passant par la Grèce, l'Italie, la France, la

Suisse, l'Allemagne, la Belgique. Elle a été accueillie par de nombreux événements culturels et de sensibilisation. Amal a même rencontré le pape François. A son arrivée le 24 octobre 2021 dans la capitale britannique, la marionnette a été accueillie au Royal Opera House, un opéra de renommée mondiale situé à West End, le quartier des théâtres de la ville. Amal - qui signifie "espoir" en arabe - a ainsi été présentée au public par une série de spectacles intitulés "Un lit pour la nuit" ainsi qu'un hommage de la chorale Citizens of the World, une chorale londonienne composée pour moitié (30 personnes) de migrants, de réfugiés, de demandeurs d'asile, de personnes déplacées et soutenues par des chanteurs du Royal Opera. <https://www.youtube.com/watch?v=IDpZug9vGr4&t=6s> Certains des membres de la chorale viennent de pays où ils ne sont pas autorisés à chanter. La cofondatrice et directrice musicale explique que « La chorale a enrichi nos vies d'une manière que nous n'avions pas imaginée. C'est un échange culturel merveilleux. Nous interprétons de tout, du rap en arabe aux chansons galloises et passant par du folklore zoulou. Nous espérons amener les gens à voir le sort des personnes déplacées avec davantage de compassion". Les trois objectifs de la chorale sont : "Guérir les blessures par le pouvoir de la musique, soutenir l'intégration, et mettre en lumière la contribution que les réfugiés et les migrants apportent à notre société. Chanter est une belle façon d'être humain, de partager ce qui nous lie et de se comprendre." Ce projet qui est basé sur la compassion, la dignité et la compréhension.

Un groupe de 29 Afghans, composé notamment d'étudiants et de militants ayant défendu à plusieurs reprises les droits des personnes LGBT+, est arrivé vendredi 29 octobre 2021 au Royaume-Uni pour "commencer leur nouvelle vie". "Sous le régime des Taliban, les personnes LGBT sont parmi les plus vulnérables d'Afghanistan, et beaucoup d'entre elles sont confrontées à des niveaux accrus de persécution, de discrimination et d'agression", souligne le ministère britannique des Affaires étrangères, pour expliquer cet accueil. "D'autres Afghans LGBT vulnérables devraient arriver au Royaume-Uni dans les mois à venir".

Le Royaume-Uni a évacué plus de 15 000 personnes lors du pont aérien de Kaboul dans les deux semaines qui ont suivi le retour au pouvoir des Taliban mi-août 2021, dont près de 8 600 Afghans éligibles au programme ARAP de relocalisation et d'aide aux Afghans ayant travaillé avec les Britanniques.

## **SERBIE**

Tôt mercredi matin 10 novembre 2021, la police serbe a lancé une vaste rafle à travers tout le pays, notamment à Belgrade, Subotica, Sombor, Kikinda, Šabac, Kraljevo, Vranje et Novi Pazar. Au total, sept supposés passeurs ont été arrêtés, ainsi que 991 réfugiés qui vont être transférés dans les camps. «L'État de Serbie ne sera pas un parking pour les migrants. Notre vie quotidienne ne sera pas et ne peut pas être mise en danger par les bandes de passeurs. L'État de Serbie remplira ses obligations internationales, mais prendra également soin de la vie quotidienne de nos citoyens», a déclaré le ministre de l'Intérieur. En décembre 2020, la police de Serbie avait déjà lancé une action similaire.

Deux réfugiés sont morts et 20 ont été blessés, samedi soir 14 novembre 2021, dans un accident de la route près de Pirot, dans le sud-est de la Serbie. Leur combi se serait renversé après avoir tenté de fuir un contrôle de police. Tous les passagers seraient mineurs à l'exception d'un seul. Quatre blessés sont dans un état sérieux.

## **UKRAINE**

Pour éviter un afflux de migrants venus de la Biélorussie voisine à ses frontières, l'Ukraine entend user de la manière forte. Le ministre ukrainien de l'Intérieur a affirmé vendredi que le pays n'hésiterait pas à faire "usage de tous les moyens de protection mis à notre disposition par la loi, y compris les armes à feu".



Vendredi 19 novembre 2021, le ministre de l'Intérieur a déclaré devant le Parlement ukrainien: "Si la vie et la santé des garde-frontières ukrainiens sont menacées, nous ferons usage de tous les moyens de protection mis à notre disposition par la loi, y compris les armes à feu". En clair, les autorités ukrainiennes n'hésiteront pas à tirer à balles réelles sur les migrants. L'Ukraine, frontalière de la Biélorussie et de plusieurs États de l'UE, craint que ces exilés empruntent une autre route et essayent de rallier l'Europe en passant par chez eux. "Nous n'excluons pas la possibilité que la Russie décide d'envoyer intentionnellement un grand nombre de migrants illégaux vers notre territoire à travers la Biélorussie", a jugé le ministre ukrainien de l'Intérieur. "Nous nous préparons à cette situation", a-t-il affirmé, ajoutant néanmoins que la situation actuelle à la frontière entre l'Ukraine et la Biélorussie, longue de 890 km, était "sous contrôle et stable". La semaine dernière, Kiev a annoncé le doublement des effectifs des garde-frontières dans la région de Volyn, à la frontière ouest de la Biélorussie, en déployant 200 soldats supplémentaires dans la zone.

## Organisation internationale pour les migrations OIM

### Etat de la migration dans le monde

96,4 % des personnes, dans le monde, vivent dans le pays où elles sont nées. Le nombre de migrants a représenté 3,6 % de la population mondiale l'année dernière pour atteindre 281 millions de personnes, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans son rapport annuel sur les flux migratoires paru mercredi 1er décembre 2021. Deux millions de personnes de plus auraient entrepris une migration internationale si la pandémie de Covid-19 n'était pas venue bouleverser les liaisons internationales mais aussi le fonctionnement même des pays d'accueil et de leur économie. Pour la seule année 2020, quelque 108 000 restrictions aux voyages ont été introduites et le nombre de passager aériens a chuté de 60 % : 1,8 milliards de passagers, au lieu de 4,5 milliards en 2019. Les migrations internationales ont été ralenties, mais une série de conflits, de violences et de catastrophes naturelles ont eu pour effet le **déplacement interne** dans un même pays de 40,5 millions de personnes. "Nous sommes les témoins d'un phénomène paradoxal qui ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire de l'humanité", a affirmé le directeur général de l'organisation : "Pendant que des milliards de personnes ont littéralement été clouées chez elles par le Covid-19, des dizaines de millions d'autres ont été déplacées dans leur propre pays".

## ASIE

### LIBAN

À l'aéroport de Beyrouth, il y a désormais deux vols directs chaque semaine pour Minsk depuis Beyrouth, opéré par la compagnie biélorusse Belavia. La plupart des voyageurs sont des Syriens réfugiés au Liban. Inutile d'évoquer le danger ou l'instrumentalisation des migrants par la Biélorussie : les jeunes passagers sont déterminés. Ce qui compte, c'est qu'une porte soit ouverte pour partir. Minsk n'est pas la destination finale. Le but est de parvenir en Allemagne. Ils ont emprunté plusieurs milliers d'euros pour ce périple, acheté tout compris visa, billet d'avion, hôtel... Une fois arrivés, il y aura les passeurs. Un trafic juteux pour tout un cercle d'intermédiaires et de voyagistes.

### AFGHANISTAN

#### Les États-Unis poursuivent les rapatriements trois mois après leur retrait

Parmi les personnels qui viennent d'être évacués, « plus de 140 pilotes et membres de l'armée de l'air afghane qui avaient trouvé refuge au Tadjikistan après la prise de pouvoir des talibans », selon le Wall Street Journal qui rappelle que « 400 pilotes réfugiés en Ouzbékistan avaient également été rapatriés en septembre dernier aux États-Unis ». Des pilotes qui ont tous « été

formés par les Américains et sont désormais la cible des talibans ». Le plus dur reste à faire pour « l'évacuation d'environ 10 000 anciens membres de l'armée de l'air afghane et de leur famille », toujours bloqués en Afghanistan.

### **35 footballeuses afghanes fuient les Taliban**

La star américaine de télé-réalité, Kim Kardashian, a financé la venue de trente-cinq jeunes footballeuses de l'équipe nationale junior afghane et leurs familles, soit 130 personnes au total, menacées par les Taliban. Les joueuses étaient bloquées au Pakistan – après avoir manqué le pont aérien de peu - avec un visa d'une validité de 30 jours seulement. Elles craignaient d'être renvoyées à Kaboul mais sont finalement arrivées à Londres à bord d'un vol spécial, financé par l'idole américaine, le 18 novembre 2021. Elles ont atterri très tôt à l'aéroport londonien de Stansted. "C'est un tel privilège de faire partie de cette mission de sauvetage de l'équipe nationale des jeunes footballeuses afghanes !". "Toutes les filles ont le droit d'être ce qu'elles veulent. Elles sont courageuses et c'est vraiment tragique qu'elles aient dû fuir leur pays parce qu'elles pratiquent un sport qu'elles aiment". La star américaine a tenu à remercier plusieurs associations et personnalités pour cette évacuation, dont l'association américaine Tzedek, dirigée par le rabbin de New York, et , le propriétaire du club de Leeds United. Ce transfert a aussi été rendu possible par l'ancienne capitaine afghane actuellement réfugiée à Copenhague, au Danemark. "Cela démontre le pouvoir du football, et du sport en général, comme force au bénéfice du bien et combien la communauté du football est capable de collaborer et de se mobiliser pour sauver des vies". Leeds United a proposé d'accueillir les joueuses dans les équipes juniors afin de redonner à ces filles "un avenir prospère". "Comme les autres personnes que nous avons ramenées d'Afghanistan au Royaume-Uni, les filles de l'équipe féminine afghane recevront un accueil chaleureux, un soutien et un logement", a indiqué un porte-parole du gouvernement britannique.

### **Des boxeurs fuient les talibans**

Le secrétaire général de la Fédération afghane de boxe est bloqué avec 12 athlètes à Belgrade, en Serbie, et craint un renvoi en Afghanistan. Son équipe est arrivée dans la capitale serbe le 23 octobre 2021 pour disputer des matchs dans le cadre du championnat du monde amateurs créé par la Fédération internationale de boxe (AIBA) pour permettre aux athlètes dans l'incapacité de représenter leur pays de participer à la compétition. La fuite de Kaboul ne s'est pas faite sans difficultés. Visa iranien en poche payé à un intermédiaire, la délégation tente de prendre un vol pour Téhéran mais ne trouve pas de billets d'avion. Elle loue une voiture, traverse la frontière et parvient à atteindre la capitale iranienne. Elle demande alors un visa pour Belgrade à l'ambassade de Serbie. Après deux jours d'attente, les joueurs obtiennent le précieux sésame grâce à l'aide d'associations et peuvent prendre part à au championnat. Les combats en Serbie passés, les boxeurs sont accompagnés à l'aéroport mais ils refusent de rentrer en Afghanistan, de peur des représailles. "Les Taliban considèrent que ce sport est contre la Charia. Avant notre venue à Belgrade, les joueurs vivaient cachés et s'entraînaient clandestinement. Les Taliban sont venus me chercher plusieurs fois chez moi mais j'ai réussi à leur échapper. Depuis notre départ, nos familles ont reçu des menaces". La délégation demande donc la prolongation de leur visa aux autorités serbes, qui refusent. À la place, les joueurs reçoivent une obligation de quitter le territoire avant le 28 novembre 2021. "Le délai est bientôt expiré, nous ne savons plus quoi faire" . "Nous sommes coincés ici. Nous ne pouvons pas rentrer en Afghanistan car nous craignons pour nos vies. Nous ne pouvons pas rester en Serbie car nous n'en avons pas le droit. On attend désespérément les réponses des pays étrangers" . Le groupe a demandé à être évacué vers plusieurs pays, mais il a essuyé des refus de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Turquie, de la Suède et du Canada. La France, l'Italie et l'Espagne n'ont pour l'heure pas répondu à leur demande de protection.

### **Les passeurs tournent à plein régime**

Zarandj a été la première capitale provinciale à la frontière iranienne, est aussi devenu une



plaque tournante pour les passeurs. La ville était déjà un haut lieu du trafic d'êtres humains en 2014 et en 2015. On constate partout une progression des infrastructures pour soutenir les voyages migratoires. Les tarifs des trafiquants ont augmenté dans des villes comme Zarandj pour passer en Iran ou encore en Turquie, afin de rejoindre l'Europe : les passeurs exigeaient fin 2020 en moyenne près de 1 500 euros par personne pour se rendre en Turquie. Pour passer en Iran, les passeurs doivent payer des pots-de-vin à davantage de personnes puisqu'il y a davantage de points de contrôle. Ces dernières semaines, le nombre de personnes tentant de franchir la frontière sans papiers aurait doublé depuis 2015, à certains endroits. Entre 400 et 500 camionnettes (chacune transporte 18 à 20 personnes) quittent chaque jour des villes comme Zarandj. Tous les indicateurs montrent que l'hiver sera très difficile. Nous allons voir beaucoup plus de gens partir. Si l'on y ajoute ceux qui sont déjà partis, l'on verra un grand nombre de personnes se trouver en route pour l'Europe." Une enseignante part : "Que pouvons-nous faire ? Nous n'avons pas d'autre choix pour faire manger nos enfants", si son école à Kaboul est toujours ouverte, elle et ses collègues n'ont plus été payées par le gouvernement depuis trois mois. Après avoir quitté Zarandj, le voyage en camionnette à travers le désert dure près de sept heures pour atteindre le Pakistan. De là, les migrants sont passés clandestinement en Iran.

## Crise économique

18,4 millions de personnes en Afghanistan ont eu besoin d'une aide humanitaire depuis le début de l'année. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), au moins neuf millions de personnes sont actuellement "aux portes de la famine". Plus de 75 % du budget de l'ancien gouvernement afghan dépendait de l'aide étrangère. Or, cette aide a été suspendue depuis l'arrivée des Taliban. Début novembre 2021, l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a effectué trois vols de ravitaillement humanitaire à destination des personnes déplacées dans le pays, alors que l'arrivée de l'hiver fait craindre le pire. Dans certaines régions, le thermomètre peut descendre jusqu'à -25 C°. De l'aide supplémentaire devrait être acheminée par la route depuis l'Ouzbékistan. L'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, actuellement chef de l'International Rescue Committee (IRC), estime que la crise actuelle en Afghanistan est "la pire" que le pays ait connue, alors que l'Afghanistan se trouve au bord de "l'effondrement économique". L'Afghanistan a besoin "de fonds pour payer les salaires du secteur public, financer les services de base et débloquer les actifs pour ces services essentiels." Il met en garde la communauté internationale : si l'effondrement économique se poursuit à long terme, "nous en payerons tous le prix".

## IRAK

La crise migratoire continue aux portes de l'Europe : les **Kurdes** d'Irak continuent de prendre la route. Des milliers de migrants tentent d'entrer dans les pays de l'Union européenne depuis la Biélorussie depuis le début de l'été dernier. Parmi eux, une grande partie sont des Kurdes originaires du nord de l'Irak. Ils fuient la crise économique qui ronge la région ainsi que l'autoritarisme des autorités. Chaque année, 10 000 jeunes de la région sortent de l'université et ne trouvent pas de travail. Ils finissent dans le meilleur des cas serveur pour 6 dollars la journée. Ils ne voient pas d'avenir économique pour cette région. En plus de cela, les gens ici n'ont pas l'impression de vivre dignement. Ils disent qu'il n'y a pas de liberté d'expression. Si vous critiquez le gouvernement, vous êtes arrêté et ils peuvent vous jeter en prison sans raison. La confiance dans les partis politiques au pouvoir, mais aussi dans les partis d'opposition est perdue. Malgré les risques sur la route, ils restent déterminés à partir.

## IRAN

Ils sont des dizaines de milliers à quitter l'Iran pour se rendre en Europe, aux États-Unis, au Canada ou encore en Australie. Certains sont des parents dont les enfants vivent déjà à l'étranger, mais la plupart sont des jeunes ingénieurs qui cherchent une meilleure vie. La mise à l'écart des

réformateurs et l'absence de tout espoir de réformes politiques encouragent ceux qui cherchent à partir. L'aggravation de la situation économique, avec une inflation qui dépasse largement les 50%, joue un rôle considérable. Les pays occidentaux sont bien sûr une destination préférée, mais de plus en plus d'Iraniens achètent un appartement en Turquie où ils peuvent obtenir en même temps une carte de résidence. Selon les chiffres officiels, le nombre d'Iraniens qui ont immigré en Turquie a été multiplié par trois au cours des cinq dernières années et il y a désormais quelque 40 000 Iraniens qui partent s'installer en Turquie.

## **TADJIKISTAN**

Onze hommes, femmes et enfants ont été renvoyés de force en Afghanistan le 11 novembre 2021, avant tout examen de leurs demandes d'asile et de protection. Le HCR appelle les autorités tadjikes à s'abstenir de tout retour de demandeurs d'asile afghans vers l'Afghanistan. Selon l'ONU, le Tadjikistan est tenu de permettre l'accès à son territoire aux personnes en quête de protection internationale, en vertu du droit international. Le Tadjikistan doit reprendre immédiatement les procédures de résidence légale et de détermination du statut de réfugié. En effet, le HCR est préoccupé par les obstacles croissants auxquels se heurtent les citoyens afghans en quête de sécurité et d'accès aux procédures d'asile au Tadjikistan de manière plus générale.

À la fin du mois de juillet, les autorités locales ont suspendu la délivrance de permis de séjour à tous les Afghans nouvellement arrivés, alors que ces documents sont une condition préalable aux demandes d'asile. En outre, la commission d'État chargée de l'examen des demandes d'asile a suspendu son travail d'examen des demandes de statut de réfugié. Ces obstacles à l'asile font que les Afghans nouvellement arrivés se retrouvent sans papiers dans le pays et sont passibles d'amendes, d'une éventuelle arrestation et d'une expulsion. Les retours forcés peuvent « exposer les demandeurs d'asile à un risque de persécution à leur retour et constituent donc une violation grave du droit international ».

## **TURQUIE**

La Turquie a interdit vendredi 12 novembre 2021 aux ressortissants d'Irak, de Syrie et du Yémen, de prendre l'avion pour la Biélorussie depuis son sol à partir des aéroports turcs jusqu'à nouvel ordre. Ils ne pourront plus acheter de billets. La principale compagnie aérienne de Biélorussie, Belavia, a indiqué qu'elle se conformerait à cette restriction. La Turquie est le premier pays à prendre une telle mesure. La décision fait suite à la pression croissante de l'Europe. Jeudi 11 novembre 2021, l'Allemagne avait appelé à renforcer les mesures punitives évoquant notamment le ciblage de l'industrie de la potasse, cruciale pour l'économie de ce pays.

## **AFRIQUE**

### **ALGERIE**

Des centaines de familles algériennes attendent, dans l'angoisse, un signe de leur proche parti en mer pour rejoindre les côtes espagnoles. À l'image des proches de ces 12 personnes portées disparues depuis le 17 octobre 2021, et le naufrage de leur embarcation au large de Almeria. Quelques jours plus tôt, un autre bateau avec 21 migrants à bord avait chaviré près de Cadix. Seuls neuf corps ont été retrouvés. Cette route migratoire en mer Méditerranée, empruntée depuis des années par les Algériens pour rejoindre l'Europe, a connu cette année un regain des passages, notamment ces derniers mois. Le 19 octobre 2021, en 72 h, plus de 1 200 personnes ont débarqué en Espagne, à Almeria, Murcia, Alicante et sur les îles Baléares, réparties sur une centaine d'embarcations, d'après l'ONG Heroes del Mar. Selon les autorités espagnoles, près de 10 000 Algériens au total sont entrés clandestinement sur le territoire depuis le début de l'année, soit 20 %

de plus qu'il y a un an. La migration vers l'Espagne est un phénomène ancien mais cette année, il y a eu beaucoup plus de départs", confirme le vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH). Parmi eux, de nombreux "jeunes hommes de 18 à 35 ans, originaires des villes côtières du pays, comme Oran, Mostaganem, Boumerdès ou Alger", précise le fondateur de Heroes del Mar. Ils prennent place, par groupe de 10 à 15 personnes, à bord d'embarcations semi-rigides à moteur. "Certains embarquent même sur des bateaux pneumatiques". Depuis cet été, les petites embarcations de fortune, se remplissent aussi de femmes et d'enfants. Une migration "familiale inédite", dont la racine est dans la morosité économique qui plombe l'Algérie. En 2014, les cours du pétrole chutent drastiquement. Le pays, dont l'économie est dépendante des hydrocarbures, peine depuis à sortir de la crise, malgré quelques efforts de diversification. Conséquence, pour les Algériens : le travail manque. Les jeunes sont la plupart du temps au chômage et vivent chez leurs parents, faute de revenus suffisant. "Pour les personnes sans travail, c'est très dur de survivre dans le pays. Mais même pour ceux qui ont un emploi, la vie est difficile. En Algérie, le droit du travail est peu respecté, et pour l'ouvrier comme le médecin, il est très compliqué de se sentir reconnu. Se projeter dans l'avenir est quasiment impossible, sans compter l'impact de la pandémie de Covid-19. Empêchés de partir de façon légale, à cause des restrictions de visas, beaucoup choisissent de prendre la mer". Et de collecter les 3 000 à 6 000 euros nécessaires pour rejoindre les côtes andalouses.

Le soulèvement populaire entamé en février 2019 contre le système en place, avait pourtant ravivé les espoirs de la jeunesse algérienne. "Les personnes qui pensaient à partir s'étaient ravisées. Ces manifestations de masse, chaque vendredi, promettaient un véritable changement". Deux ans plus tard, leurs attentes ont été douchées par un système qui s'est certes fissuré, mais qui tient bon. La population, dont l'âge médian ne dépasse pas 30 ans, doit encore composer avec une classe politique vieillissante, qui campe sur les acquis de la guerre d'indépendance. "La déception est immense", et la parenthèse, "bel et bien refermée". D'autant plus que "les libertés individuelles se sont restreintes". "la répression ne fait que saper encore davantage leur moral. Ils subissent ce qu'on appelle la 'mal vie', ce sentiment d'oppression un peu diffus, qui vous empêchent de vous projeter. Même si vous êtes en Algérie, votre esprit est ailleurs. Toutes vos ambitions sont guidées par l'ailleurs". Ici, à 18 ans, on organise son départ".

## **CAMEROUN**

Dans la région de l'Extrême-Nord, au Cameroun, les quelque 70 réfugiés nigériens du camp de Minawao tentent depuis quatre ans de stopper l'avancée du désert. Il progresse chaque année de 12 % dans cette région, où il pleut en moyenne trois fois moins que dans le reste du pays. Grâce à ce programme du Haut-commissariat des Nations unies, plus de 360 000 plants ont déjà été cultivés dans la pépinière et plantés sur plus de 100 hectares. Plus de 500 000 arbres doivent être plantés.

## **CENTRE AFRIQUE**

Au moins 70 personnes déplacées internes ont été tuées en dix jours à la suite d'une série d'attaques meurtrières menées par des groupes armés contre des camps de déplacés dans l'est de la République démocratique du Congo.

Lors du dernier incident, au moins 26 personnes ont été tuées dimanche 28 novembre 2021 sur le site de Ndjala dans la zone de santé de Drodro dans la province de l'Ituri. Dix femmes et neuf enfants figurent parmi les morts et 11 personnes ont été blessées. Les assaillants ont utilisé des armes à feu, des machettes et des couteaux. Dans une autre attaque menée le 21 novembre 2021 un groupe de miliciens a attaqué un autre site pour personnes déplacées. 44 personnes ont été tuées et plus de 1.200 abris ont été détruits. Près de 1.000 abris ont été détruits à Tché. Ces attaques ont entraîné un déplacement massif de la population. La plupart a trouvé refuge au site des déplacés de Roe, protégé par les Casques bleus de la Mission onusienne en RDC. Le site est passé de 21.000 à

40.500 habitants en moins de 48 heures. Plus de 5 millions de personnes, qui ont été contraintes de fuir leurs foyers en RDC. La majorité d'entre elles vivent au sein de communautés d'accueil, mais plus de 330.000 sont hébergées dans des sites de déplacement. Les principaux besoins sont la nourriture, les abris et les soins de santé, ainsi qu'une assistance psychosociale.

## **MAROC**

Malgré le renforcement des contrôles, les départs des côtes marocaines en direction des Canaries ou du sud de l'Espagne continuent à un rythme important. Entre vendredi 12 et lundi 15 novembre 2021, la marine marocaine a procédé à plusieurs sauvetages en Méditerranée et dans l'Atlantique. Les autorités ont ainsi porté assistance à 331 migrants "en difficulté à bord de différentes embarcations de fortune". On dénombre 248 migrants originaires d'Afrique subsaharienne, 80 Marocains, deux "Asiatiques" et un Soudanais. Les passagers ont reçu les premiers soins à bord des unités de la marine royale avant d'être acheminés aux ports les plus proches, puis remis aux éléments de la gendarmerie pour les procédures administratives d'usage.

## **NIGER**

Une équipe de trois policiers français et trois espagnols, en collaboration avec une douzaine d'agents nigériens, ont procédé à l'interpellation de plusieurs membres d'un réseau de trafic illicite de migrants, qui transitaient du Niger vers l'Europe. L'enquête était menée depuis le mois d'août, a-t-on appris vendredi 29 octobre 2021. Trois trafiquants ont été arrêtés cette semaine à Zinder, dans le sud du Niger, alors qu'ils transportaient une quinzaine de migrants. Le principal logeur a également été interpellé alors qu'il hébergeait une quinzaine d'exilés à son domicile de Maradi. Deux autres passeurs ont aussi été interpellés, cette fois à Agadez, dans le centre du pays. Le trafic avait pour origine la ville de Kano, au Nigeria voisin, d'où sont originaires les personnes qui devaient rallier l'Europe. Les trafiquants devaient les mener en Grèce ou en Italie - où ils ne sont jamais parvenus - en passant par la Libye (voir lettre 15). Depuis 2019, 150 filières ont été démantelées et 543 trafiquants écroués. Le gouvernement nigérien a multiplié les initiatives visant à stopper les passages ; renforcement des contrôles aux frontières, équipement des postes de police frontaliers, patrouilles plus nombreuses, et création de la compagnie mobile des contrôles des frontières. Sous la pression policière, les passeurs se tournent vers des routes de contournement, moins exposées aux contrôles et donc plus dangereuses pour les migrants. Victimes des trafiquants, les migrants deviennent des victimes collatérales de la politique migratoire du gouvernement nigérien.

## **OUGANDA**

Les provinces congolaises du Nord-Kivu et de l'Ituri sont placées depuis le 6 mai 2021 en état de siège pour lutter contre des groupes armés qui terrorisent les populations civiles. Des hommes armés non identifiés ont attaqué, dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs sites militaires de Bunagana, une zone située à 80 km de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, à l'est de la RDC. Quelque 8.000 personnes ont traversé la frontière à Bunagana et 3.000 autres au poste frontière de Kibaya, dans le district de Kisoro, qui borde la frontière côté Ouganda. Ces deux villes sont situées à environ 500 km au sud-ouest de la capitale ougandaise, Kampala. « Les nouveaux arrivants ont indiqué au personnel du HCR que des combats se déroulaient dans les villages de Binja, Kinyarugwe et Chanzu. De nombreuses personnes sont arrivées avec des ustensiles de cuisine, des matelas, des vêtements et du bétail, rassemblés à la hâte lors de leur fuite ». Les frontières de l'Ouganda sont en principe fermées aux demandeurs d'asile en raison des restrictions

liées au nouveau coronavirus, mais le gouvernement a fait une exception humanitaire afin de permettre aux personnes de fuir les violences. L'Ouganda a accordé un passage sûr aux personnes en quête de sécurité. Le HCR a déjà relocalisé environ 500 demandeurs d'asile dans le centre de transit de Nyakabande, qui peut accueillir jusqu'à 1.500 personnes. Les demandeurs d'asile y sont soumis à un dépistage de la Covid-19 et sont enregistrés. Ils reçoivent de l'eau, de la nourriture, des abris collectifs et d'autres articles tels que des couvertures. Un système est en place pour identifier et suivre rapidement les personnes ayant besoin d'une aide d'urgence. L'Ouganda, un pays qui accueille plus de réfugiés que tout autre pays d'Afrique.

## SENEGAL

Une pirogue avec 82 personnes à bord a chaviré en plein océan Atlantique, suite à une entrée d'eau au niveau de la coque. Elle a été secourue par deux vedettes de la Marine sénégalaise à 86 kilomètres au large de Saint-Louis, dans le nord du pays. Partie de Gambie lundi 1er novembre, l'embarcation avait été repérée par un avion de patrouille espagnol, basé temporairement à Dakar dans le cadre de la coopération entre l'Espagne et le Sénégal contre l'immigration clandestine. Grâce à l'action des équipes des vedettes, tous les passagers ont été sauvés et embarqués à bord des navires de la Marine nationale puis ramenés sains et saufs à la base navale amiral avant d'être mis à la disposition de la police de l'air et des frontières. Parmi les personnes qui prennent place à bord de ces embarcations de fortune, nombreux sont les Sénégalais. Les personnes les plus susceptibles de migrer ne sont ni les plus pauvres ni les plus riches. La plupart des migrants disposent de ressources économiques qui leur permettent d'assumer les coûts de la migration ; ils ont fait des études de niveau moyen ou supérieur. Cette caractéristique augmente leurs chances de trouver un emploi en Europe et renforce leur motivation dans ce sens.

## AMERIQUE

### MEXIQUE

Vendredi 19 novembre 2021, quelque 600 migrants issus de douze pays (Guatemala, Honduras, Nicaragua, Bangladesh, Ghana, Inde, et Cameroun) ont été secourus au Mexique alors qu'ils voyageaient entassés dans les conteneurs de deux camions. Il y a des enfants, des mineurs, des femmes enceintes, des personnes malades. Des instances de protection de l'enfance vont être saisies « pour les cas des familles ou des mineurs qui voyagent seuls », a précisé l'INM qui doit se prononcer sur « la présence et les conditions de séjour » de ces migrants au Mexique. Deux options se présentent, soit le « retour assisté », soit « l'opportunité de rester (au Mexique) à travers une démarche de régularisation ».

Plus de **190 000 migrants** ont été comptabilisés par les autorités mexicaines entre janvier et septembre 2021, soit trois fois plus qu'en 2020. Quelque **74 300 personnes ont été expulsées**.

### MEXIQUE-USA

41 225 migrants sans papiers ont été placés en détention pour le seul mois de septembre 2021. La tendance des arrestations de migrants en situation illégale est à la hausse au Mexique depuis longtemps et ces derniers mois le rythme s'est réellement intensifié. Le durcissement de la politique migratoire mexicaine est directement lié aux États-Unis qui mettent la pression. Durant le mois de Juillet 2021, les deux gouvernements se sont mis d'accord pour coopérer sur la question migratoire. En contrepartie d'un programme de développement de l'Amérique centrale, le Mexique renforce la lutte contre la migration illégale et doit empêcher que les migrants qui viennent du Guatemala, du Salvador ou du Honduras arrivent jusqu'à la frontière des États-Unis. Le président

du Mexique justifie les arrestations en disant que les détentions et les expulsions sont pour le bien des migrants, que c'est pour prendre soin d'eux. Il est trop risqué de permettre aux migrants d'Amérique centrale d'aller vers le Nord.

## **USA**

Les experts de l'ONU ont indiqué que les politiques américaines dissuadent les Haïtiens de demander une protection, notamment l'asile, et les contraignent à retourner dans d'autres pays, où ils sont confrontés à un climat de discrimination raciale, de violence sexiste et de violence xénophobe. En accélérant l'expulsion collective des migrants haïtiens, les États-Unis soumettent un groupe de migrants majoritairement noirs à des risques inadmissibles de refoulement et de violation des droits de l'homme sans aucune évaluation individualisée. Le droit international interdit les expulsions arbitraires ou collectives. Les États ne peuvent pas considérer que tous les migrants d'une certaine nationalité constituent en soi des menaces pour la sécurité nationale, et tous les migrants, quels que soient leur nationalité, leur race ou leur statut migratoire, doivent se voir garantir les protections prévues par le droit international. Or, la politique américaine du "Titre 42" autorise l'expulsion collective de tous les migrants et demandeurs d'asile qui cherchent à franchir les frontières terrestres américaines, sans évaluation individuelle de leur situation et de leurs besoins de protection.

Les États-Unis ont enregistré l'entrée illégale de 1,7 million de personnes en provenance du Mexique sur leur territoire entre octobre 2020 et septembre 2021.

## **Témoignages**

### **Quelles finances pour s'installer en France ?**

Séverin a 34 ans. A la suite de la séparation de ses parents et du décès de sa maman qu'il a accompagnée jusqu'à son dernier souffle, il a quitté le Cameroun en 2012. Après deux ans de galère à travers l'Afrique où il a été hospitalisé au Maroc suite à une chute qui lui a provoqué de graves blessures, il est entré en France en septembre 2014. Grâce à l'accompagnement de l'ADEM (Association d'Entraide aux Migrants à Vernon) il a été hébergé par une famille, il a obtenu une promesse d'embauche en CDI plein temps dans une boutique de réparation de téléphones GSM à Paris et il a obtenu un titre de séjour en juin 2018. A l'occasion d'un séjour pour des vacances à Douala au Cameroun, il a rencontré Solange, 26 ans, étudiante en 3ème année à la faculté des sciences de l'université de Douala. Bébé Denis est né de leur union le 2 novembre 2020. Lors d'un nouveau séjour, Solange et Séverin se sont mariés à Douala le 12 mars 2021. Ils viennent de recevoir la décision du préfet de l'Eure qui autorise la venue en France de Solange et du bébé Denis. Quelle immense joie ! Mais en même temps Séverin rencontre une grave difficulté : le smic mensuel qu'il perçoit lui permet tout juste de couvrir ses frais et ceux de sa famille au Cameroun. Il n'a donc pas de provision pour financer ce « regroupement familial ». Lien vers la cagnotte

### **En Tunisie, des mères pleurent leur fils mort en mer**

Fatma vient de finir de cuisiner son couscous. Elle entre lentement dans le salon. La décoration est sommaire. Une table à manger, quelques chaises en plastique, des matelas au fond du salon qui seront installés au sol la nuit venue pour son plus jeune fils, habillent la pièce. Dans la chambre d'à côté, son mari regarde la télévision. Habillée d'une jellaba bleue ornée de broderie et coiffée d'un tissu vert sur la tête pour couvrir ses cheveux, Fatma a les traits du visage tirés. Cette femme de 65 ans a perdu un de ses trois fils en mer en 2011. Depuis 10 ans, elle pleure sa perte. Fatma habite à Zarzis, dans le sud de la Tunisie, à quelques kilomètres de la mer. "Il n'est pas mort, il est sûrement en Italie", se rassure-t-elle. Le corps du jeune homme, alors âgé de 21 ans, n'a jamais été retrouvé. Il a disparu après son départ des côtes tunisiennes dans l'espoir de rejoindre

l'Europe, sans prévenir ses proches. "Mais non maman, il est mort, sinon on aurait de ses nouvelles", lui répond agacé Ali, le benjamin de la famille. La réalité bouleverse Fatma. Elle tente de contenir ses larmes. En vain. Elle insiste pour nous emmener dans sa chambre afin de nous montrer la photo de son fils disparu. Le cadre du défunt entouré de ses parents trône au-dessus du lit conjugal. Quelques minutes plus tard, son mari la rejoint, l'air hagard. Pas un mot ne sortira de sa bouche mais son regard triste parlera pour lui. Sans corps, difficile pour la famille de faire son deuil. Les époux ne sont pas les seuls dans cette situation. Depuis 2011, au moins 34 personnes originaires de Zarzis ont disparu en essayant d'atteindre l'Italie. Et depuis le début de l'année, plus de 10 000 personnes ont rejoint l'Italie depuis la Tunisie. Un chiffre en hausse de 27% par rapport à la même période en 2020. La faute à la crise économique puis à la pandémie de Covid-19 qui a accentué la précarité de la population et anéanti les rêves d'avenir de la jeunesse tunisienne.

Samia et son époux partagent la même peine. Leur fils étudiant en master à l'université de Tunis n'a plus donné signe de vie depuis le 17 février 2021. Ce jour-là, Fedi est monté dans le bateau de pêche de son cousin et n'est plus jamais revenu. "Dès que j'en parle, je sens la chaleur qui monte à l'intérieur de mon corps. Je n'aurais jamais pensé que mon fils ferait ça. Il avait tout ici, je ne sais pas ce qui lui est passé par la tête", dit-elle au téléphone. Professeure d'histoire-géographie, elle vivait avec son mari dans une maison confortable sur la côte nord-est de la Tunisie, à Kelibia. Depuis le drame, les parents ont quitté la demeure familiale, trop chargée en souvenirs. Ils se sont installés dans un autre quartier de la ville. Le père est très affaibli, il ne mange plus beaucoup et a perdu beaucoup de poids.

Lorsque Jalila répond au téléphone, sa voix est faible. Ses deux fils sont morts en tentant la traversée de la Méditerranée en 2019. Âgés de 22 et 24 ans, Mahdi et Heidi non plus n'avaient pas averti leurs parents de leur voyage. Un jour, sans nouvelle de ses deux garçons depuis de longues semaines, une amie lui envoie le lien d'un article de presse italien sur un naufrage en mer. Sur les photos, elle reconnaît les tatouages de ses fils. La mère de famille a mis deux ans pour récupérer les corps de ses enfants et les enterrer à côté de chez elle. Jalila dit n'avoir reçu aucune aide de l'État tunisien. Tous les jours, elle frappait à la porte du ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger. Sans jamais avoir de réponse. "Je me suis débrouillée toute seule. J'ai réussi à obtenir un visa grâce à un député tunisien et la prise d'ADN a été faite par la Croix-Rouge. Le gouvernement ne veut pas aider les mamans à retrouver leur fils", peste-t-elle.

Jalila et Samia font partie d'une association des mères de migrants disparus. Ensemble elles luttent contre les autorités pour obtenir la vérité. "Il y a des milliers de disparus et personne ne s'occupe des familles", râle Jalila. Grâce à l'aide d'un collectif italien, sept mères ont passé six jours en Sicile début octobre pour prendre contact avec des avocats et tenter d'obtenir des informations. Elles ont aussi donné leur ADN dans un laboratoire conçu pour les migrants décédés. "Mais jusqu'à ce jour, je n'en sais pas plus", souffle Samia. "Je ne sais pas s'il est vivant ou mort".

Ces familles décimées n'ont qu'une crainte : qu'un autre enfant traverse la Méditerranée. Fatma s'inquiète pour son fils de 27 ans. À sept reprises, Ali a pris place à bord d'un canot pour atteindre l'Europe. Toutes ses tentatives ont échoué mais il reste déterminé à retenter sa chance. "Quand il ne rentre pas le soir, je comprends qu'il a pris la mer. Je ne dors pas de la nuit, je regarde mon téléphone dans l'attente d'un message de sa part". Debout à ses côtés, Ali est affecté par la peine de sa mère mais il n'en démord pas : il ne s'arrêtera pas tant qu'il n'aura pas atteint son but.

### **Un tunisien de 27 ans : "Soit je meurs en mer, soit j'arrive à atteindre l'Europe"**

Ce Tunisien de 27 ans, dont le frère aîné a disparu en mer, reste déterminé à retenter sa chance, en dépit des risques. À sept reprises, il est monté dans un canot pour atteindre les côtes italiennes depuis une plage de Zarzis située à environ 260 km (dans le sud de la Tunisie). À chaque fois, il y a un problème : je suis récupéré par les autorités ou alors le moteur tombe en panne. Je n'ai pas de chance. Ma première tentative remonte à 2011, la dernière au mois d'août 2021. Cet été, avec les 14 autres passagers, on a croisé les garde-côtes libyens en pleine mer, dans les eaux



internationales. Ils ont tiré dans l'eau autour de notre canot pour nous faire peur et nous empêcher de continuer notre route. Les garde-côtes voulaient nous faire monter dans leur navire et nous envoyer en Libye. Heureusement, la garde maritime tunisienne était également dans la zone. Ils ont négocié avec les Libyens et ont pu nous récupérer pour nous déposer à Zarzis. La traversée me coûte à chaque fois entre 4000 et 6000 dinars [entre 1200 et 1800 euros,]. J'économise plusieurs mois pour payer cette somme et, parfois, des amis m'aident. Pendant longtemps, j'ai jonglé entre deux emplois : j'étais serveur dans un café et dans un hôtel de Zarzis lors de la saison touristique. Je travaillais 10 heures par jour pour un salaire de misère. Je gagnais environ 600 dinars [environ 180 euros]. J'ai donc décidé de mettre fin à mes contrats en début d'année 2020 pour me concentrer sur mon départ. Je n'en pouvais plus de me tuer à la tâche pour un salaire qui ne me permettait pas de vivre décemment. En Tunisie, tu travailles et tu te tais, ou bien tu pars. Dans mon quartier, tous les jeunes ont fui vers l'Italie. Il ne reste plus personne, je suis le seul à être encore là. Même si mon frère a disparu en mer en 2011, ça ne me fait pas peur. De toute façon, on est déjà mort chez nous. **C'est soit je meurs en Méditerranée, soit j'arrive à atteindre l'Europe.** Il n'y a pas d'autres alternatives. Mon but est d'aller en France, j'ai des amis là-bas. Je veux juste y rester quelques années, travailler et revenir à Zarzis pour construire une maison à ma famille. Je m'en fiche d'avoir des papiers en règle en France, je ne souhaite pas y rester longtemps. Mes parents s'inquiètent, ils ne veulent pas que je parte de cette façon mais ils savent que je suis déterminé. Je prévois de reprendre la mer dans les jours qui viennent. Chaque soir, j'attends un appel du passeur. Je n'arrêterai pas tant que je n'aurai pas atteint mon objectif."

### **Deux ans en Libye, elle a été violée et donné naissance à une fille**

Elle a fui la Côte d'Ivoire en 2015 avec sa petite sœur après l'assassinat de son mari, proche du clan Gbagbo. Un temps installées dans le nord Mali, elles ont pris la route vers l'Algérie pour échapper aux djihadistes. Mais les deux femmes ont rapidement été renvoyées vers Agadez, au Niger, par les autorités algériennes. De là, elle et sa sœur ont pris la décision de rejoindre la Libye au début de l'année 2019. "Lorsque nous sommes arrivées en Libye, nous avons été vendues par les passeurs et envoyées dans une prison de Sabbah [ville du centre de la Libye, tristement connue pour son marché aux esclaves,]. Chaque matin, on voyait des cadavres de femmes et d'hommes, morts sous les coups des gardiens. On devait déboursier 1000 euros pour sortir de détention. Les hommes qui n'avaient pas cette somme étaient torturés : les Libyens leur versaient de l'acide sur le corps ou les électrocutaient. Les femmes étaient violées. Une nuit, tous les détenus – une centaine – sont parvenus à s'enfuir pendant que les gardes dormaient. C'est à ce moment-là que j'ai perdu la trace de ma sœur : elle a couru dans un sens, et moi dans l'autre. J'étais alors enceinte de six mois, fruit d'un viol en prison dès mon arrivée à Sabbah. J'ai passé la nuit sur un chantier. Un migrant ghanéen m'a aidée à sortir de la ville et à rejoindre Tripoli. On est restés ensemble, il s'est occupé de ma fille quand elle est née. J'ai très vite posté la photo de ma sœur sur Facebook. J'ai appris plus tard qu'elle avait été arrêtée et renvoyée en prison. Sept mois plus tard, elle est sortie de détention et a trouvé de l'aide. L'homme qui l'a recueillie a également mis des photos de moi sur ses réseaux sociaux. Coup de chance, le Ghanéen avec qui je vivais connaissait le migrant chez qui ma sœur était hébergée. Un soir, il a vu la photo de ma sœur. 'Elle est vivante, elle est chez un ami', m'a-t-il dit. Ils nous ont réunies à Tripoli. Quand on s'est vus, on s'est pris dans les bras et on a pleuré pendant de longues minutes. Nous sommes ensuite restées ensemble. Plusieurs fois, je suis sortie pour aller acheter de la nourriture, et j'ai été kidnappée par des miliciens. J'ai fait plusieurs séjours en prison. Je payais les rançons, je sortais, puis, je retrouvais ma sœur dans l'appartement. En tout j'ai fait neuf prisons en Libye. J'ai passé la quasi-totalité de mon séjour en centre de détention. Ma sœur a vécu les mêmes atrocité : elle a eu deux enfants en Libye. La dernière prison a été celle de trop. Je ne voulais pas prendre la mer, j'avais trop peur mais je ne pouvais plus rester en Libye. Je préférais mourir en mer. Même si tu ne veux pas aller en Europe, tu fais la traversée pour fuir le pays. Nous avons donc pris la décision avec ma sœur de monter dans un canot en juillet 2020. Au dernier moment, sur la plage de Zaouia [ville à l'ouest de Tripoli, lieu des départs d'embarcations de migrant], j'ai voulu faire demi-tour. J'étais terrorisée. Mais je n'avais plus le choix. Le passeur

libyen a tiré des coups de feu en l'air pour que je monte dans le bateau. Lors de la traversée, j'ai failli mourir. En essayant de récupérer le bébé de deux mois de ma sœur qui venait de tomber dans l'eau, j'ai moi aussi glissé dans les vagues. J'ai soulevé d'une main l'enfant pour qu'il ne se noie pas et j'ai nagé de l'autre main. Des hommes du canot ont plongé et nous ont aidés à sortir. Au bout d'une semaine en mer, avec très peu d'eau et de nourriture, le bateau s'est percé. L'eau rentrait à l'intérieur. Heureusement, nous avons été secourus par les garde-côtes tunisiens. Avec le courant, notre embarcation avait dérivé près de leurs côtes."

### **Un ancien humanitaire et chanteur syrien, a traversé la Biélorussie et la Pologne pour se rendre en Allemagne.**

Le message de détresse a été envoyé le 9 octobre 2021 : *« Je suis en mode survie, je dois juste sortir de cette forêt vers l'endroit le plus sûr, au besoin retourner au Liban, ça me va, je ne vais pas bien du tout. »* Des enregistrements vocaux comme celui-là, Ahmad, Syrien de 32 ans originaire de Homs, en a envoyés une bonne dizaine aux ONG. Son témoignage rare permet de documenter une réalité poignante pour les défenseurs des droits humains.

Le jeune homme a survécu à 20 jours dans la forêt qui sépare la Biélorussie de la Podlasie, au nord-est de la Pologne. Trois longues semaines passées dans le froid, sans vivres, coincé entre la police de Minsk qui l'empêche de faire marche arrière et les 6 000 militaires déployés par Varsovie pour épauler les gardes-frontières afin de barrer les entrées.

En Pologne, l'état d'urgence est décrété depuis le 2 septembre 2021 dans cette zone interdite aux ONG, accessible aux seuls résidents. Toute forme d'aide est passible d'une convocation devant un juge. Ahmad s'en tire bien. Il est à présent en lieu sûr en Allemagne, dans le Brandebourg, au camp de transit d'Eisenhüttenstadt, où il attend d'obtenir un hébergement pérenne ailleurs sur le territoire. D'autres ont eu moins de chance et y ont perdu la vie. Les organisations de solidarité ont peur du nombre de corps qu'elles pourraient découvrir, une fois la zone libérée.

Pendant son périple, Ahmad avait un smartphone en poche. Il a eu le réflexe d'envoyer photos, sons, vidéos, et autres documents médicaux datés, comme des bouteilles à la mer. Les associations se souviendront de lui comme d'un témoin clé, d'autant que ce parfait anglophone a lui-même travaillé auprès du Norwegian Refugee Council (NRC) pendant sept ans au Liban, sa première terre d'asile.

*« C'est la première fois que les associations ont affaire à un individu dont elles connaissent la biographie détaillée, explique une chercheuse franco-polonaise à Oxford qui a fait le lien entre le Syrien et le collectif solidaire Grupa Granica. Il nous a aussi autorisés à partager les messages vocaux qu'il m'a envoyés au cours des dernières semaines, ce qui nous donne un bon exemple de ce qui est en train de se passer. »*

Diplômé d'un bachelor en design d'intérieur, Ahmad a poursuivi ses études en tant que réfugié au conservatoire national du Liban. Ses talents de chanteur/compositeur lui ont valu plusieurs passages à la télévision. *« Après l'explosion de Beyrouth, Ahmad a perdu son dernier espoir dans le Liban, comme nous tous. Beaucoup d'entre nous sont partis, Ahmad aussi »,* résume son ancienne cheffe du Norwegian Refugee Council.

Arrivé en Biélorussie en septembre, il misait sur trois jours à la dure avant d'entrer dans l'Union européenne et de rejoindre l'Allemagne où des amis l'attendaient. Cette route devait être la plus simple, la moins chère, la moins risquée aussi, depuis que le président biélorusse a annoncé qu'il laisserait passer les migrants en direction de l'UE, en réponse aux sanctions européennes contre son régime.

Son plan consistait à acheter un billet d'avion jusqu'à Minsk pour quelques centaines d'euros (de nombreux vols transitent via la Turquie ou la Russie) ; puis un taxi devait venir le chercher et le déposer jusqu'à Grodno, ou Brest, à la lisière de la Pologne ; et après quelques heures de marche dans la forêt, un autre taxi devait le prendre de l'autre côté de la frontière pour enfin l'emmener

directement en Allemagne. Rien ne s'est passé comme cela. *« La vérité, c'est que j'ai enduré vingt jours de faim, de soif, de mauvais traitements et de gel »*, raconte-t-il depuis l'Allemagne.

L'un des réseaux de passeurs lui a pris son argent sans jamais l'aider à atteindre la terre promise. Ahmad est vite arrivé à court d'eau potable et de barres protéinées. *« J'ai fini par boire l'eau des marais. Une ONG locale m'a localisé et venait me voir pour me fournir de quoi tenir. »* Grâce à Grupa Granica, qui se finance via des collectes en ligne, il trouve également de quoi recharger son téléphone. Juste assez pour envoyer un dernier SOS, en cas de danger.

Certaines de ses alertes ont été lancées avec 2 % de batterie. *« J'ai été battu à deux reprises par l'armée biélorusse parce que je leur disais que j'étais malade et que je voulais rebrousser chemin à l'aéroport. Et j'ai été cinq fois placé en détention par les gardes-frontières polonais qui m'ont rejeté à chaque fois dans la forêt. »*

*« Les gardes-frontières sont venus me chercher, ils m'ont repris la couverture qu'on m'avait donnée et m'ont jeté de force en pleine forêt dans une nouvelle zone isolée. »* Ahmad a encore un peu de batterie, il peut envoyer un dernier message : *« Ça va continuer ainsi de suite, jusqu'à ce que je meure. »*

Les vidéos d'Ahmad montrent les autorités polonaise et biélorusse se faisant face. Mardi 12 octobre 2021 à 18 h 34 précises, il fait déjà nuit. Le froid et l'humidité ont envahi l'épaisse végétation. Depuis la lisière de la forêt, Ahmad filme à couvert de la forêt au-dessus du fragile feu de camp. Dans sa vidéo, on entend une voix de synthèse à la syntaxe approximative, crachée du haut de mégaphones à contre-jour des phares d'un véhicule de patrouille. Elle hurle le même message dans quatre langues, l'arabe, le persan, l'anglais, et le français. *« ... traverser la frontière à cet endroit est un délit puni de trois années d'emprisonnement. Après avoir traversé la frontière, vous serez renvoyé dans le pays d'où vous venez... »*

Cette fois, Ahmad ne se fait pas refouler dans une nouvelle zone isolée. Il finit par trouver la position GPS de son nouveau transporteur, côté polonais. Quelques heures plus tard, il est en Allemagne. Il retrouve ses compagnons de route, dans le camp de transit d'Eisenhüttenstadt. Depuis cet été 2021, 6 100 migrants passés par la Pologne ont pris le même chemin vers l'Allemagne, essentiellement des Irakiens, des Syriens, des Iraniens et des Yéménites. Ahmad a été affecté à un Land selon la clé de répartition de l'accueil dite de « Königstein ».

Peut-être rejoindra-t-il l'un de ses amis qui vient de partir pour Munich, en Bavière ? Il espère aussi faire fructifier son expérience d'humanitaire. *« Il a travaillé si dur jour et nuit pour que les réfugiés vulnérables reçoivent l'aide dont ils avaient besoin. Il mérite d'avoir les opportunités que le Liban et la Syrie ne lui ont pas offertes »*, indique son ancienne responsable.

Ahmad rêve de reprendre la musique. À présent, l'une de ses compositions, « Ta'abni el Tareeq » (« Je me lasse du chemin »), sonne comme une prémonition : *« J'ai perdu ma route, je n'ai pas d'amis en cette nuit solitaire, laisse-moi dormir et me réveiller, je veux oublier tout ce qui s'est passé. »* Des arabesques vocales qu'il ne chantera plus jamais comme avant.

## **Lire ou écouter**

Après " QUE SONT-ILS DEVENUS ?" paru en 2018, Réseau Éducation Sans Frontière vient de faire paraître sa nouvelle brochure (<http://www.resf78.ouvaton.org/>), une version web d'une nouvelle brochure :

**"QUE VONT-ILS DEVENIR ? Sans leur titre de séjour, quel avenir les attend ?"**

Voilà un Livret pédagogique à usage des élèves et des enseignants :  
**S.O.S.Sauvetages en Méditerranée.** Des textes aérés et faciles à lire, des photographies, des

informations utiles : tout ce que vous voulez savoir sur les sauvetages en mer. Le tout en 65 pages.  
A télécharger sur :

<https://www.sosmediterranee.fr/medias/LivretpedagogiqueSOSMEDITERRANEE.pdf>

Étant donné l'abondance des informations, je n'ai pas précisé chaque média utilisé, mais ceux consultés sont, entre autres :

<https://www.infomigrants.net/fr/>

<https://www.lindependant.fr/2021/10/27/pyrenees-orientales-39-trafiquants-de-migrants-interceptes-par-la-police-aux-frontieres-de-perpignan-depuis-le-debut-du-mois-9894075.php>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/pyrenees-orientales/temoignage-pyrenees-orientales-entre-cerbere-et-le-perthus-l-afflux-de-migrants-inquiete-2313985.html>

[https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/partir-mourir-un-peu-et-survivre-a-perpignan-le-reve-francais-brise-de-migrants\\_2151245.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/partir-mourir-un-peu-et-survivre-a-perpignan-le-reve-francais-brise-de-migrants_2151245.html)

<https://www.enmanquedeglise.com/2021/10/que-faire-pour-que-les-hommes-les-femmes-les-enfants-qui-sont-arrives-sur-notre-sol-soient-simplement-traites-humainement.html>

<https://www.enmanquedeglise.com/2021/10/devoir-d-humanite-mna-29-oct-2021-coordination-urgence-migrants-lyon.html>

<https://www.enmanquedeglise.com/tag/migration/>

[https://www.lacimade.org/presse/la-reunification-familiale-un-enjeu-majeur-pour-le-respect-du-droit-dasile-lexemple-afghan/?utm\\_source=NL102021&utm\\_medium=NL&utm\\_campaign=NL2021&utm\\_content=contenu](https://www.lacimade.org/presse/la-reunification-familiale-un-enjeu-majeur-pour-le-respect-du-droit-dasile-lexemple-afghan/?utm_source=NL102021&utm_medium=NL&utm_campaign=NL2021&utm_content=contenu)

[https://www.lejourduseigneur.com/jds\\_referent\\_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/](https://www.lejourduseigneur.com/jds_referent_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/)

<https://www.youtube.com/watch?v=IDpZug9vGr4&t=6s>

<https://observers.france24.com/fr/europe/20211102-video-lituanie-migrants-medininkai>

<https://www.nicematin.com/faits-divers/un-jeune-migrant-electrocute-sur-le-toit-dun-train-en-gare-de-menton-garavan-724591>

<https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106982>

<https://www.lavoixdunord.fr/1093321/article/2021-11-02/calais-les-migrants-installent-un-barrage-sur-la-rocade-portuaire>

[http://www.associationsalam.org/IMG/pdf/nl\\_4\\_nov\\_21\\_migrants\\_et\\_associatifs.pdf](http://www.associationsalam.org/IMG/pdf/nl_4_nov_21_migrants_et_associatifs.pdf)

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-international/20211109-migrants-coinc%C3%A9s-entre-pologne-et-bi%C3%A9lorussie-les-derni%C3%A8res-d%C3%A9clarations-parlent-de-guerre-hybride>

<https://www.lavoixdunord.fr/tags/immigration>

<https://www.lavoixdunord.fr/1094968/article/2021-11-05/l-hotel-formule-1-requisitionne-partir-de-lundi-saint-martin-boulogne>

<https://www.lavoixdunord.fr/1091776/article/2021-10-29/boulogne-la-sns-m-demande-une-tente-permanente-pour-les-sauvetages-de-migrants>

[https://www.corriere.it/cronache/21\\_novembre\\_06/salvataggio-mare-racconto-poliziotto-eroe-capo-rizzuto-1ff0af0a-3f3b-11ec-962b-eeb23879ffbb.shtml](https://www.corriere.it/cronache/21_novembre_06/salvataggio-mare-racconto-poliziotto-eroe-capo-rizzuto-1ff0af0a-3f3b-11ec-962b-eeb23879ffbb.shtml)

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/l-etoile-du-jour/un-policier-italien-sauve-une-petite-fille-syrienne-et-devient-un-heros\\_4820319.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/l-etoile-du-jour/un-policier-italien-sauve-une-petite-fille-syrienne-et-devient-un-heros_4820319.html)

<https://twitter.com/ArnaudMurgia/status/1456986451497865217>

<https://www.ledauphine.com/societe/2021/11/08/hautes-alpes-huit-migrants-heliportes-en-hypothermie>

<https://www.infomigrants.net/fr/post/36377/video--philippe-demeestere-un-pretre-militant-aux-cotes-des-migrants-de-calais>

<https://www.lefigaro.fr/international/en-direct-afghanistan-les-evacuations-se-poursuivent-premieres-contestations-contre-les-talibans-20210820>

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-internationale/20211111-%C3%A0-la-une-l-accord-surprise-entre-la-chine-et-les-%C3%A9tats-unis-secoue-la-cop26>

<youtu.be/WMvvoxx7XFuc>

<https://www.dw.com/fr/angela-merkel-derni%C3%A8re-interview-dw/av-59773931>

<https://news.un.org/fr/story/2021/11/1108472>

<https://www.leprogres.fr/societe/2021/11/11/le-pere-lyonnais-christian-delorme-entame-un-jeune-de-soutien-contre-les-violences-subies-par-les-refugies>

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/fermeture-de-la-frontiere-entre-la-france-et-l-espagne-il-faut-changer-de-politique-1637062735>

<https://www.francebleu.fr/theme/migrants>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20211116-progre-s-rho-ne-lyon-l-er-plus-de-soixante->

[personnes-re-unies-pour-soutenir-les-jeunes-migrants-de-la-grande-co-te-copie.pdf](#)  
<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/les-deux-militants-associatifs-de-calais-mettent-fin-a-leur-greve-de-la-faim-en-soutien-aux-migrants-8456b848-4794-11ec-adcb-13dc6f47ae64>  
<http://www.resf78.ouvaton.org/>  
<https://reseau-resf.fr/Campagne-d-envoi-de-cartes-postales-autour-du-20-novembre>  
<https://news.un.org/fr/news/topic/migrants-and-refugees>  
<https://www.courrierdesbalkans.fr/Les-dernieres-infos-Refugies-Balkans>  
<https://www.la-croix.com/Monde/vingt-jours-survie-dAhmad-migrant-syrien-perdu-entre-Bielorussie-Pologne-2021-10-29-1201182844>  
<https://www.paris-normandie.fr/id249345/article/2021-11-11/les-vingt-deux-migrants-sauves-pres-de-dieppe-recoivent-une-obligation-de>  
<https://theconversation.com/migrants-plus-de-10-millions-de-francais-vivent-dans-une-commune-accueillante-170496>  
<https://euobserver.com/migration/153544>  
<https://euobserver.com/tickers/153567>  
<https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20211115-des-milliers-d-iraniens-quittent-le-pays-pour-l-europe-les-%C3%A9tats-unis-le-canada-ou-la-turquie>  
<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20211116-crise-migratoire-pologne-bi%C3%A9lorussie-les-kurdes-d-irak-continuent-de-prendre-la-route>  
<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20211118-flux-migratoires-en-am%C3%A9rique-centrale-le-mexique-pris-en-%C3%A9tau>  
<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20211118-crise-des-migrants-la-d%C3%A9sillusion-kurde-se-r%C3%A9v%C3%A8le-aux-yeux-du-monde>  
<https://www.rfi.fr/fr/europe/20211119-espagne-39-passagers-libanais-d-un-vol-le-caire-bogota-quito-demandent-l-asile>  
<http://www.anafe.org/spip.php?article612>  
<https://www.gisti.org/spip.php?article6695>  
<https://abaslescra.noblogs.org/evasions-en-serie-au-cra-du-mesnil-amelot/#more-3056>  
<https://abaslescra.noblogs.org/evasion-au-cra-de-marseille-5-11-21/>  
<https://www.sosmediterranee.fr/medias/LivretpedagogiqueSOSMEDITERRANEE.pdf>  
<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/un-septieme-migrant-meurt-en-tentant-de-traverser-la-frontiere-franco-espagnole-1637436756>  
<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2021-11/pape-francois-fondation-migrantes-eglise-europe-cei.html>  
<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/mexique-plus-de-600-migrants-issus-de-douze-pays-secours-a-bord-de-deux-camions-7d2896ce-0ff9-47f6-9026-48d09b62a223>  
<https://www.infomigrants.net/fr/post/36634/plus-de-200-migrants-interceptes-en-mer-par-les-autorites-tunisiennes>  
[https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/ce-n-est-pas-la-bidassoa-le-probleme-300-personnes-rendent-hommage-au-migrant-mort-a-irun-1637508229https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/115b4665\\_rapport-enquete.pdf](https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/ce-n-est-pas-la-bidassoa-le-probleme-300-personnes-rendent-hommage-au-migrant-mort-a-irun-1637508229https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/115b4665_rapport-enquete.pdf)  
<https://www.aefinfo.fr/assets/medias/documents/5/1/512657.pdf>  
<https://www.rudaw.net/english/world/28112021>  
<https://www.iom.int/fr/news/le-rapport-de-loim-etat-de-la-migration-dans-le-monde-montre-une-hausse-des-deplacements-malgre-la-mobilite-restreinte-par-la-covid-19>  
<https://worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=FR>  
<https://publications.iom.int/books/world-migration-report-2022>